

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE COMITÉ
DES
FORGES DE FRANCE
ÉTUDE MONOGRAPHIQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le Vendredi 16 Juin, à 4 heures 1/2,

PAR

M. GABRIEL GIRAULT

ANCIEN ÉLÈVE DIPLÔMÉ

DE L'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES

Président : M. PERREAU.

Suffragants : { MM. TRUCHY } professeurs
 ALLIX }

PARIS

LIBRAIRIE MODERNE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ERNEST SAGOT & C^{ie}

19, RUE CUJAS ET RUE VICTOR-COUSIN, 10

—
1922



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE COMITÉ
DES
FORGES DE FRANCE
ÉTUDE MONOGRAPHIQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le Vendredi 16 Juin, à 4 heures 1/2,

PAR

M. GABRIEL GIRAULT

ANCIEN ÉLÈVE DIPLÔMÉ

DE L'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES

Président : M. PERREAU.

Suffragants : { MM. TRUCHY } professeurs
ALLIX }

PARIS

LIBRAIRIE MODERNE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ERNEST SAGOT & C^{ie}

19, RUE CUJAS ET RUE VICTOR-COUSIN, 10

1922



A LA MÉMOIRE DE MON AMI

JEAN PIERROT

SOUS-LIEUTENANT AU 44^e RÉGIMENT D'INFANTERIE

MORTELLEMENT BLESSÉ A DORNACH (ALSACE)

LE 19 AOUT 1914

G. G.

LE COMITÉ DES FORGES DE FRANCE ÉTUDE MONOGRAPHIQUE

INTRODUCTION

Le phénomène de concentration et d'intégration industrielle auquel on assiste depuis plus d'un demi-siècle s'est manifesté d'une façon particulièrement intense dans l'industrie sidérurgique du monde entier.

Aucune autre industrie peut être ne représente une semblable accumulation de capitaux, n'exige d'installations aussi vastes et aussi coûteuses, n'emploie une main-d'œuvre aussi nombreuse.

Pour résoudre les problèmes résultant de cette concentration, l'industrie sidérurgique de chaque pays, sous des formes diverses en harmonie avec les tendances de son esprit national, a réalisé des groupements, des ententes, pour lui permettre de s'adapter aux conditions économiques nouvelles.

S'organiser commercialement pour assurer à leurs produits métallurgiques des débouchés tant sur le marché intérieur qu'à l'étranger, tel a été le souci des industriels des grands pays producteurs de fonte, de fer et d'acier : Etats-Unis, Allemagne, Angleterre.

L'âpreté de la concurrence au cours des années qui ont précédé la guerre prouve que ces efforts n'étaient pas demeurés stériles.

En France, c'est tout d'abord sous la forme de groupement professionnel que la sidérurgie française s'est organisée pour étudier les importants problèmes qu'elle avait à résoudre.

Dans ce but, elle créa dès 1864 le « Comité des Forges de France. »

En soi, le Comité des Forges ne diffère pas sensiblement des divers autres syndicats professionnels patronaux, qui, comme lui, ont leur siège social, 7, rue de Madrid et, comme lui, sont affiliés à « l'Union des Industries Métallurgiques et Minières. »

Toutefois, si on l'examine d'un peu plus près et par comparaison avec eux, on constate que son ancienneté, le rôle de premier plan qu'il a joué comme représentant de la Sidérurgie française, la création de nombreux organismes d'ordre syndical, commercial ou social avec lesquels il a conservé des liens plus ou moins étroits, les missions officielles qu'il a remplies pendant la guerre, l'importance de l'industrie qu'il représente et des industries consommatrices qui en dérivent (construction métallique, construction automobi-

le, matériel roulant, construction navale, matériel de guerre, etc...), la haute personnalité des membres de sa Commission de Direction (1) en font l'un des plus importants, sinon le plus important, de ces syndicats.

Les conséquences économiques du Traité de Versailles, des polémiques de presse et une récente interpellation à la Chambre des Députés, qui a nommé une Commission d'enquête chargée d'examiner « le rôle et la situation de la Métallurgie », ont appelé sur le Comité des Forges l'attention de l'opinion publique.

Pour donner une idée exacte de ce qu'est le Comité des Forges de France, des efforts déployés par lui et des moyens d'action dont il dispose, on ne saurait se contenter de l'examiner comme une institution isolée dans son développement historique et dans son organisation actuelle. C'est seulement en étudiant, après lui, les divers organismes d'ordre syndical, commercial et social à la création desquels il a grandement contribué et dont l'activité est inséparable de la sienne, que l'on peut juger l'ampleur de son œuvre et l'importance de son rôle.

Le plan de cette étude sera le suivant :

CHAPITRE I.

Origine, constitution et évolution du Comité des Forges de France.

(1) Voir en Annexe la Composition de la Commission de Direction du Comité des Forges de France. (Annexe 1).

CHAPITRE II.

Organisation actuelle :

1. Organisation juridique.
2. Organisation commerciale.

CHAPITRE III.

L'OEuvre du Comité des Forges de France :

1. OEuvre économique.
2. OEuvre sociale.
3. Son œuvre spéciale pendant la guerre.

CHAPITRE IV.

Critique et conclusion :

1. Le Comité des Forges et les institutions similaires à l'étranger.
 2. Le Comité des Forges devant la Nation.
-

CHAPITRE I

Origine, constitution et évolution du Comité des Forges.

1. — Origine.

Le Comité des Forges de France a été fondé en 1864. Parmi les nombreux syndicats professionnels patronaux qui existent en France à l'heure actuelle, il se présente comme un modèle du genre : Organisation extrêmement puissante, autour de laquelle gravitent divers comptoirs commerciaux et de nombreuses Chambres Syndicales, rattaché comme celles-ci à une union de Syndicats : « L'Union des Industries Métallurgiques et Minières », le Comité des Forges compte parmi ses membres la très grande majorité des producteurs et transformateurs français de produits métallurgiques. Malgré le nombre relativement peu élevé de ses adhérents (281 en 1921), ce groupement, par suite de l'importance de premier ordre de l'industrie métallurgique et de la concentration industrielle très poussée qui est une des caractéristiques de cette industrie, représente les intérêts de capitaux très éle-

vés et dispose, tant par lui-même que par les organismes divers qu'il a su créer, de moyens d'action puissants qui lui permettent de contrôler toute la production du sous-sol.

Il n'en a pas toujours été ainsi. Bien avant 1864, il apparaît qu'un certain nombre de Maîtres de Forges avaient à plusieurs reprises tenté de se réunir pour examiner en commun les questions d'intérêt général. Ces tentatives n'eurent pas de suite.

Les causes de cet insuccès résident, d'une part, dans le fait que, bien que tolérée par le Gouvernement, l'Association projetée ne pouvait pas avoir d'existence légale. D'autre part, au lieu de se cantonner purement et simplement dans l'étude des questions professionnelles — limitation que devait sanctionner plus tard la loi du 21 mars 1884 — les Maîtres de Forges d'alors cherchèrent, — ce qui était bien naturel, — à s'organiser pour la vente de leurs produits. Mais il existait un tel antagonisme d'intérêts entre les différents groupes (Nord, Centre, etc.), placés dans des conditions de production très différentes, que les divergences les plus profondes se manifestèrent entre eux, et qu'il fût impossible de trouver un terrain d'entente pour jeter les bases d'un accord.

Le 15 février 1864 eut lieu une nouvelle tentative de rapprochement qui, cette fois, ne devait pas rester éphémère, entre les Maîtres de Forges représentant les groupes métallurgiques suivants : Gard, Loire, Moselle, Commeny, Sambre, Berry, Creusot, Franche-

Comté, Escaut et Nord, Hayange. Ces industriels se réunirent à Paris et reconnurent la nécessité de renouer d'une façon, si possible définitive, les liens temporaires précédemment créés entre les représentants de l'Industrie Sidérurgique.

Il faut dire que les circonstances de l'époque, qui plaçaient cette industrie dans des conditions difficiles, devaient tout naturellement pousser, plus impérieusement que jamais, les Maîtres de Forges à s'unir.

On était alors, en effet, sous l'influence des idées libre-échangistes de Richard Cobden en Angleterre, de Bastiat en France. Le Traité de Commerce du 23 janvier 1860 avait inauguré, quatre ans auparavant, le nouveau régime de liberté dans les relations de la France et de l'Angleterre, et provoqué dans la métallurgie française une grave crise causée en très grande partie par la forte concurrence que lui faisait, en France même, la sidérurgie anglaise. (1).

Le traité de 1860 avec l'Angleterre fut d'ailleurs le point de départ d'une nouvelle orientation de la politique commerciale européenne, et provoqua successivement les accords commerciaux de la France avec la Belgique (1861), le Zollverein allemand (1862), l'Italie (1863), la Suisse (1864), la Suède et la Norvège

(1) « Le droit sur la fonte brute était réduit de 4 fr. 80 à 2 fr. 50 » jusqu'en 1864 et à 2 francs à partir de 1864; le droit sur les gros » fers, de 12 fr. à 7 fr. jusqu'en 1864 et à 6 francs à partir de 1864 » (La Sidérurgie et le Régime douanier. M. DESPORTES DE LA FOSSE (La Sidérurgie française, 1864-1914, p. 415).

(1865), les Pays-Bas (1866), l'Autriche (1866), le Portugal (1867); tous ces accords contenaient la clause de la nation la plus favorisée et les réductions de droits accordées à l'Angleterre profitaient par conséquent à ces divers pays.

« La diminution des droits consacrée par le traité de 1860 avait trouvé la métallurgie dans une période d'organisation : les fers au coke refoulaient peu à peu les fers au bois et les fers mixtes, en même temps les tarifs différentiels des chemins de fer ouvraient à des établissements qui, jusque-là, n'avaient pu les aborder, l'accès des régions constituant jusque-là des marchés réservés aux produits de certaines forges.

« La réforme du tarif surprenait les usines au milieu de cette transformation; un grand nombre de petites forges succombèrent immédiatement, au grand préjudice des populations qu'elles occupaient; les usines moyennes fléchirent à leur tour...

« Sans doute, la décadence de la fabrication au bois tenait à d'autres causes; mais la réduction des droits de douane produisit, dans certaines régions industrielles, des souffrances réelles et engloutit d'importants capitaux. » (1).

La situation de l'Industrie Métallurgique avait été également sérieusement influencée par le décret du 15 février 1862, sur le régime de l'admission temporaire. Ce décret en effet, contrairement à l'esprit et à la lettre même de l'article 5 de la loi du 5 juillet 1836

(1) M. DESPORTES DE LA FOSSE, *op. cit.*, p. 415-416.

qui avait substitué le régime de l'admission temporaire à celui du « drawback », admit, comme mode d'apurement des soumissions d'admission temporaire, le principe de l'équivalent à la place de l'identique. Il en résulta une augmentation considérable dans l'importation des métaux, plus particulièrement dans les départements du Nord et de l'Est, en raison de leur situation géographique. Par suite, le chiffre d'importation de ces départements atteignit jusqu'à « 92 p.c. de l'importation totale, alors que l'exportation du Centre et du Midi atteignait 60 et 77 p.c. de l'exportation totale. Ainsi les Forges du Centre et du Midi recevaient en définitive une véritable prime au détriment des Forges du Nord et de l'Est et du Trésor ». (1).

D'autre part, le principe de l'équivalent permettait de compenser par des produits inférieurs des produits de qualité entrés sous le régime de l'admission temporaire. Cette situation causa de graves préjudices à de nombreux industriels et suscita de nombreuses plaintes de leur part.

Introduction de nouveaux tarifs douaniers, concurrence anglaise qui en fut la résultante, crise provoquée par la substitution du coke au bois dans les fours et les hauts fourneaux, telles sont les causes qui, vers 1860, ont amené de sérieuses perturbations dans la situation de l'industrie métallurgique, et sem-

(1) M. Desportes de la Fosse, *op. cit.*, p. 418.

blent avoir impérieusement poussé les Maîtres de Forges à se grouper.

2. — *Constitution.*

Les représentants des dix groupes cités plus haut choisirent comme Président du Comité, M. Eugène Schneider, qui fit adopter le programme suivant :

1. Etude de toutes les questions concernant la sidérurgie, tant en France qu'à l'étranger, notamment au point de vue de l'emploi du fer. Publication de tous les documents qui seront réunis sur ces questions;

2. Rapport de l'industrie sidérurgique avec le Gouvernement;

3. Réunion et publication périodique des prix des produits sidérurgiques à l'étranger; recherche de nouveaux débouchés d'exportation;

4. Constatation trimestrielle par chaque groupe et pour toutes les qualités, des conditions de vente en France et, s'il est possible, à l'instar de l'Angleterre, détermination d'une manière uniforme des classements et des prix.

L'Association des Maîtres de Forges s'augmentait bientôt du groupe métallurgique de l'Aveyron et du Groupe de la Champagne. « De plus, indépendamment des délégués appartenant à une région ou à une fabrication déterminée, à partir de 1868, le Comité admit à ses réunions, les représentants des usines

qui produisaient annuellement plus de 20,000 tonnes de fonte, ou plus de 15,000 tonnes de fer ». (1).

A cette époque, les adhérents du Comité des Forges possédaient 36 p.c. des hauts fourneaux, la presque totalité des fours à puddler et environ 30 p. c. des feux d'affineries.

Le Comité se mit aussitôt à l'œuvre et procéda à l'étude des questions particulièrement pressantes du moment : questions douanières, acquits à caution, droits sur les mines, situation générale du marché, etc.

La publication d'un bulletin destiné à renseigner les adhérents sur les questions professionnelles fut décidée. Le premier numéro parut le 15 juillet 1864, sous le nom de « Bulletin n° 1 du Comité des Forges de France. »

Si l'on parcourt les procès-verbaux du Comité d'alors, il est à remarquer que, comme au cours des différentes tentatives d'association qui s'étaient manifestées avant 1864, à chaque fois que figurait à l'ordre du jour du Comité une question économique susceptible d'avoir des répercussions sur les intérêts financiers des adhérents, tout accord devenait impossible, tant étaient peu comparables les conditions de production des différents groupes métallurgiques considérés au point de vue géographique.

Les discussions sur les questions douanières et sur

(1) Sidérurgie Française (L'organisation syndicale de la Sidérurgie Française. — R. Pinot, p. 441).

les acquits à caution, qui eurent lieu en 1867 et en 1877, n'aboutirent à aucune conclusion ; en 1867, « elles provoquèrent une crise au sein du Comité ; en 1877, on décidait de ne plus aborder cette question sur laquelle le Comité n'avait pas à se prononcer, l'unanimité ne pouvant être obtenue. » (1).

Ce désaccord sur les questions économiques ne favorisait guère l'entente sur les autres sujets. La Présidence du Comité resta vacante de 1868 à 1880. De plus, ainsi qu'il a été indiqué plus haut, le Comité n'avait pas et ne pouvait pas avoir d'existence légale ; par suite il lui était difficile de jouer un rôle officiel auprès des pouvoirs publics qui, néanmoins, ne se faisaient pas faute de le consulter.

On était à la période de l'Empire libéral et des réunions du passage Raoul qui préparaient pour l'avenir la reconnaissance légale de l'Association professionnelle. Le gouvernement, qui commençait à se montrer tolérant vis-à-vis des Associations ouvrières, l'était déjà depuis de longues années vis-à-vis des Associations patronales.

Telle est, dans ses grandes lignes, la forme primitive sous laquelle se constitua le Comité des Forges de France.

3. — *Evolution.*

Ces difficultés de début devaient grandement entraver les efforts du Comité qui décida de procéder à

(1) R. Pinot. *Sid. Franç.*, loc. cit., p. 444.

une réorganisation. En 1880, un projet fut préparé par cinq de ses membres, examiné et approuvé par l'Assemblée générale du 8 mars de la même année.

« Les réunions ordinaires du Comité, qui se tenaient tous les deux mois, étaient ouvertes à tous les membres dont la cotisation serait supérieure à 300 francs (ce chiffre fut réduit l'année suivante à 200 fr.). Les Maîtres de Forges dont la cotisation était inférieure à ce taux avaient la faculté de se grouper et de désigner un représentant commun.

« Le bureau devait être élu chaque année, au mois de novembre. Il était chargé de représenter le Comité, de diriger les travaux, d'assurer la rédaction du Bulletin, la surveillance et l'emploi des fonds sociaux. Les décisions importantes seraient prises à la majorité des voix, chaque adhérent disposant d'un nombre de voix proportionnel au montant de sa cotisation ». (1).

Les résultats désirés ne furent pas atteints. L'acuité des questions économiques d'alors faisait remonter celles-ci à la surface, phénomène qui amenait toujours le désaccord précédemment constaté.

« En 1886, nouveaux changements. Le Comité reconnaît l'opportunité d'élargir l'objet de ses travaux, de façon à donner davantage d'intérêt à ses séances et à s'assurer ainsi des concours nouveaux. Les questions d'économie sociale et politique, les questions de jurisprudence, les traités de commerce, les tarifs de

(1) Sidérurgie Française, *loc. cit.*, p. 444-445.

transports prenaient chaque jour une importance plus grande et méritaient d'être suivies très attentivement. » (1).

De plus, la loi du 21 mars 1884 venant d'être récemment votée, le Comité décida de modifier ses statuts en conséquence pour se placer sous le régime des syndicats professionnels institué par cette loi, et acquérir la personnalité morale qui lui permettrait de jouer un rôle officiel auprès des pouvoirs publics.

Les nouveaux statuts furent adoptés par les Assemblées générales du 5 mai 1887 et du 8 mars 1888. Ces statuts sont sensiblement les mêmes que ceux qui régissent actuellement le Comité et dont le texte a été adopté par l'Assemblée générale du 20 mai 1920.

« L'examen des questions concernant la sidérurgie et des décisions à prendre au nom du Comité des Forges appartiendrait dorénavant à une Commission de Direction composée de 15 membres, élus au scrutin de liste par les membres du Comité, pour une période de trois ans : les sièges étaient répartis entre les principaux groupes régionaux, proportionnellement à l'importance respective de ceux-ci, et il fut admis que la liste des candidats serait dressée par la Commission de Direction dont le mandat arrivait à expiration, après consultation des groupements régionaux...

« Le Comité, reconstitué sur ces bases, groupa de suite près des trois quarts des établissements producteurs de fonte et de fer ». (2).

(1) Sidérurgie Française, *loc. cit.*, p. 445.

(2) Sidérurgie Française, *loc. cit.*, p. 445-446.

On revint à l'idée d'améliorer les conditions de vente et de réglementer la production, tout au moins en ce qui concernait les fers et les aciers.

Les traités de commerce signés par la France allaient expirer en 1892. La sidérurgie française craignant de voir supprimer par les futurs tarifs douaniers les droits, déjà amoindris depuis 1860, qui la protégeaient, considéra qu'il était d'une impérieuse nécessité de défendre devant le Parlement la protection sans laquelle elle ne pouvait vivre.

Pour améliorer l'état du marché, la Commission de Direction prit, d'autre part, la décision suivante :

1. Attribution à chaque contractant d'un quantum déterminé de production (les tonnages livrés à l'exportation n'étant pas compris dans ce quantum.);

2. Observation d'une classification des produits et de conditions de vente identiques;

3. Création de délégués qui auraient droit de contrôler les déclarations faites en vérifiant les livres de fabrication;

4. Application de pénalités en cas de contravention aux clauses de la convention;

5. Institution d'une caisse destinée à encourager l'exportation.

Une fois de plus, l'entente ne put être réalisée. Un projet présenté en 1889 par l'un des membres, M. Ulmo, et tendant à la création d'un comptoir d'exportation, essuya également un échec. L'idée fut reprise en 1895 et n'aboutit pas davantage, les sacrifices né-

cessaires pour lutter contre le « dumping »; qui se faisait durement sentir, ayant été jugés trop élevés.

Cet échec n'avait d'ailleurs pas été complètement stérile; il avait eu au moins cet avantage de documenter les adhérents du Comité sur les questions de vente des produits, tant en France qu'à l'étranger. Il avait précisé le problème. D'ailleurs si les adhérents du Comité n'avaient pas trouvé la formule d'organisation apte à rallier l'unanimité des suffrages pour l'ensemble des producteurs de tout le territoire, il avait au moins pu aboutir à la création d'organisations correspondant, soit à une région, soit à une branche de la production nettement spécialisée. C'est ainsi que furent successivement fondés, en marge du Comité des Forges, et sous le régime de la loi du 24 juillet 1867, qui leur permettait d'accomplir des actes de commerce : le Comptoir de Longwy, en 1876, pour la vente des fontes lorraines; le Comptoir des Es-sieux, en 1892; le Comptoir des Ressorts et le Comptoir des Poutrelles en 1896; le Comptoir d'exportation des produits métallurgiques en 1904, et le Comptoir d'exportation des Fontes de Meurthe-et-Moselle en 1905.

« A côté des formules du trust et du cartel que la nécessité de la concentration industrielle et commerciale, partout opérante, fit naître aux Etats-Unis et en Allemagne, se dégagea ainsi la formule du Comptoir français, autrement souple et libérale, aussi éloignée de l'impérialisme américain, qui va jusqu'à l'absorp-

tion de toutes les entreprises par la plus puissante d'entre elles, que du caporalisme allemand qui, tout en laissant subsister les individualités, en domine et en règle toutes les manifestations. » (1).

Ces comptoirs, comme on le verra plus loin, eurent d'heureux résultats sur la régularisation de la production, et évitèrent certainement des crises de surproduction, qu'auraient fatalement suivies des crises de chômage.

Le problème de l'étude des questions économiques se trouvant ainsi résolu par la création de ces différents organismes placés sous le régime de la loi de 1867, le Comité se consacra plus spécialement à l'étude des intérêts professionnels dans l'esprit de la loi de 1884.

Si par suite de divergences de vue le Comité n'intervint pas officiellement dans l'élaboration des tarifs douaniers de 1892, certains de ses membres y jouèrent un rôle prépondérant. (2).

Par contre le Comité, grâce à l'expérience remarquable que possédaient ses membres, pouvait agir auprès du gouvernement à titre consultatif, dans l'étude des nombreux projets ou propositions de lois : durée du travail, hygiène et sécurité des travailleurs, loi du 12 janvier 1895 relative à la saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements des ouvriers et employés, loi du 9 avril 1898 et suivantes sur les accidents du travail, etc...

(1) Sidérurgie Française, loc. cit., p. 448-449

(2) MM. Dreux et Pralon.

Le Comité s'occupa également de l'élaboration du cahier des charges des administrations publiques et de la législation relative à la marine marchande.

Devançant de plusieurs années l'œuvre législative et faisant preuve d'un haut esprit de solidarité sociale, le Comité décida la création d'une caisse syndicale d'Assurance Mutuelle contre les accidents du travail, dont les statuts furent adoptés le 25 juin 1894, et d'une caisse de retraites ouvrières dont les ressources devaient être assurées par les seules contributions patronales, le 9 mars 1894.

Le Comité avait connu une ère de prospérité assez grande sous la présidence de M. le baron Reille (1890-1898). « Puis il tomba peu à peu dans une espèce de léthargie, si bien qu'un certain nombre de ses adhérents estimèrent que leurs intérêts se trouvaient plus ou moins négligés, et formèrent, en dehors de lui, des chambres syndicales pour suivre de plus près certaines questions spéciales qui, d'ailleurs, ne relevaient pas immédiatement du Comité des Forges ». (1). C'est ainsi que furent fondées : En 1899, la Chambre Syndicale des fabricants et constructeurs de matériel de chemins de fer et tramways, puis la Chambre syndicale des constructeurs de navires et de machines marines; en 1903, la Chambre syndicale de Matériel de guerre, puis la Chambre syndicale des Mines et Fers de France.

Le 10 décembre 1900, la Chambre syndicale du Ma-

(1) R. PINOT, Le Comité des Forges au service de la Nation, p. 4.

tériel de chemins de fer prit l'initiative de proposer la constitution d'une Union Syndicale, réunissant toutes les chambres syndicales des industries minières, métallurgiques et des constructions mécaniques, ayant pour objet l'étude des questions d'intérêt commun. C'est alors que fût créée : « L'Union des Industries Métallurgiques et Minières, de la Construction mécanique, électrique et métallique et des Industries qui s'y rattachent. »

En vue de solidariser encore plus étroitement les diverses chambres syndicales dans l'étude des questions communes, un accord fut conclu le 19 février 1904 « aux termes duquel chaque groupement conservait son entière autonomie, mais les cinq groupements devaient avoir, sous la direction d'un même secrétaire général, le même personnel et les mêmes services : ils devaient être installés dans un même local mis au nom du Comité des Forges, le plus ancien des groupements qui venaient de s'unir. M. Robert Pinot, déjà secrétaire général des Chambres syndicales du matériel de chemins de fer, de la construction navale, du matériel de guerre et de l'Union, fut nommé secrétaire général du Comité des Forges, et M. Pinget, secrétaire du Comité des Forges, nommé ingénieur en chef du comité, et bientôt après ingénieur-conseil. Les services du comité, des Chambres syndicales et de l'Union furent transférés et réunis : 63, boulevard Haussmann...

« Les services du Comité des Forges et des Cham-

bres syndicales furent organisés sur un nouveau plan; quatre services principaux furent créés sous la direction du secrétaire général :

1. Législation. — Travaux parlementaires. — Jurisprudence. — Questions ouvrières.

2. Questions douanières. — Questions économiques. — Tarifs de transport. — Syndicats étrangers. — Bulletins d'informations.

3. Questions techniques. — Commandes de matériel. — Mises en chantier. — Statistiques. — Chroniques étrangères.

4. Secrétariat. — Correspondance. — Circulaires. — Annuaires. — Réunions. — Questions diverses. » (1).

Chaque groupement conserva ses bulletins spéciaux; une série générale de documents commune aux quatre groupements et à l'Union donna dorénavant aux adhérents de tous ces groupements des renseignements d'ordre législatif et administratif, statistique et économique, social et juridique.

Egalement fut créé le « Bulletin d'information du Comité des Forges de France et des Chambres Syndicales du Matériel de Chemins de Fer, du Matériel de Guerre et de la Construction navale », destiné à donner tous les quinze jours aux sidérurgistes des renseignements sur l'activité économique et la situation financière de leurs concurrents étrangers.

Sous le patronage du Comité des Forges fut fondée

(1) Sidérurgie Française, *loc. cit.*, p. 454-455.

à cette époque la « Revue de Métallurgie », dirigée par M. H. Le Chatelier.

Grâce à cette réorganisation et à ce développement, l'influence et le rayon d'action du Comité s'accrurent d'importance. « Les procès-verbaux des séances de sa Commission de Direction présentent une table des matières, singulièrement intéressante, de toutes les questions qui retiennent son attention et forment l'objet de ses délibérations : projets de lois sur les retraites ouvrières, sur le repos hebdomadaire, sur le travail des enfants dans les usines à feu continu, etc.; enquête préparatoire à la revision douanière, négociations avec les compagnies de chemins de fer pour l'établissement d'une classification des produits sidérurgiques consécutive à la modification de l'article 103 du Code de Commerce; création d'une Conférence des Transports au sein du Comité pour l'examen et l'étude des propositions de tarifs soumis à l'homologation ministérielle; refonte, d'accord avec le Ministère des Travaux publics, des cadres de la statistique de l'industrie minérale; établissement d'une classification des fers et aciers marchands; participation de la métallurgie aux expositions de Liège, Marseille, Londres, Bruxelles, etc., aux Congrès des méthodes d'essais; réception, avec les Chambres syndicales du Matériel de Guerre et de la Construction navale, des missions envoyées en France par les gouvernements étrangers pour l'étude des armements, etc. » (1).

(1) Sidérurgie Française, *loc. cit.*, p. 456.

A la suite des grèves de 1906, le Comité étudia et décida la création d'une caisse d'Assurance patronale contre les conséquences du chômage forcé. C'est à cette époque que le siège social du Comité fut transféré : rue de Madrid, dans l'immeuble qui d'ailleurs appartient en propre à la Caisse Syndicale contre les accidents.

C'est également en 1906 que fut créé le Comité des Forges et Mines de Fer de Meurthe-et-Moselle et la Chambre Syndicale des Mines de fer de France, qui élit domicile rue de Madrid et confia son secrétariat au secrétariat général commun déjà existant.

Durant la période qui s'étend de 1906 à 1914, le Comité s'occupa plus particulièrement de l'étude des questions de retraites ouvrières (loi du 5 avril 1910), d'économats, habitations à bon marché, sociétés de secours mutuels en faveur des populations ouvrières de ses adhérents, des projets de réforme fiscale et de modification au régime des mines, de la patente des fournisseurs de l'Etat, etc. Par la bouche de ceux de ses membres siégeant dans les conseils ou comités officiels ou privés : Conseil supérieur du travail, Comité consultatif des Arts et Manufactures, Comités de perfectionnement des Arts et Métiers, de l'Ecole supérieure des Mines, de l'Ecole centrale des Arts et Manufactures, etc., Comité d'Etudes et de Défense fiscales, de la section patronale des retraites ouvrières, de l'Association de l'Industrie et de l'Agriculture française, etc., le Comité des Forges a pu exposer et dé-

fendre ses conceptions de l'intérêt national. En ce qui concerne notamment la question des emprunts étrangers, qui venaient drainer en France l'épargne française au détriment des besoins financiers de notre industrie, le Comité des Forges s'efforça de faire triompher cette doctrine que des emprunts ne sauraient être consentis aux Etats étrangers si, comme cela arrivait malheureusement trop souvent, l'argent français doit servir à ces Etats pour passer des commandes aux industries étrangères concurrentes des nôtres.

Enfin, lors du renouvellement douanier de 1910, le Comité défendit, dans un rapport à la Commission des douanes, le maintien des droits protecteurs de 1892, sans lesquels la sidérurgie française ne pouvait, à son avis, subsister. Malgré l'aggravation des tendances protectionnistes de certains pays, il ne demanda aucun relèvement des tarifs de 1892, sauf pour certains articles, tels que les aciers spéciaux qui ne figuraient pas au répertoire des douanes. Il s'efforça également de soutenir les demandes de la « Construction mécanique », qui, malheureusement, n'obtint pas de la loi du 30 mars 1910 une protection aussi efficace en faveur des produits manufacturés que celle dont bénéficièrent les produits bruts en fonte et acier.

En 1914, à la veille de la guerre, le Comité s'apprêtait à fêter son cinquantenaire et avait décidé d'éditer à cette occasion un volume sur la sidérurgie fran-

çaise. Les événements ne le permirent pas. Par contre, et par suite de l'importance prodigieuse acquise au cours de la guerre par la fabrication des munitions et l'emploi du matériel, le Comité des Forges eut à jouer un rôle extrêmement important qui sera exposé plus loin.

Depuis la signature de l'armistice, le Comité a fait publier le volume sous presse en 1914, fort intéressant et extrêmement bien documenté, sur « La sidérurgie française 1864-1914 », où se trouvent exposées les conditions de développement et d'évolution de l'industrie métallurgique française au cours des cinquante dernières années.

Enfin, le Comité s'est consacré à l'étude des nombreux problèmes professionnels et ouvriers nés du bouleversement de la guerre.

Au point de vue commercial, les efforts des Comptoirs tendent à s'adapter aux conditions spéciales créées par la crise mondiale qui atteint durement l'industrie métallurgique en particulier, depuis 1921.

Comités régionaux.

A côté du Comité des Forges, ayant une personnalité morale distincte, mais gravitant autour de lui, il faut mentionner, pour être complet, l'existence de différents comités régionaux. Placés actuellement tous les trois sous le régime de la loi du 21 mars 1884, ce sont, par ordre de date de création :

1. Le Comité des Forges du Nord, fondé en avril 1881, dans le but de chercher des remèdes aux crises répétées qui avaient atteint, dans les années antérieures, les usines des deux groupes de l'Escaut et de la Sambre. Le Comité qui prit un rapide développement, « se réunit chaque mois, tantôt à Maubeuge, tantôt à Valenciennes — siège social à Valenciennes. Il s'occupe à la fois de questions administratives, commerciales, techniques et de la situation générale du marché : il ne néglige pas les questions sociales, à l'étude desquelles les sidérurgistes du Nord se sont toujours appliqués avec une grande sollicitude. » (1).

2. Le Comité des Forges de la Loire : a été régulièrement constitué sous forme de syndicat en 1901, mais dès avant 1844 les industriels de la région s'étaient déjà groupés pour former le Comité des Forges de Rhône et Loire, dont l'existence est mentionnée pour la première fois dans la chronique industrielle du « Mémorial de la Loire » le 18 avril 1884.

Ce Comité s'occupe plus spécialement de l'étude des questions professionnelles régionales — son siège social est à Saint-Etienne.

3. Le Comité des Forges et Mines de fers de Meurthe-et-Moselle, créé en 1906 en vue de l'étude des questions essentiellement locales posées par le remarquable développement de l'industrie dans les Bassins de Briey et de Longwy, et plus spécialement des questions ouvrières telles que le recrutement de la main-

(1) Sidérurgie Française, *loc. cit.*, p. 468.

d'œuvre étrangère, pour remédier à l'insuffisance de la main-d'œuvre nationale de cette région — son siège social est à Nancy.

Il faut signaler également: L'Association des Maîtres de Forges de Lorraine — siège social à Metz, et le Comité Métallurgique de Champagne — siège social à St-Dizier (Haute-Marne).

CHAPITRE II

Organisation actuelle du Comité des Forges de France.

1. — Organisation Juridique.

« Nous ne croyons ni exagérer ni même forcer le rôle du Comité des Forges, dans l'ensemble des organisations économiques de la France, — écrivait M. Robert Pinot, alors secrétaire général du Comité, et actuellement un de ses vice-présidents, au début de son ouvrage : « Le Comité des Forges de France au service de la Nation » (1), — en disant qu'un des faits qui montrent le mieux combien le Parlement et avec lui le pays sont peu au courant de la vie industrielle nationale, est précisément l'ignorance ou ils se trouvent de l'objet et du rôle du Comité.

« On sait au Parlement et dans le public que le Comité des Forges est un groupement patronal qui représente la Métallurgie, un groupement assez bien organisé. Mais c'est tout ce que l'on sait.

(1). ARRAS, COITE, Paris 1919.

« Est-ce une société constituée suivant la loi de 1867, ayant capacité commerciale ?

« Est-ce une association d'après la loi de 1901 ?

« Est-ce un syndicat professionnel établi conformément à la loi de 1884 ?

« Certains le représentent comme un organisme s'occupant de tout, faisant des opérations commerciales roulant sur des centaines de millions, pouvant tout, ayant une politique à lui, des moyens d'action illimités, ayant partout des créatures à lui ; étant, en un mot, un Etat dans l'Etat.

« On ne peut affirmer que ceux qui défigurent ainsi l'objet et le rôle du Comité des Forges le font par simple ignorance. »

Ainsi qu'il a été indiqué plus haut, le Comité des Forges de France est un syndicat professionnel patronal placé sous le régime de la loi du 21 mars 1884. Il a actuellement son siège, 7, rue de Madrid, à Paris.

On confond souvent le Comité avec la « rue de Madrid ». L'immeuble qui, dans cette rue, abrite les services du Comité des Forges de France, propriété de la Caisse syndicale contre les Accidents, est également occupé par de nombreux syndicats professionnels, deux Unions de Syndicats, et plusieurs sociétés d'assurances. Sans doute, tous ces organismes se rattachent de près ou de loin à l'industrie métallurgique, mais ils ont tous une personnalité morale distincte, et c'est manquer d'impartialité que de mettre en jeu la responsabilité du Comité des Forges, lorsqu'il s'agit

de juger les actes d'une personne physique ou morale qui, bien que pouvant avoir avec lui des relations plus ou moins étroites, en est juridiquement parfaitement différente. C'est là un point de droit qui sera discuté plus longuement plus loin, mais qu'il importe de bien préciser dès maintenant, au moment d'aborder l'étude de la personnalité juridique du Comité des Forges. Il semble, en effet, que ce point de vue ait échappé à plusieurs, et en particulier à l'interpellateur qui, au cours des séances de la Chambre des députés du 24 janvier et 1er février 1919, a prononcé un véritable réquisitoire contre le Comité des Forges de France.

« A dire vrai, — ainsi que le remarque finement M. Pinot — c'est peut-être un des syndicats professionnels qui ont le mieux saisi tout ce que la loi de 1884 comprenait dans son esprit et dans sa lettre, tout ce qu'elle permettait de faire pour le service des intérêts généraux de l'industrie; mais c'est purement et simplement un syndicat de la loi de 1884 et qui n'a jamais dépassé ses attributions professionnelles. »

Le Comité n'a donc fait que profiter des droits que lui accordait la loi de 1884, et s'il ne les a pas outrepassés, on ne saurait lui faire grief d'avoir si bien compris le rôle que la loi lui permettait de jouer.

On trouvera en annexe (1), le texte des statuts du

(1) Annexe II.

Comité. Ce texte, actuellement en vigueur, a été adopté par l'Assemblée générale du 20 mai 1920.

L'étude de ces statuts appelle différentes observations. La première, c'est que les conditions exigées par les statuts pour être admis en qualité de membre du Comité, n'ont rien de particulièrement rigoureux et ne justifient nullement le caractère d'oligarchie industrielle que certains détracteurs du Comité lui ont attribué.

Si le nombre de ses membres est relativement peu élevé, comparativement à l'importance de l'industrie qu'il représente, cela tient, non pas à un esprit de chapelle, mais à la loi de concentration intense qui régit l'industrie sidérurgique.

A côté de sociétés anonymes représentant un capital de plusieurs dizaines de millions de francs et occupant des milliers d'ouvriers (2), on pourrait citer en

(2) Union de Consommateurs de produits métallurgiques et industriels. (Usines à Hagondange et Ars-sur-Moselle) :

Capital Actions : 105,000,000 francs.

Capital Obligations : 115,000,000 francs.

Ouvriers : 5,000.

Les petits-fils de F. de Wendel et Co : Capital Actions : 60,000,000 fr. Ouvriers : 33,000 francs.

Schneider & Co : Capital Actions : 36,000,000 francs. Capital Obligations : 30,000,000 francs.

Société Lorraine des Acéries de Rombas :

Capital Actions : 150,000,000 francs.

Hauts fourneaux et fonderies de Pont-à-Mousson :

Capital Actions : 11,700,000 fr. Capital Obligations : 64,000,000 fr. Ouvriers : 6,200.

Société Normande de Métallurgie :

Capital Actions : 70,000,000 fr. Ouvriers : 4,200.

Forges et Acéries de Nord et Lorraine :

Capital Actions : 80,000,000 fr. Capital Obligations : 120,000,000 fr.

effet, parmi les adhérents du Comité, de petites entreprises dont le capital est inférieur à 1 million et dont le personnel ouvrier n'atteint pas la centaine.

En second lieu, il est à remarquer que l'article premier des statuts permet aux sociétés ayant leur établissement situé hors du territoire français, mais dans un pays qui a une union douanière avec la France, d'être admises comme membre du Comité. (1).

L'article 4 fixe le montant de la cotisation que doit payer chaque adhérent. Cette cotisation est proportionnelle au tonnage de fonte brute, acier brut, produits finis en fonte, fer ou acier, pour les établissements producteurs de métal; au nombre d'ouvriers et d'employés occupés au travail des métaux, pour les établissements non-producteurs, mais simplement transformateurs de métal.

Si le montant des cotisations atteint un chiffre très élevé pour des établissements importants comme :

Forges du Nord et de l'Est :

Capital Actions : 77,425,000 fr.

Forges et Aciéries de la Marine et d'Homécourt :

Capital Actions : 70,000,000 fr. Capital Obligations : 94,000,000 fr.

Aciéries de Longwy :

Capital Actions : 45,000,000 fr. Capital Obligations et Bons : 78,698,500 fr.

Aciéries et Forges de Firminy :

Capital Actions : 44,000,000 fr. Capital Obligations : 85,000,000 fr.

Compagnie d'Alais, Froges et Camargue :

Capital Actions : 160,000,000 fr. Ouvriers : 3,300 fr.

(Renseignements fournis par l'Annuaire du Comité (1921-22).

(1) Cette disposition a été spécialement adoptée en vue de permettre l'admission éventuelle d'usines à intérêts français situées sur le territoire de la Sarre. Le régime douanier de ce territoire est déterminé par l'art. 31, chap. II, sect. IV de la partie III du Traité de Versailles.

Les « Forges et Aciéries de Nord et Lorraine », dont la production atteint : fonte : 680,000 tonnes ; acier : 600,000 tonnes ;

« L'Union des Consommateurs de produits métallurgiques et industriels (Hagondange et Ars-sur-Moselle) » : fonte : 201,870 tonnes ; acier : 184,795 tonnes (1),

par contre, le minimum de francs 200, avec maximum de 400, pour les établissements non-producteurs de métal est accessible à tous.

Les décimes supplémentaires auxquels il est fait allusion dans cet article 4, et que la Commission de Direction peut décider chaque année d'appeler en plus de la cotisation ordinaire, ont pour but de fournir les fonds nécessaires aux diverses subventions accordées par l'Assemblée générale à des institutions intéressant les industries métallurgiques. C'est ainsi que, dans sa quatrième résolution, l'Assemblée générale du 26 mai 1921, a voté une cotisation extraordinaire de six décimes pour faire face aux subventions accordées aux écoles des Mines ; ces subventions ayant pour objet « de contribuer à l'amélioration du traitement des professeurs et à la transformation des laboratoires ».

L'article 2 détermine le but de l'Association : Etude et défense des intérêts économiques, industriels et commerciaux de l'industrie sidérurgique, but conforme à l'article 3 de la loi du 21 mars 1884, en même

(1) *Annales du Comité* 1921-22, n. 632-749.

temps qu'il fixe, à Paris, le domicile du siège social, actuellement 7, rue de Madrid.

L'article 10, en réservant l'accès du Comité, avec voix consultative aux Assemblées générales, à des membres honoraires « qui peuvent être pris parmi les anciens chefs d'établissements métallurgiques, les administrateurs des sociétés adhérentes et, en général, parmi les personnes qui, par la nature de leurs études ou de leurs occupations, s'intéressent aux questions traitées par le Comité des Forges », remédie aux inconvénients résultant des exigences de l'article 2 de la loi du 21 mars 1884, que l'unanimité de la doctrine s'accorde à considérer comme trop rigoureuse.

Ces membres honoraires sont actuellement au nombre de six.

Le Comité ne compte actuellement qu'un seul membre correspondant (Art. 11): C'est la « Société des Hauts-Fourneaux, Forges et Aciéries du Chili », dont le siège social est situé à Paris et les usines à Corral (Chili).

Les autres articles des statuts n'appellent pas d'observation particulière, sauf ceux concernant la Commission de Direction.

Commission de Direction.

Cette Commission est chargée de l'examen des questions concernant la sidérurgie, et des décisions à prendre au nom du Comité des Forges, en même temps que de l'administration du Syndicat.

L'article 5 spécifie qu'elle se compose de 15 membres au moins, et de 20 au plus, nommés par tous les adhérents, les candidats étant proposés, avant chaque renouvellement, par la Commission dont les pouvoirs ont une durée de trois ans. La Commission a le droit de s'adjoindre, jusqu'à concurrence de six, des membres choisis par elle et ayant les mêmes pouvoirs que les membres primitifs, également de pourvoir au remplacement des membres décédés ou démissionnaires au cours de leur mandat triennal.

L'article 7 des statuts règle la nomination des membres de cette Commission; elle a lieu au scrutin de liste par correspondance sous pli cacheté, chaque adhérent ayant autant de voix que le montant de sa cotisation renferme de fois la somme de 200 francs, sans toutefois que le nombre de voix d'un même adhérent puisse être supérieur à vingt.

La composition de la Commission de Direction est actuellement la suivante :

Un Président d'honneur, M. E. Schneider, maître de forges, 26 membres actifs (par conséquent le maximum prévu par l'article 5 des statuts), dont un Président, M. F. Wendel, Maître de Forges à Jœuf; 5 vices-présidents, 1 trésorier, 19 membres ordinaires et 3 membres honoraires. (1).

Sans doute, en ce qui concerne la nomination des membres de la Commission de Direction, l'article 7 prévoit que « chaque adhérent a autant de voix que

(1) Voir en Annexe (Annexe 1) la liste nominative de ces membres.

le montant de sa cotisation renferme de fois la somme de 200 francs (sans que le nombre de voix d'un même adhérent puisse être supérieur à vingt) », mais il est assez naturel que le nombre de voix accordé à chaque votant soit proportionnel à l'importance de l'établissement qu'il représente.

Ainsi composée, la Commission de Direction assume l'administration des intérêts du Comité et l'étude approfondie de toutes les questions intéressant l'industrie sidérurgique, après étude préparatoire effectuée par les différents services du secrétariat.

C'est la Commission de Direction qui rédige les différentes propositions dont l'adoption est ensuite soumise aux assemblées générales, qui étudie les projets ou propositions de loi intéressant de près ou de loin l'industrie métallurgique : tarifs douaniers, réglementation de la durée du travail, de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs, accidents du travail, conseil du travail, retraites ouvrières, etc.

Auxiliaire immédiat de la Commission de Direction, les services du Comité des Forges de France qui, jusqu'en 1920, étaient groupés en secrétariat général, sont actuellement subdivisés comme suit :

1. Questions techniques. — Statistiques. — Chroniques étrangères.
2. Questions douanières. — Tarifs de transport.
3. Questions techniques se rapportant aux industries consommatrices.
4. Question de main-d'œuvre étrangère.

5. Contrôle des combustibles allemands.

Son personnel directeur se compose de : un délégué de la Commission de Direction, M. Robert Pinot (un des vice-présidents du Comité, également secrétaire général de plusieurs des Chambres syndicales ayant leur siège rue de Madrid); un secrétaire du Comité; cinq chefs de service ayant respectivement dans leurs attributions les questions énumérées dans les cinq paragraphes ci-dessus; un chef du secrétariat.

Le secrétariat assure le fonctionnement des services administratifs du Comité, prépare l'étude des différentes questions techniques, économiques et sociales intéressant l'industrie sidérurgique; rédige également les différentes publications : Bulletin du Comité des Forges, procès-verbaux, rapports, documents divers, ayant pour but de renseigner les adhérents.

2. — *Organisation Commerciale.*

Etant un syndicat professionnel, le Comité des Forges de France ne peut, sous peine de violer les dispositions de la loi de 1884, accomplir d'opérations commerciales.

Il est à remarquer d'ailleurs — cette particularité a déjà été signalée au cours de l'historique du Comité exposé dans le chapitre premier — que même avant le vote de la loi de 1884, à chaque fois que les membres du Comité ont cherché à s'entendre au point de vue économique, des divergences profondes se sont

manifestées qui ont empêché la réalisation de toute entente, tant étaient grandes les oppositions d'intérêts des différents centres métallurgiques, placés dans les conditions de production fort différentes.

C'est donc à tort, semble-t-il, qu'on a représenté le Comité des Forges de France comme un vaste trust réglementant à sa guise toute la production du sous-sol et imposant aux consommateurs des prix draconiens.

Toutefois, cette règle d'incapacité commerciale de fait et de droit a souffert pendant la guerre une exception importante, par suite des différentes missions que le Ministère de l'Armement a confiées au Comité des Forges. Au reste, il importe de bien préciser dès maintenant que si, exceptionnellement, le Comité a joué un rôle commercial pendant la durée des hostilités, il l'a fait non seulement avec l'autorisation officielle du Gouvernement, mais sur la demande expresse de celui-ci.

On verra plus loin, en étudiant l'œuvre spéciale du Comité pendant la guerre, comment et par l'intermédiaire de quels organismes, le Comité a rempli les différentes missions commerciales qui lui furent confiées.

C'est sous la forme originale de Comptoirs, constitués en sociétés anonymes, sous le régime de la loi de 1867, sociétés anonymes ayant une personnalité morale respective bien distincte de celle du Comité des Forges, que la métallurgie française a réalisé la con-

centration commerciale nécessaire pour maintenir l'équilibre indispensable entre la production et la consommation. L'objet social de ces comptoirs est la vente à la clientèle, pour le compte des usines qui en font partie comme sociétaires, de tel ou tel produit déterminé, à condition toutefois que celui-ci soit de nature simple, comparable d'usine à usine, afin que la clientèle ne puisse légitimement marquer une préférence à l'usine d'origine.

Il suffit de décrire quelques-uns des plus importants de ces comptoirs pour donner une idée de leur organisation.

Comptoir Métallurgique de Longwy.

Ce Comptoir a été créé le 10 décembre 1876, par quatre Maîtres de Forges lorrains. Le but de ses créateurs était de rechercher la clientèle et le désir de faire disparaître les préventions qui existaient alors contre les fontes lorraines. On disait à l'époque « qu'un seul kilogramme de fonte lorraine dans un wagon de fonte anglaise gâtait toute la fusion. »

Il s'agissait de vulgariser les résultats du procédé Thomas et Gilchrist, et de prouver à la clientèle qu'on pouvait obtenir de l'acier non phosphoreux avec du minerai phosphoreux lorrain. Malgré la valeur relative de leurs moyens d'action — qui étaient loin de grouper le chiffre de 80 p.c. de la production jugé pratiquement nécessaire pour rendre efficaces les tentatives industrielles — les quatre fondateurs primitifs

du Comptoir réussirent parfaitement à atteindre le but qu'ils se proposaient : la recherche de débouchés.

Le procédé employé pour maintenir, dans la mesure du possible, l'équilibre entre la production et la consommation, est le suivant.

Les statuts prévoient pour le comptoir une durée renouvelable de trois ans. A chaque renouvellement, un article des statuts indique la capacité de production mensuelle, en fonte d'affinage, des hauts fourneaux que possèdent dans le département de Meurthe-et-Moselle les adhérents du Comptoir. Celui-ci centralise toutes les commandes destinées au marché national, et en fait connaître l'importance à ses adhérents, entre les usines desquels il les répartit proportionnellement à la production totale respective de celles-ci.

Ces prévisions se font par trimestre ; si, comme cela arrive généralement, le chiffre total des commandes est inférieur à la production totale des adhérents, le Comptoir décide que chaque entreprise associée ne devra lui livrer qu'un pourcentage du quantum qui lui est reconnu statutairement.

« Cela ne signifie aucunement que ces entreprises devront réduire d'autant leur production. Elles conservent à cet égard leur entière liberté. La décision du Comptoir marque simplement que les hauts fourneaux adhérents ne doivent compter écouler sur le marché national qu'une quantité de fonte déterminée. Mais leurs propriétaires peuvent exporter sur des marchés étrangers toute la fonte qu'il leur plaira. Ils

peuvent aussi transformer, en France même, n'importe quelle quantité de fonte en fer ou en acier. L'article 26 des statuts est formel à cet égard. Il permet, même à des exploitants individuels d'usines de transformation, de prélever la fonte nécessaire à l'alimentation de ces usines sur la production des hauts fourneaux qu'ils possèdent collectivement. En d'autres termes, toute la fonte que les producteurs écoulent à l'étranger et toute celle dont ils opèrent eux-même la dénaturation n'entre pas en ligne de compte.

« Ces deux exceptions ont assuré, à des degrés très inégaux d'ailleurs, le libre jeu de la métallurgie lorraine et ont permis son développement. Nous aurons à parler plus loin de l'exportation qui a donné lieu à la création d'un Comptoir spécial et qui ne porte que sur des quantités relativement faibles. Au contraire, la transformation de la fonte par les entreprises mêmes qui la produisent est devenue un fait tellement ordinaire, que l'exception prévue lors de la fondation du Comptoir est aujourd'hui la règle et que la plus grande partie de la production de fonte destinée à être dénaturée en France se fait pour ainsi dire en marge du Comptoir ». (1).

Progressivement, le Comptoir poursuivant uniquement un but d'intérêt général s'est effacé, au fur et à mesure que l'emploi de la fonte lorraine, en se généralisant, rendait son intervention moins nécessaire.

(1) Sidérurgie Française (L'organisation commerciale de la Sidérurgie Française. P. de Roussiers, p. 511.)

C'est ainsi qu'après avoir assuré la vente de plus d'un quart de la production lorraine en 1898, la part des expéditions du Comptoir est tombée à 10,52 p.c. en 1913.

Mais le but du Comptoir était atteint. Il s'était donné pour principale mission de relever la production des fontes lorraines et y avait parfaitement réussi.

On voit en tout cas, par ce premier exemple, que la forme du Comptoir français est très libérale et laisse aux adhérents une beaucoup plus grande liberté d'allure que les trust américains.

La transformation de la technique industrielle, qui a incité les aciéries à produire elles-mêmes leur fonte, explique la diminution du rôle très important que le Comptoir de Longwy a tenu dans la métallurgie lorraine et française.

La crise économique, qui se déclarait dans la métallurgie dès 1920, a dans certains cas rendu très aigu l'antagonisme des producteurs, et l'entente pour la répartition de la production n'ayant pu être maintenue, a amené la disparition du Comptoir de Longwy, qui a été dissous en 1921.

Sa reconstitution serait actuellement sur le point d'aboutir. La mise au point de la formule du nouveau comptoir donne lieu en ce moment à des pourparlers suivis. On veut surtout éviter les écueils qui ont provoqué la dissolution de l'ancien comptoir. Le nouvel organisme s'occuperait aussi bien des ventes à l'exportation qu'à l'intérieur.

*Comptoir d'Exportation des fontes
de Meurthe-et-Moselle.*

Le marché international avait été volontairement ignoré par le Comptoir de Longwy; aussi le producteur isolé de fontes se trouvait-il très insuffisamment armé pour lutter contre les puissantes organisations étrangères.

La création du Comptoir d'exportation des fontes de Meurthe-et-Moselle, qui eut lieu en 1905, eut précisément pour but de remédier à cet inconvénient.

Constitué sous forme de société en nom collectif, son capital a été fixé à 110,000 francs et le nombre de ses adhérents s'élevait à 11. Le Comptoir avait exporté :

81,000 tonnes en 1910 ; 63,000 tonnes en 1911 ;
137,000 tonnes en 1912; 81,000 tonnes en 1913. (1).

Les résultats obtenus dès le début ayant été très satisfaisants, l'existence du comptoir a été maintenue pour vingt années, le 1er janvier 1909.

Des liens très étroits, — sociétaires et administrateurs communs, — unissaient le Comptoir d'exportation au Comptoir de Longwy, mais ces deux groupements ont toujours été complètement distincts.

« Les statuts du Comptoir d'exportation permettent les combinaisons les plus libérales pour rendre la discipline aussi souple que possible et la plier aux diverses circonstances. Quand les sociétaires ne tom-

(1) Le Comité des Forges au service de la Nation. R. FINOT, p. 15.

bent pas d'accord sur une opération proposée, la minorité ne doit pas forcément subir l'écrasement de la majorité; elle peut être autorisée à réaliser pour son compte la solution qu'elle préconise. Un associé, dit l'article 28, pourra refuser de participer à un ou plusieurs marchés, quelle qu'en soit l'importance, sous la condition d'y être autorisé par le Conseil d'administration, et à l'inverse : « Chaque associé pourra exiger qu'un marché qui ne serait à la convenance d'aucun de ses confrères, soit traité quand même pour être exécuté par lui. De même l'article 1 prévoit un système d'écoulement auquel les maîtres de forges lorrains n'ont jamais recours, celui du transport à Anvers des fontes d'exportation pour y être l'objet d'un warrant. Le contrat de warrant est d'un usage courant en Grande-Bretagne où l'exportation des fontes a été longtemps très importante et donne encore un tonnage élevé. Si, dans un moment de resserrement, quelques associés du Comptoir voulaient trouver un élément de crédit dans leurs stocks de fonte d'exportation, ils pourraient le faire sans être obligés de rallier à leur procédé l'unanimité de leurs collègues. Un groupe d'entre eux, dit l'article 1, pourrait le pratiquer, à ses risques et périls, en utilisant le concours du directeur-gérant du Comptoir et de son personnel. Ainsi l'Administration elle-même du Comptoir peut aider des groupes formés dans l'intérieur de ce comptoir, à réaliser leurs combinaisons propres. Le Comptoir d'exportation est, en somme, au service de ses

adhérents pour toute opération susceptible de procurer un avantage à un ou plusieurs d'entre eux sur le marché étranger, à la seule condition que cette opération ne nuise à aucun adhérent. » (1).

Comptoir des Poutrelles.

Ce Comptoir, qui compte un nombre relativement élevé d'adhérents, est spécialisé statutairement « dans la vente de barres profilées en fer ou en acier, dénommées commercialement poutrelles, fers à planchers, ou sommiers à ailes ordinaires, ou larges ailes de 80 à 410 millimètres et les fers à U de 80 mm. et plus (à l'exclusion des traverses de chemins de fer), alors même que ces produits auraient subi une main-d'œuvre spéciale de fraisage, perçage ou peinture. »

Créé en 1896 pour lutter contre l'insuffisance de la consommation qui ne pouvait suffir à absorber la production des laminoirs, ce comptoir a travaillé à augmenter la clientèle, d'une part, en diminuant certains éléments du prix de revient par la suppression d'une concurrence désordonnée et par l'unification des types; d'autre part, en développant l'utilisation des matériaux métalliques.

Constitué sous forme de société anonyme, le Comptoir achète à ses actionnaires les poutrelles destinées au marché national et les vend à la clientèle, d'où régularisation des cours et de l'écoulement de la pro-

(1) Sidérurgie Française, *loc. cit.*, p. 517

duction. Ce Comptoir a puissamment développé la consommation des poutrelles en faisant l'éducation de la clientèle et en attirant son attention sur les différentes applications dont elles étaient susceptibles, en particulier dans l'industrie du bâtiment. La statistique montre que ses efforts n'ont pas été stériles. La consommation française de poutrelles qui, en 1896, était de 175,000 tonnes, est montée en 1912 au chiffre de 331,152 tonnes, bien inférieur cependant au chiffre annuel atteint par tête d'habitant en Allemagne et en Belgique (respectivement : 16 k. 379 et 17 k. 176) contre 8 k. 200 seulement pour la France.

Comptoir des Essieux.

Fondé en 1892, fonctionnant comme les autres comptoirs avec objet spécial : la vente des essieux, de ce Comptoir comptait, avant guerre, 11 adhérents, plus particulièrement groupés dans le Nord-Est et spécialement dans la Haute-Marne. Bien que gêné par l'existence d'un nombre assez important de dissidents, il n'en a pas moins réussi à obtenir la régularité de la production et la distribution normale des commandes.

Comptoir des Ressorts de Carrosserie.

Fondé en 1896, il comprenait en 1914, 8 adhérents. Comme le précédent, il a réussi, quoique n'englobant pas la totalité des fabriques, à réaliser une grande stabilité dans les prix.

Comptoir d'Exportation des Produits Métallurgiques.

Fondé en 1904, ce Comptoir a pour but la vente à l'étranger des rails, poutrelles et des fers en U. Son but est donc bien distinct de celui du Comptoir de Meurthe-et-Moselle qui avait pour but l'exportation des fontes lorraines. En 1910, le Comptoir d'exportation des produits métallurgiques était parvenu à quintupler le chiffre de l'exportation française des rails et poutrelles, en le faisant passer de 40,000 à 200,000 tonnes.

Par eux-mêmes, ces chiffres répondent au reproche, injustifié, dans une certaine mesure, que l'on a fait à la métallurgie française, de n'avoir pas suffisamment recherché l'expansion de l'industrie nationale, par la création de débouchés extérieurs.

En principe, le Comptoir d'exportation s'est proposé la vente de tous les produits métallurgiques. Pratiquement, il n'exporte guère que des rails, des traverses métalliques de chemins de fer et des poutrelles, produits standardisés réalisant à peu près seuls les conditions nécessaires à la vente en comptoir avant la guerre.

Le Comptoir d'exportation de produits métallurgiques avait obtenu des résultats très satisfaisants, en particulier dans l'Amérique du Sud.

Lorsque, grâce à l'amélioration des conditions économiques actuelles et en particulier la stabilisation du cours des changes, la reprise des affaires sera possi-

ble avec l'Amérique du Sud, l'Asie Mineure, les petits états balkaniques et l'Extrême-Orient, le Comptoir aura à jouer un rôle extrêmement important, pour assurer à la France le rôle de premier plan auquel lui donne droit, dans l'exportation des produits métallurgiques, la situation privilégiée que le Traité de Versailles a rendue à la France.

4.

Si les circonstances ont amené la disparition du Comptoir de Longwy et l'amoindrissement des autres comptoirs, il y a lieu de noter, d'une part, que tous sont en voie de transformation, réorganisation ou absorption; d'autre part, la création de Comptoirs nouveaux, tels que le « Comptoir Sidérurgique de France », qui a pour objet la vente des produits lourds, du « Comptoir des Tôles et Larges Plats » et du « Comptoir des Fontes Hématites », dont les raisons sociales respectives indiquent suffisamment l'objet.

5.

Telles sont les grandes lignes de l'organisation des Comptoirs, forme commerciale au moyen de laquelle la sidérurgie française a cherché à résoudre les problèmes nés de la concentration industrielle.

Ces Comptoirs ont été l'objet de violentes critiques. Accusés d'un esprit de tyrannie comparable à celui des cartels allemands, d'esprit de lucre analogue à

celui des trusts américains, ils ont été parfois présentés comme des organismes ayant uniquement pour but de réduire la production, en vue de maintenir des prix rémunérateurs.

Les Comptoirs ne méritent pas cette sévérité, car ils présentent des avantages incontestables dont ne profitent pas seuls leurs adhérents : en régularisant la production, ils évitent les crises commerciales et les crises de chômage. Aux producteurs, ils offrent un écoulement régulier de leur fabrication; à la clientèle, avec la livraison d'articles toujours comparables, la stabilisation des prix avec tendance à un abaissement progressif. Les obligations qu'ils apportent à leurs adhérents sont précises et peu nombreuses. En font partie les usines qui fabriquent le produit que vend le Comptoir; ces usines n'adhèrent au Comptoir que si elles y trouvent un intérêt.

Les statuts des Comptoirs prévoient pour ceux-ci une durée maximum de trois ans, avec possibilité de renouvellement. A chaque renouvellement, les usines adhérentes ont le droit de réclamer la modification du quantum qui leur est attribué. Si certaines d'entre elles se jugent lésées, elles ne manqueront pas de se retirer, pour jouer un rôle de dissident, qui présente parfois de gros avantages.

Le Directeur du Comptoir connaît parfaitement ces dangers de mécontentement. Son but est donc de rechercher le placement de la plus grande partie possible de la production des usines adhérentes.

A l'opposé et dans l'intérêt des consommateurs, le prix unitaire fixé par le Comptoir se trouve limité par celui de la concurrence et en particulier celui des usines dissidentes.

Le Comptoir ne peut donc pas, à sa guise, pousser constamment à la hausse des prix. D'ailleurs, en supposant qu'il réunisse tous les producteurs du territoire d'une part, et que, d'autre part, la concurrence étrangère soit rendue impuissante par l'existence de droits de douane prohibitifs, il ne faut pas oublier que le commerce est libre et que la naissance de profits exorbitants fait naître immédiatement la concurrence intérieure. C'est la loi inéluctable du régime de libre concurrence. Comme les syndicats et les trusts, les Comptoirs en seraient victimes.

Dans un article paru dans la « North American Review » (1), le grand homme d'affaires américain, André Carnegie, en a magistralement décrit l'évolution, en prenant pour exemple un trust supposé dans l'industrie des sucres : « Les raffineurs de sucre, dit-il, — faisons cette supposition, — ont formé un trust, après avoir lutté l'un contre l'autre pendant de nombreuses années d'affaires désastreuses, et tout le sucre fabriqué dans les factoreries existantes du pays se vend par un seul canal à des prix surfaits. Les bénéfices commencent à augmenter. Des dividendes sont payés et ceux qui voyaient avant leur fortune s'évanouir sous

(1) Février 1889 « Le Bugaboo des Trusts » (L'empire des affaires, par A. Carnegie. Traduction A. Maillot, E. Flammarion.

leurs yeux, sont maintenant dans la joie. Les dividendes fournis par cette partie de ses capitaux qu'un homme a placés dans l'industrie du sucre lui donnent un revenu bien supérieur à celui de ses capitaux placés dans diverses autres affaires. Les prix du sucre sont tels que les capitaux qu'il engagerait dans une nouvelle usine rapporteraient énormément. Peut-être s'est-il engagé à ne pas agrandir son usine et à ne pas en créer une nouvelle. Mais ses parents et ses amis découvrent bientôt cette nouvelle occasion de gagner de l'argent. Il peut leur conseiller de fonder une petite usine, qui, bien entendu, devra entrer dans le trust. Même s'il ne donne pas cet avis à ses amis, le capital est toujours sur le qui-vive, surtout quand le bruit court qu'un trust a été fondé, comme c'est le cas pour le sucre, et immédiatement, de nouvelles manufactures surgissent, comme par enchantement. Plus le trust a de succès, plus on est assuré que ces rejetons pousseront. Chaque victoire est une défaite. Chaque usine achetée par le trust amène inévitablement la création d'une autre et ainsi de suite indéfiniment, jusqu'à ce que la bulle de savon éclate. Les raffineurs de sucre ont essayé, dans un cas particulier, de tirer de leurs capitaux plus que les capitaux ne rapportent généralement. Ils ont essayé d'élever une partie de l'océan des capitaux au-dessus des eaux environnantes, mais les flots se sont échappés par-dessus leurs digues et les capitaux, comme de l'eau, ont retrouvé leur niveau. »

Il en serait de même des Comptoirs, s'ils tendaient à établir des prix de vente procurant des bénéfices sensiblement supérieurs au bénéfice qui peut être considéré comme normal pour un produit et un moment déterminés. Telle usine, qui ne fabriquait pas le produit devenu rémunérateur par suite du prix de vente exagéré imposé par le Comptoir, se mettrait immédiatement à le fabriquer. De nouvelles usines se créeraient.

Si la forme des Comptoirs adoptée par la Métallurgie française peut soulever certaines objections, il ne semble pas qu'elle mérite les reproches qui lui ont été faits quant à la limitation de la production et à l'augmentation des prix de vente. Bien au contraire, par suite de la concurrence soit intérieure, soit internationale, le Comptoir est amené à imposer à ses adhérents un prix de vente aussi bas que possible et indirectement la recherche d'un prix de revient de plus en plus réduit, qui, en général, ne peut être obtenu que par l'augmentation de la production.

« Le Comptoir est la forme souple et élégante sous laquelle s'est manifesté en France et a été résolu le problème de la concentration et de l'organisation industrielle.

« Quand on le compare aux trusts américains où toutes les sociétés similaires sont dominées, puis absorbées par l'une d'entre elles, et au cartell allemand, qui, avec le système du dumping et du chèque en blanc, écrase les marchés extérieurs et ne laisse

aucune liberté à ses adhérents, on est assez disposé à penser que, là encore, notre génie latin a su trouver la juste mesure et réaliser l'harmonie dans ses constructions. » (1).

(1) R. PINOT, *op. cit.*, p. 13.

CHAPITRE III

L'œuvre du Comité des Forges de France

1. — *Œuvre économique.*

Ainsi qu'il a été exposé au cours de l'historique qui précède, le Comité des Forges de France, jouant son rôle de syndicat professionnel patronal, s'est consacré à l'étude des questions qui, de près ou de loin, sont susceptibles d'intéresser l'industrie sidérurgique. Etant donné d'une part l'importance prépondérante de celle-ci dans l'économie nationale et les nombreux problèmes qu'elle soulève; d'autre part, la haute compétence des membres de sa Commission de Direction, ce serait manquer à la vérité que de nier la valeur éminente d'une telle organisation, qui fait grandement honneur à l'industrie française.

Toutes les études que le Comité a consacrées aux différentes questions portées à l'ordre du jour de sa Commission de Direction méritent d'être lues pour la clarté de leur exposition, la valeur et l'abondance de leur documentation, la précision de leurs conclusions.

Selon la nécessité des circonstances, le Comité a

tour à tour porté son attention sur les conditions techniques des industries productrices et des usines consommatrices (matières premières, matériel, outillage, procédés de fabrications, etc.), transports par eau et par fer (tarifs spéciaux, prix fermes, frêts, etc.), le recrutement de la main-d'œuvre nationale et étrangère, les questions ouvrières (salaire, accidents, retraites, habitations à bon marché, etc.), tarifs douaniers, situation de la production et du marché, tant en France qu'à l'étranger; questions de combustibles, régime des mines, questions fiscales, etc., etc.

Il a favorisé la création des Comités régionaux, qui ont également pour objet l'étude des intérêts professionnels dans des limites plus localisées. C'est lui également qui a conçu la formule d'organisation commerciale réalisée par les différents comptoirs. Sa contribution a été importante dans la création des diverses Chambres syndicales d'industries connexes et dans la fondation d'une fédération de syndicats : l' « Union des Industries Métallurgiques et Minières, de la Construction Mécanique, Electrique et Métallique et des industries qui s'y rattachent », dont le rôle, déjà fort important, se trouve élargi par la récente loi du 12 mars 1920 sur l'extension de la capacité civile des syndicats.

Grâce à ses travaux d'une documentation et d'une valeur incontestable, à l'importance des intérêts qu'il représente, le Comité a été amené, et particulièrement depuis qu'il est constitué sous une forme légale, à

jouer auprès des pouvoirs publics le rôle de Comité consultatif, toutes les fois qu'a été déposé sur le bureau des Chambres un projet ou une proposition de loi concernant des questions industrielles, ouvrières ou douanières.

C'est en raison de cette compétence qu'au cours de la guerre, le Gouvernement a cru devoir faire appel à la collaboration du Comité pour résoudre les immenses problèmes posés par les soucis de la Défense nationale.

L'œuvre économique du Comité, depuis sa création jusqu'en 1914, a été résumée dans le Chapitre I; son œuvre pendant la guerre, d'un caractère tout à fait spécial, sera indiquée plus loin. L'exposé qui suit se rapporte donc à la période présente, postérieure à la guerre.

On aurait toutefois une idée fort incomplète de son activité si, dans cet examen, on considérait le Comité des Forges comme une organisation syndicale isolée. C'est en étudiant l'ensemble des diverses Chambres Syndicales de la Sidérurgie et des industries qui en dérivent, les liens qui les unissent, la division du travail qui s'est effectuée entre elles, que se précisera le rôle joué par le Comité des Forges. Décrire l'Union des Industries Métallurgiques et Minières, ce sera encore décrire l'œuvre du Comité des Forges, puisque celui-ci a grandement contribué à la création de l'Union et contribue encore, dans une non moindre mesure, à son fonctionnement : la commu-

nauté de leurs services et d'un certain nombre de leurs membres directeurs rend inséparable leur activité respective.

Tout d'abord, il a été indiqué en effet que, devant l'inter-dépendance qui existe entre les différentes branches de l'industrie sidérurgique, un secrétariat commun à cinq Chambres syndicales — dont le Comité des Forges — avait été créé, à la suite de l'accord du 19 février 1904, sur la proposition de M. de Nervo, alors Président du Comité. Il en résulte que les questions susceptibles d'intéresser ces diverses Chambres syndicales sont étudiées en commun, et non pas spécialement au nom du Comité des Forges.

D'autre part, on a vu que, sur l'initiative de la Chambre syndicale du Matériel de Chemins de fer, avait été créée, le 10 décembre 1900, l'Union des Industries Métallurgiques et Minières, qui est une fédération de syndicats.

Ce développement de l'organisation syndicale de la Métallurgie a, par suite, amené une répartition des tâches dans l'étude des questions professionnelles. Cette organisation et cette répartition se trouvent précisées, d'une façon très explicite, dans une note publiée en octobre 1920 par le « Groupe des Industries Métallurgiques, Mécaniques et connexes de la Région Parisienne » qui, comme son nom l'indique, est une Chambre syndicale régionale :

« L'idée maîtresse de l'organisation des syndicats patronaux, dit ce document, est la distinction entre les

questions dont l'étude se pose de la même façon pour tout le pays et qui doivent comporter des solutions nationales — et les questions dont l'étude et la solution varient suivant la région où elles se posent et doivent être adaptées aux conditions spéciales de l'industrie dans chaque région.

« On confiera les unes et les autres à des organismes différents : les premières (questions générales) à des Chambres Nationales puisqu'elles intéressent l'ensemble de la profession dans tout le pays, — les deuxièmes (questions régionales ou locales) à des Chambres régionales ou locales dont la compétence doit être déterminée d'après les limites naturelles des Centres industriels.

« Rentrent dans la compétence des Chambres Nationales, comme susceptibles d'une solution uniforme pour tout le pays :

« 1) Les préoccupations d'ordre économique, comme celles relatives à la fixation du prix des matières premières, aux tarifications douanières, à la composition et au fonctionnement des organes officiels ou privés d'études ou de recherches techniques.

« 2) Les préoccupations sociales et ouvrières d'ordre général, comme celles relatives à la législation ouvrière. (Loi de huit heures, repos hebdomadaire, apprentissage, travail des femmes et des enfants, usines à feu continu).

« Rentrent dans la compétence des Chambres régionales ou locales, comme susceptibles d'une solution

variable suivant le lieu où elles se manifestent :

« Les questions ouvrières locales : fixation des taux de salaires, et des barèmes de vie chère; examen et conclusion des conflits régionaux. Ainsi, il est évident que le problème de l'augmentation des salaires, si fréquemment posé au cours de ces derniers mois, ne peut être résolu de la même façon dans des régions comme les Ardennes et le Bordelais, par exemple, étant donné que l'augmentation du coût de la vie atteignait là, à certains moments, près du double de ce qu'elle était ici.

« En dehors de ces éléments fondamentaux, l'organisation syndicale doit être complétée d'une part par des Fédérations ou Unions de Syndicats d'industries similaires, destinées à coordonner l'action des diverses Chambres syndicales; et, d'autre part, au sommet de la hiérarchie, par un Groupement Interfédéral qui assure la liaison entre les différentes parties de l'organisation pour l'ensemble de toutes les industries faisant partie de l'Union Générale.

*Application de ces Principes à la Métallurgie
et aux industries connexes.*

« Cette organisation d'ensemble est aujourd'hui clairement dessinée dans la Métallurgie et les Industries connexes.

« Les membres des Chambres Nationales se sont, dans tous les centres importants, groupés au sein

d'un organisme régional. Cette situation est acquise depuis longtemps déjà dans les grands centres industriels, comme ceux de Bordeaux, Lyon, Marseille, Nantes, Rouen, Saint-Etienne. L'importance prise, dans ces derniers temps, par les questions locales, de fixation des salaires et des primes de vie chère, etc., a fait se préciser encore le mouvement: on peut, entre autres, citer en ce sens la formation au cours de l'année 1919, des Syndicats professionnels d'Amiens, du Haut-Rhin, de Limoges, de Nevers, de la Sarthe, etc., et au cours de l'année 1920, la transformation du Groupement Parisien, qui a eu précisément pour but d'adapter la situation de la région parisienne au plan général ci-dessus esquissé.

« D'autre part, les différentes Chambres de la Métallurgie, qu'elles soient à caractère national ou régional, sont reliées entre elles par une Fédération puissante, l'Union des Industries Métallurgiques et Minières, qui assure la coordination de leurs efforts et de leurs décisions, en leur donnant des directives et en leur fournissant la documentation se rapportant aux problèmes dont la solution intéresse l'ensemble de ces industriels... »

L'examen du rôle joué par les différentes chambres syndicales (Matériel de Chemins de fer, Construction Mécanique, Automobile, Electro-Métallurgie et Electro-Chimie, etc.), et les différents groupements régionaux, dépasse les limites de ce travail.

Au contraire, brochant sur l'ensemble de l'orga-

nisation syndicale, l'Union des Industries Métallurgiques et Minières mérite de retenir l'attention en tant que hiérarchiquement superposée au Comité des Forges de France.

« ...Son unité constitutive n'est plus l'individu, l'industriel isolé, mais la Chambre Syndicale régulièrement constituée. L'Union groupe donc tous les syndicats d'industries métallurgiques, mécaniques et connexes.

« Au point de vue de son fonctionnement, l'Union des Industries Métallurgiques et Minières apparaît donc tout à la fois comme Union des Chambres Nationales et comme Union des Chambres Régionales (1).

« Comme Union des Chambres Nationales, elle centralise et unifie l'action des Chambres professionnelles dans le domaine des questions économiques, ouvrières et fiscales d'ordre général, en procédant à l'examen de toutes les propositions ou projets de loi qui s'y rapportent (journée de huit heures, arbitrage obligatoire, participation aux bénéfices, enseignement professionnel et apprentissage, impôts sur les bénéfices, etc., et en représentant auprès des Pouvoirs Publics les Industries dont elle a la charge de soutenir les intérêts.

« Comme Union des Chambres Régionales, elle agit comme organe de liaison entre les différentes régions,

(1) Voir en annexe (Annexe III) la liste complète des Chambres syndicales adhérentes. « Un seul syndicat relevant de sa spécialité ne » fait pas partie de l'U. I. M. M.; c'est celui des Mécaniciens, Chau- » dronniers et Fondeurs de France, qui a cru devoir au commencement » de la guerre, suivre son président dans sa retraite. » (R. PINOT).

en vue d'assurer autant que possible une politique générale ouvrière adaptée aux situations locales et d'éviter toute rupture d'équilibre dans la situation de la main-d'œuvre. Elle fournit aux Chambres Régionales la documentation et les renseignements dont elles ont besoin à ce point de vue. »

De cet exposé, il résulte qu'un industriel affilié à la fois à une organisation locale et à une ou plusieurs des Chambres Nationales, où a pu l'attirer la ou les spécialités de sa fabrication, se trouve indirectement rattaché par de multiples voies à l'Union des Industries Métallurgiques et Minières.

Le siège social de l'Union est situé : 7, rue de Madrid, à Paris, dans le même immeuble que le Comité des Forges et nombre de syndicats et sociétés.

On trouvera en annexe (1) les statuts de l'Union. Plus complets que ceux du Comité des Forges et suffisamment explicites après ce qui vient d'être dit, ils ne semblent pas nécessiter d'explications spéciales.

A noter cependant l'article 13 des Statuts qui prévoit que « le service des documents imprimés de l'Union sera fait à tous les adhérents des Chambres syndicales faisant partie de l'Union, soit par l'intermédiaire des Chambres syndicales, soit directement, si celles-ci en font la demande ».

Ainsi qu'il est indiqué à l'article 7 des Statuts, l'Assemblée Générale de l'Union se réunit trois fois l'an. L'Union publie un compte rendu de ces Assemblées

(1) Annexe IV.

Générales, qui comprend le rapport du Bureau du Conseil de l'Union.

L'organisation syndicale de la Métallurgie étant ainsi bien précisée, on comprendra plus aisément selon quelle division et au nom de quel groupement le secrétariat commun au Comité et à l'Union effectue son travail.

L'Union des Industries Métallurgiques et Minières est spécialisée dans l'étude des questions sociales, ouvrières ou fiscales d'ordre général susceptibles d'intéresser l'ensemble des Chambres syndicales adhérentes.

Elle publie chaque mois une revue qui a pour titre officiel : « Revue Mensuelle des Questions sociales, ouvrières et fiscales » et dont les grandes divisions sont les suivantes :

1. Mouvement social en France : Mouvement syndical (organisations patronales et organisations ouvrières), organisations de prévoyance et de solidarité (sociétés de secours mutuels, logements ouvriers, etc.), organisation du travail (salaires, coût de la vie, allocations familiales, apprentissages, etc...).

2. Mouvement social à l'étranger (mêmes subdivisions).

3. Législation internationale du travail.

4. Questions fiscales.

5. Documents officiels (lois et décrets, ministères).

6. Travaux parlementaires (projets et propositions de loi, travaux des grandes commissions parlementaires.)

Appendice : Bulletin bibliographique.

En dehors de cette revue mensuelle, l'Union des Industries métallurgiques et minières publie divers documents ayant pour objet l'étude particulière et approfondie de certaines questions.

C'est ainsi qu'au cours de l'année 1920-1921, l'Union a consacré certaines études aux sujets suivants : Loi sur les conseils d'exploitation en Allemagne, avec un commentaire très suggestif de cette loi; conséquences de la journée de huit heures dans les industries métallurgiques et minières; Commentaire de la loi du 12 mars 1920 sur l'extension de la capacité civile des syndicats professionnels, la participation aux bénéfices, etc.

L'Union publie également les différentes lois et décrets d'intérêt général pour les chambres syndicales adhérentes (organisation des conseils de prud'homme, registre du commerce, dommages de guerre, bénéfices industriels et commerciaux, lois de Finances et notamment loi du 25 juin 1920, projet de loi sur les assurances sociales ayant pour objet de modifier et de généraliser la loi sur les retraites ouvrières et paysannes du 5 avril 1910 (1), loi du 29 octobre 1921 relative au nouveau régime des chemins de fer d'intérêt général, etc.

Conformément à l'article 1 de la loi du 25 avril 1919 (loi de 8 heures), modifiant l'article 7. Chapitre

(1) Chambre des Députés. Annexe au Procès-verbal de la séance du 22 mars 1921.

2, titre 1 du Code du travail et de la prévoyance sociale (alinéa 2 et 3), l'Union des Industries Métallurgiques et Minières avait conclu les 17 avril et 24 mai 1919, avec la « Fédération des ouvriers en métaux et similaires de France » des accords en vue de l'application de la loi de 8 heures, accords entrés en application le 1er juin de la même année, et auxquels s'est référé le règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 25 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la métallurgie et du travail des métaux. (Décrets du 9 août 1920). (1).

Inspirée sans doute par les dispositions de la loi allemande sur les conseils d'exploitation, la Fédération des ouvriers en métaux et similaires de France, avait, par lettre en date du 31 décembre 1920, proposé l'institution d'un contrôle ouvrier dans les usines pour examiner les questions d'application de la loi de 8 heures, d'embauchage et de débauchage et de salaire. Dans une réponse mémorable, en date du 20 janvier 1921, l'Union exposa, dans des motifs d'une haute valeur économique et sociale, son refus d'accepter une semblable proposition.

Indiquons encore, avant de quitter l'Union des Industries Métallurgiques et Minières, que c'est sur son initiative qu'ont été créées diverses institutions de portée éminemment sociale, telles que : les caisses de Compensation Régionales ayant pour objet l'attribution d'allocations pour charges de famille (sursalaire fa-

(2) Journ. Officiel du 15 août 1920.

milia). (1), la Caisse foncière de Crédit pour l'amélioration du Logement dans l'Industrie; le Comptoir général du Logement économique et l'Association Métallurgique et Minière contre la Tuberculose (constituée sous la présidence d'honneur de M. Léon Bourgeois, président du Comité National d'Assistance aux Anciens militaires tuberculeux).

* * *

Du fait que les questions d'ordre général sont étudiées par les soins de l'Union Métallurgique et Minière, il résulte que le travail effectué par le Comité des Forges de France en son nom personnel présente un caractère d'ordre plus limité, plus technique.

Au cours des années 1920 et 1921, le Comité a publié différents bulletins sur les questions touchant de près l'industrie métallurgique, tant en France qu'à l'étranger.

France : Proposition de tarifs pour le transport des minerais (Journal Officiel du 23 sept. 1918); arrêté du 4 juin 1920 sur le régime de l'admission temporaire, décret du 4 janvier 1921 (transaction en matière de douane); décret du 26 mai 1921 abrogeant la prohibition et le droit de sortie frappant les chutes, ferrailles et débris de vieux ouvrages de fonte ou d'aciers, décret du 25 mai 1921 (traité d'immigration et d'émigration entre la France et l'Italie). Etude de projet de loi créant

(1) Une des plus importantes de ces caisses est : la « Caisse de Compensation de la région parisienne ». (Association fondée sous le régime de la loi du 1 juillet 1901. Siège social : 55, av. Hoche.)

un office des Mines Domaniales de la Sarre. Production de la fonte. Importation et exportation des combustibles, des minerais et de tous les produits bruts ou manufacturés en fonte, fer ou acier. Importation ou exportation des matières premières de la sidérurgie et des produits sidérurgiques. « La Situation de l'Industrie métallurgique et la politique douanière » (discours prononcé par M. Guy de Wendel, député de la Moselle, à la Chambre des Députés, première séance du 16 décembre 1920); Participation aux bénéfices, marchés de combustibles d'avant-guerre avec l'Allemagne; compte-rendu de la réception de l' « Iron and Steel Institute » (3 septembre 1921); les accords de Wiesbaden, etc.

Etranger : statistiques annuelles de l'industrie minière et de l'industrie sidérurgique des Etats-Unis et des principaux pays européens (Grande-Bretagne, Allemagne, Belgique, Italie, Suisse, Suède, etc.).

Importation et exportation des matières premières (combustibles et minerais) et des principaux produits sidérurgiques et ouvrages en fonte, fer ou acier. (Mêmes pays).

Suède : La société des transports « Grängesberg-Oxelösund ». Allemagne : Le « Syndicat Rhénan Westphalien des Houilles », etc..., etc...

Ces statistiques qui, annuellement font l'objet d'un bulletin spécial, sont puisées aux meilleures sources, telles que : les statistiques de l'administration des douanes françaises et étrangères.

L'exercice social du Comité des Forges de France finissant le 31 mars, l'Assemblée générale a lieu d'ordinaire dans le courant du mois de mai. L'ordre du jour comporte un rapport de la Commission de direction sur la production sidérurgique de l'année précédente, les prix pratiqués, diverses statistiques concernant les combustibles, les minerais et les différents produits métallurgiques, le régime des mines, les transports, les questions douanières, ouvrières et fiscales, les subventions aux écoles et les questions d'ordre divers, telles que les modifications éventuelles aux statuts, etc.

Le Comité publie annuellement un compte-rendu de ses assemblées générales, ainsi qu'un « Annuaire » de près de 2,000 pages comprenant, outre des renseignements divers sur un certain nombre d'organismes (Union des Industries Métallurgiques et Minières, Comptoirs, Caisses Syndicales, Comités régionaux), la liste de ses adhérents répertoriée par régions et par nature des produits fabriqués, ainsi qu'une monographie individuelle assez complète de leurs établissements; enfin, un répertoire technique des fournisseurs de la Métallurgie et des constructions métalliques et mécaniques, d'après la classification de MM. Pernet, Gensel et Thirion.

* * *

2. — *Œuvre sociale.*

Hautement conscient des devoirs que lui impose

l'importance de premier rang de l'Industrie métallurgique et la puissance des moyens dont il dispose, le Comité des Forges n'a pas limité son œuvre et ses recherches, comme on le lui a parfois reproché à tort, au champ des intérêts personnels du groupement patronal qu'il constitue. L'étude des questions ouvrières en particulier, considérée non seulement au point de vue des employeurs, mais également au point de vue des salariés, a longuement retenu son attention.

Ainsi qu'il a été expliqué au cours de l'historique du chapitre I, et plus spécialement jusqu'à la création de l'Union des Industries métallurgiques et Minières, qui, en tant qu'elles sont d'ordre général, s'est vu attribuer l'étude des questions ouvrières, le Comité des Forges de France n'a jamais négligé de consacrer son activité à l'étude des problèmes ouvriers.

C'est ainsi, on l'a vu, que tour à tour, la Commission de Direction a fait figurer à l'ordre du jour de ses travaux, la réglementation de la durée du travail, de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs (loi du 9 juillet 1874 et du 2 novembre 1892), le repos hebdomadaire (loi du 19 juillet 1906), la saisie arrêt des salaires (loi du 12 janvier 1895), la législation des accidents du travail, le règlement d'atelier, l'institution des conseils du travail (loi 17 juillet 1908), le règlement des conflits collectifs (loi du 27 décembre 1892), etc.

C'est ainsi également que de bonne heure et bien avant l'initiative parlementaire, les maîtres de forges

français se sont préoccupés du sort de leurs salariés non seulement pour améliorer l'existence de ceux-ci au cours de leur période productive (accidents du travail, habitations ouvrières, allocations familiales, indemnité de vie chère, etc.), mais également au moment où l'âge oblige l'ouvrier à quitter l'atelier et où il convient d'assurer le pain de ses vieux jours (institution de secours et de retraites).

Pour l'étude et la création de ces différentes institutions, les Maîtres de Forges français ont tout naturellement groupé leurs efforts autour du Comité des Forges. A ce point de vue, ils ont réussi à créer et à faire fonctionner dans des conditions extrêmement satisfaisantes des institutions de prévoyance sociale qui font le plus grand honneur à la métallurgie françaises, telles que :

La « Caisse Syndicale d'Assurance Mutuelle des Forges de France contre les Accidents du Travail ».

La « Caisse Syndicale des Retraites des Forges, de la Construction Mécanique, des Industries Electriques et de celles qui s'y rattachent ».

En collaboration avec l'Union des Industries métallurgiques et Minières :

La « Caisse Foncière de Crédit pour l'amélioration du logement dans l'industrie ».

Le « Comptoir du Logement Economique ».

L' « Association Métallurgique et Minière contre la Tuberculose ».

Dans un ordre d'idées différent et cette fois en faveur de ses membres ou plus exactement de tous les membres affiliés à l'Union des Industries métallurgiques et minières, le Comité a créé également deux institutions remarquablement bien organisées :

Tout d'abord, en vue de prémunir les intérêts des adhérents contre les conséquences du chômage forcé résultant soit de grèves, soit de crises économiques, à l'imitation de ce qui existait depuis longtemps déjà à l'étranger (aux Etats-Unis et en Allemagne notamment), mais avec une organisation et un caractère bien différents, des mutuelles dites « Sociétés métallurgiques d'Assurances mutuelles contre les conséquences du chômage forcé. »

Egalement pour prémunir les adhérents contre les risques des transports maritimes et terrestres une « Caisse Industrielle d'Assurance Maritime et de Transports », société d'assurances mutuelles contre les risques de navigation et de transports de toute nature.

A. — *INSTITUTIONS OUVRIERES*

Caisse syndicale d'assurance mutuelle des Forges de France contre les accidents du travail. (1)

Créée par le Comité des Forges de France, d'abord en faveur de ses seuls adhérents, cette caisse a dans la suite étendu sa garantie, avec l'assentiment du Comité, à toutes les industries participant à l'Union des

Industries métallurgiques et Minières; elle fonctionne sous forme de mutuelle.

Son origine remonte à 1891. Vers cette époque, en effet, se faisait de plus en plus sentir, en matière de responsabilité patronale, l'influence de différentes idées (2) tendant à généraliser cette responsabilité, jusqu'alors limitée aux seuls accidents que l'ouvrier pouvait prouver imputables à une faute du patron. (Code civil, art. 1382 et suivants.)

Un projet de loi, inspiré de la loi autrichienne, avait été déposé au Parlement, ayant pour objet d'étendre la responsabilité patronale à tous les accidents survenus au cours du travail, sans distinguer à qui la faute était imputable; et pour mettre en œuvre cette responsabilité pécuniaire, envisageait l'assurance obligatoire par l'Etat.

L'étude à laquelle se livra la Commission de Direction du Comité lui révéla, par l'examen du fonctionnement d'institutions semblables existant dans certains pays étrangers (Allemagne, Autriche, Suisse, Italie, etc.), l'inconvénient que présenterait un tel système de centralisation extrême par l'Etat : Intervention continuelle des tribunaux, ingérence des fonctionnaires publics dans des exploitations privées, aggravation des charges pécuniaires.

(1) R. SENLY, La Caisse Synd. des retraites, Sidérurgie Française, p. 471. Annuaire du Comité, p. 795.

(2) Théorie allemande de la responsabilité objective (Cheysson : Journal des Economistes, 15 mars 1888.)

Principes nouveaux de solidarité sociale (LÉON MICHEL: « La responsabilité des patrons envers les ouvriers en cas d'accident » (p. 21.) SAUVAIRE JOURDAN: Revue de Droit public, 1897, p. 346.)

Il apparut au Comité que si les institutions professionnelles créées par l'initiative privée pouvaient atteindre d'elles-mêmes le but recherché, la création d'une organisation étatiste n'aurait par sa raison d'être.

Tels sont les motifs principaux qui déterminèrent le Comité à devancer de plusieurs années l'initiative parlementaire en matière de protection contre les risques professionnels. (Loi du 9 avril 1898 et suivantes.)

Les principes fondamentaux adoptés par la Commission furent les suivants : L'institution à créer serait établie sous forme de Mutuelle limitée à la seule industrie métallurgique, n'ayant par conséquent à garantir que des risques de même nature, ce qui permettrait d'obtenir rapidement des statistiques suffisamment précises entre les établissements déjà constitués en Syndicats professionnels.

La Caisse Syndicale devrait assurer une grande sécurité à ses adhérents, tant en ce qui concerne la limitation de responsabilité en matière de risques professionnels qu'en ce qui concerne le montant des cotisations dont le versement leur serait imposé. La Caisse assurerait le recouvrement de ces cotisations, la gestion du fonds commun et le règlement des indemnités, selon un tarif commun à tous les groupements, sans exiger de la victime la preuve que l'accident était dû à une faute de l'employeur. La Caisse, dès sa fondation, admettait donc la théorie du risque professionnel.

La règle de la réparation pécuniaire sous la seule forme d'une rente viagère incessible avait été également adoptée. Partant, d'autre part, du principe que « mieux vaut encore prévenir que réparer » et s'inspirant des idées de l'Association des Industriels contre les accidents du travail (créé en 1891 et sous l'inspiration de laquelle a été établi en 1905 au Conservatoire des Arts et Métiers un Musée de prévention des accidents du travail et d'hygiène industrielle), le Comité des Forges pensa qu'il était indispensable d'imposer aux adhérents de la nouvelle caisse syndicale l'obligation de prendre dans leurs établissements toutes mesures utiles pour diminuer les chances d'accidents et se soumettre à des visites périodiques d'ingénieurs spécialistes en la matière.

L'accord s'étant fait sur ces principes, les statuts de la Caisse d'Assurance Mutuelle furent rédigés par une Commission composée de MM. Robert de Wendel, Robert de Nervo et Albert Gigot.

Ces statuts furent adoptés par l'Assemblée générale extraordinaire des membres du Comité des Forges de France, le 25 juin 1891.

Dès son début, la Caisse Syndicale groupa 21 adhérents représentant 41,000 ouvriers et 45,250,000 francs de salaires annuels.

Les statuts étaient conformes aux principes énoncés ci-dessus et accordaient des indemnités aux sinistrés, suivant l'incapacité professionnelle résultant de

l'accident et proportionnelles au salaire annuel, jusqu'à concurrence d'un maximum de 3,000 francs.

Le barème des cotisations avait été établi selon la nature des différentes branches d'industries groupées en trois classes de risques présumés équivalents. En outre, pour encourager les adhérents à rechercher par tous les moyens la diminution du nombre des accidents, un dégrèvement individuel en leur faveur était prévu pour le cas où ils réussissaient à atteindre ce but.

Dès sa création, les résultats obtenus par la « Caisse Syndicale d'Assurance Mutuelle des Forges de France contre les accidents du travail » furent très satisfaisants et le rapporteur de la Commission de la Chambre des Députés, créée pour examiner le projet de loi relatif aux accidents du travail, signala les résultats de cette initiative privée et proposait d'établir en faveur de semblables institutions une exception au régime alors prévu de l'assurance obligatoire par l'Etat.

Lorsque fut votée la loi du 9 avril 1898, la caisse syndicale modifia le règlement de ses statuts pour les mettre d'accord avec les exigences légales : sur la demande de ses adhérents, la Caisse se chargea également de la garantie des petits accidents occasionnant une incapacité temporaire de moins de 90 jours. La Caisse garantit également à l'heure actuelle les conséquences pécuniaires des maladies professionnelles prévues par la loi du 25 octobre 1919 et des extensions

ultérieures qui pourront intervenir, de même que celles résultant de l'article 1382 (Code Civil) pour les accidents survenus à leur personnel et ceux causés par leur salariés à des tiers.

De plus, elle constitua, à la Caisse des Dépôts et Consignations, le cautionnement exigé par la nouvelle loi. Grâce à l'état prospère de ses réserves, elle put réaliser ce cautionnement sans recourir à l'emprunt.

De 1898 à 1913, la Caisse Syndicale eut à faire face à des difficultés de divers ordres, en particulier à un accroissement constant du chiffre d'indemnités à payer, phénomène qui se précisa au fur et à mesure que les avantages accordés par la loi de 1898 furent mieux connus des milieux ouvriers, et se trouva aggravé, d'une part, par la faculté du libre choix du médecin; d'autre part, par la générosité avec laquelle les tribunaux accordaient une indemnité, même pour les plus petits accidents.

C'est ainsi qu'en 1905, la Caisse Syndicale constata par rapport à l'année 1904, une augmentation de 56,50 p.c. du nombre des accidents ayant entraîné une incapacité temporaire et de 44,20 p.c. du nombre des accidents graves.

En 1903, la Caisse Syndicale, dont le bénéfice était réservé aux seuls membres du Comité des Forges, admit parmi ses adhérents les industriels rattachés par leur chambre syndicale à l'Union des Industries Métallurgiques et Minières qui venait d'être créée.

La Caisse modifia en conséquence la classification

des risques et le barème des cotisations, en se basant sur la stabilité qu'avait procurée à ses statistiques une expérience de douze années.

A la fin de 1906, le montant des indemnités payées, depuis sa création, aux ouvriers victimes d'un accident dans les établissements de ses adhérents, s'élevait à 24 millions de francs.

Désirant bénéficier d'un taux de capitalisation plus élevé que celui de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Caisse Syndicale décida de gérer elle-même ses réserves mathématiques comme la loi lui en donnait le droit et, pour satisfaire aux conditions prévues par l'arrêté ministériel du 29 mars 1899, porta à un million le montant de son cautionnement. L'expérience prouva que, par cette méthode, la caisse réalisait de sérieux bénéfices qui permirent de diminuer d'autant la cotisation de ses sociétaires.

La nécessité d'une importante réorganisation se fit sentir à partir de 1906, date à laquelle commença une période de surproduction dans l'industrie métallurgique, période de surproduction, qui fut en particulier caractérisée par l'accroissement constant du nombre des accidents. Devant cet accroissement, la Caisse craignit de se voir dans l'obligation de faire appel, auprès de ses membres, au versement de cotisations extraordinaires, qui auraient eu pour grave inconvénient de bouleverser les prévisions que ceux-ci avaient pu faire dans l'établissement du budget de leurs frais généraux.

Il fallait donc, d'une part, chercher à diminuer le nombre des accidents, en réprimant les abus commis par certains des sociétaires; d'autre part, assurer au budget de la Caisse, une grande stabilité financière.

Un projet de modification des statuts fut étudié par M. Albert Gigot et présenté par son successeur à l'Assemblée générale extraordinaire du 16 octobre 1908, qui l'adopta.

D'importantes réformes administratives se trouvaient réalisées.

Le montant des cotisations, les ristournes et les dégrèvements individuels furent dorénavant calculés, non pas sur les résultats d'un seul exercice, mais sur les résultats moyens de plusieurs années consécutives. La constitution de différents amortissements et réserves fût décidée avant toute répartition de ristournes.

Par une innovation originale et heureuse, fut également créée une réserve spéciale pour parer aux insuffisances d'évaluation des sinistres en cours. Cette réserve a le grand avantage de supprimer l'appel de cotisations extraordinaires; son excédent est ensuite ristourné aux adhérents après liquidation définitive.

D'autre part, pour éviter les abus constants de la part de certains sociétaires qui avaient engagé le règlement ou entrepris la gestion du sinistre sans en informer la Caisse Syndicale, il fut décidé que celle-ci se réservait de gérer, effectivement et dès l'origine, le règlement des accidents et éventuellement d'ester en justice, les adhérents devant faire la déclaration de

l'accident dans un délai fixé et ne devant engager aucune dépense sans l'avoir soumise à l'approbation de la Caisse Syndicale.

Le régime du rachat des petites rentes, qui avait été pratiqué un moment et avait donné lieu à de véritables abus, fut également aboli.

L'article 7 des statuts limite la solidarité des assurés en fixant un maximum de contribution annuelle et à 5 p.c. au plus le montant des frais de gestion.

Depuis ces importantes modifications, la caisse fonctionne dans des conditions extrêmement satisfaisantes. Elle se montre très large dans l'attribution des rentes lors de la consolidation des blessures et cherche toujours à régler à l'amiable, pour éviter des frais d'instances judiciaires et des froissements avec les victimes, les revisions auxquelles lui donne droit l'article 19 de la loi du 9 avril 1898, modifié par la loi du 31 mars 1905.

Le Comité des Forges de France publie des circulaires de jurisprudence spéciale concernant les accidents du travail. Ces documents présentent un grand intérêt pour les adhérents de la Caisse, les médecins, les experts et les tribunaux eux-mêmes.

L'organisation financière fonctionne dans des conditions d'équilibre remarquable. En 1914, la Caisse Syndicale assurait plus de 250,000 ouvriers (1), représentant un salaire annuel de 300 millions de francs,

(1) En 1920, par suite de la reconstitution inachevée des régions dévastées du nord-est : 120,000.

correspondant à un total de cotisations de près de 12 millions. Une des preuves de son excellent fonctionnement est constituée par le coefficient remarquablement faible de ses frais généraux : en 1914, 2,50 p.c. environ du montant des cotisations, actuellement 4 à 5 p.c., alors que dans des institutions d'assurances analogues, il atteint jusqu'à 20 et 28 p.c.

Pour parfaire ces heureux résultats, la Caisse Syndicale a également consacré son attention à l'organisation d'un service préventif et à l'installation d'un service médical central.

L'inspection technique se livra à de nombreuses enquêtes sur l'installation des dispositifs protecteurs (couvre-engrenage, etc.) l'affichage des consignes, etc., et vulgarisa l'emploi de ces modes de protection, particulièrement dans les établissements de moyenne importance et plus spécialement dans les usines du Bassin de Briey qui employaient une main-d'œuvre étrangère, plus ou moins ignorante des conditions du travail en commun.

En 1908 fut constitué un service médical central, qui collabora dès sa création avec les médecins des usines ; d'une part, en tenant ceux-ci au courant des progrès de la science chirurgicale, d'autre part, en les éclairant sur le côté jurisprudentiel des accidents et du règlement des sinistres.

Ce service médical central est en relation avec les différentes usines, soit par correspondance, soit par

l'intermédiaire des médecins inspecteurs qu'il y détache.

Sous sa haute direction, de nombreuses organisations sanitaires (dispensaires, ambulances, hôpitaux) ont été créées, soit par certains industriels eux-mêmes, soit par les Comités ou groupements régionaux tels que, pour le Bassin de Briey : « l'Hôpital des Mines et de la Métallurgie », fondé en 1913, auquel la caisse syndicale apporte non seulement son aide morale, mais aussi son secours financier, sous forme de prêts hypothécaires, et son concours administratif, le directeur de la Caisse Syndicale étant en même temps le secrétaire du Conseil d'administration de la Société de l'Hôpital.

Les résultats obtenus par la « Caisse Syndicale d'Assurance Mutuelle des Forges de France contre les accidents du travail », sont remarquables. Ils prouvent que l'initiative privée est capable de devancer l'initiative législative et de faire aussi bien, sinon mieux qu'elle.

L'Académie des Sciences morales et politiques a décerné à la Caisse Syndicale, dans sa séance du 7 décembre 1904, une des grandes médailles de la Fondation Audéoud. « Le Comité des Forges de France », — disait dans son discours, le président de l'Académie, le comte de Franqueville, — « a voulu prouver que l'industrie nationale peut se suffire à elle-même pour fonder des œuvres de prévoyance et qu'il n'est pas nécessaire pour cela de recourir au socialisme d'Etat. »

La Caisse Syndicale s'est également vu décerner les plus hautes récompenses aux expositions internationales : Etats-Unis 1904; Liège 1905; Milan 1906; San-Francisco 1913; Bruxelles 1910; Turin 1911; Lyon 1914.

La Caisse syndicale de retraites des Forges, de la Construction mécanique, des Industries électriques et de celles qui s'y rattachent. (1)

Devançant également de loin la loi du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières, le Comité des Forges avait décidé la création d'une caisse patronale de retraites en faveur des ouvriers des Forges de France.

Cette caisse fut fondée sous forme de société anonyme régie par la loi de 1867, non pour permettre la recherche de bénéfices qui serait contraire au but de l'institution, mais pour limiter la responsabilité des participants.

Les statuts adoptés par l'Assemblée constitutive du 7 septembre 1894 ne prévoyaient obligatoirement pour la constitution de fonds de capitalisation que des versements patronaux; les versements ouvriers qui permettaient d'obtenir des majorations importantes de retraites étaient facultatifs.

Le but proposé était de fournir à tout ouvrier de nationalité française ou étrangère, réunissant un minimum de soixante ans d'âge et de douze années de

(1) R. SÉNLY. Siderurgie Française, p. 481. Annuaire du Comité, p. 804.

travail dans l'un des établissements affiliés, une pension modeste de 180 francs par an, obtenue au moyen de versements trimestriels patronaux ne devant pas excéder cinq francs. Le taux de la pension devait être uniforme quel que fût l'âge de l'ouvrier au moment du premier versement. Il serait majoré de 20 francs lorsque celui-ci aurait travaillé pendant 36 années dans le même établissement.

Différentes modifications dans l'organisation statutaire de la caisse furent nécessitées, tant par la loi du 27 décembre 1895, sur les « Caisses de Retraites, de Secours et de Prévoyance fondées au profit des employés et ouvriers », que par les données de l'expérience.

Pour satisfaire aux dispositions impératives de l'article 3 de la nouvelle loi, la Caisse Syndicale des retraites sollicita et obtint l'autorisation de conserver elle-même la gérance des sommes provenant tant des versements obligatoires patronaux que des versements facultatifs ouvriers.

D'autre part, par suite du principe admis que les versements devaient être uniformes, quel que fut l'âge de l'ouvrier, la caisse syndicale se trouvait en présence des mêmes difficultés qui devaient apparaître dans la mise en application de la loi du 5 avril 1910, et dans l'étude du récent projet de loi sur les assurances sociales déposé sur le bureau de la Chambre des Députés le 22 mars 1921, savoir : le souci d'assurer immédiatement le bénéfice de l'institution à tous les ou-

vriers réalisant les conditions d'âge voulu, malgré le petit nombre de versements effectués en leur faveur depuis la création de la caisse.

De plus, la pratique révéla bien vite que le chiffre maximum de 5 francs par trimestre, qui avait été fixé comme base des versements patronaux, était notablement insuffisant, devant la baisse du taux de l'intérêt qui se manifestait à l'époque.

Une assemblée générale du 25 juin 1896 adopta un tarif à paliers, où les ouvriers se trouvaient classés par âge en six catégories de 24 à 60 ans.

Réorganisée sur cette base, la Caisse patronale du Comité des Forges fonctionna dans des conditions extrêmement satisfaisantes. Il convient de remarquer que depuis une douzaine d'années, une quarantaine de projets ou de propositions de lois sur les retraites ouvrières avaient été déposées sur le bureau de la Chambre, sans qu'aucun d'eux n'ait pu aboutir. Ce n'est qu'en 1901 que la « Commission d'Assurance et de Prévoyance sociale » de la Chambre des Députés accepta un premier texte qui ne fut d'ailleurs pas adopté, en présence de l'aggravation des charges du budget qu'il aurait entraînée.

Au cours de l'enquête à laquelle cette commission s'était livrée en 1899, elle n'avait pas manqué d'être frappée par le remarquable fonctionnement de la Caisse patronale des Forges. « Il serait désirable, disaient les conclusions de l'enquête, que cette institution se développât. Par son organisation financière

établie sur des bases exactes, elle offre des garanties comparables à celles de la Caisse Nationale de retraite pour la vieillesse. De plus, elle a le mérite d'être une institution exclusivement patronale et de ne rien coûter aux bénéficiaires. Il est donc à souhaiter que les grandes entreprises de la métallurgie viennent grossir le nombre actuel encore restreint des sociétaires et cela tant dans l'intérêt du patron qui se trouvera déchargé de la responsabilité qu'entraîne la gestion d'une caisse spéciale, que dans celui de l'ouvrier auquel cette caisse offre les avantages d'une garantie absolument certaine. Les autres industries ne perdraient rien d'ailleurs à répondre à l'appel si autorisé qui leur a été adressé de la part du Conseil d'administration. »

Depuis 1896, les différents rapports du Conseil d'administration signalent un ralentissement marqué dans l'effort de la Caisse du fait que les différents projets de loi sur la matière, qui presque tous prévoient une organisme officiel obligatoire, avaient déterminé les chefs d'entreprise à se renfermer dans une certaine réserve devant l'incertitude de l'avenir.

Pour combattre cette tendance fâcheuse, le Conseil d'administration ne manqua pas de rappeler aux Maîtres de Forges les arguments qui avaient présidé à la création de la Caisse Syndicale contre les accidents du travail : l'assurance obligatoire par l'Etat n'aurait pas sa raison d'être, si l'initiative privée prouvait qu'elle était capable d'atteindre le but poursuivi. En

tout cas, si les résultats atteints par l'initiative privée étaient satisfaisants au point de s'imposer au législateur, celui-ci ne pourrait leur refuser une large place dans le cadre de l'organisation légale.

L'exactitude de ce raisonnement fut confirmée par le vote de la loi du 5 avril 1910; les articles 28 à 31 de la nouvelle loi, ainsi que les articles 95 et 96 du décret du 25 mars 1911 admettent le maintien des caisses syndicales déjà existantes et déterminent leurs contributions et leur fonctionnement. L'article 96 en particulier qui vise les institutions collectives de retraite constituées, au moment de la promulgation de la loi du 5 avril 1910, sous forme de sociétés anonymes, concernait uniquement la Caisse patronale des Forges, car celle-ci était, à cette époque, la seule qui fût organisée sous le régime de la loi de 1867.

La Caisse Syndicale, se conformant aux prescriptions des articles 95 et 96 précités, demanda et obtint l'autorisation prévue par l'article 95. L'Assemblée générale extraordinaire de 1911 modifia en conséquence les statuts et règlements de la Caisse pour permettre à celle-ci de satisfaire aux exigences légales (taux des retraites au moins égal à celui prévu par la loi du 5 avril 1910, justification de réserves mathématiques suffisantes, etc.). Comme pour la Caisse patronale contre les accidents, le bénéfice des retraites, tout d'abord réservé aux ouvriers des établissements adhérents au Comité des Forges de France, fut étendu au personnel de tous les syndicats patronaux affiliés à

l'Union des Industries Métallurgiques et Minières.

Ces modifications furent soumises à l'approbation ministérielle et ratifiées par le décret du 12 juillet 1911.

Une fois de plus, le Comité des Forges avait créé un organisme remarquable dont, par un haut esprit de solidarité sociale, il faisait bénéficier le personnel et les adhérents d'industries similaires et connexes.

Le capital social de la Caisse est de 500,000 francs. (1). Bien qu'organisée sous forme de société anonyme, mais le but de la caisse n'étant pas la recherche de bénéfices, les statuts ont fixé à 3 p.c. le taux de l'intérêt qui serait payé aux actionnaires. Ces modestes dividendes sont prélevés sur les revenus des fonds de la Caisse qui sont placés en valeurs mobilières ; le surplus des bénéfices est affecté, soit à une réserve extraordinaire, soit distribué aux assurés, sous forme de bonifications.

Le conseil d'administration est composé de 7 à 20 membres choisis parmi les adhérents affiliés.

Le Comité de surveillance nommé par l'Assemblée générale comprend obligatoirement, pour la moitié au moins, des bénéficiaires de la Caisse, c'est-à-dire des salariés assurés.

Pour le fonctionnement pratique des versements, la Caisse emploie, à la place des timbres prévus par le

(1) Dont 1/4 versé. Lorsque le nombre des ouvriers adhérents dépassera 500,000, ce capital devra être porté à un million.

chapitre 2 du décret du 25 mars 1911, des carnets de quittances, divisés en un certain nombre de vignettes, de montants divers, qui sont apposées par le patron sur le carnet de l'ouvrier.

L'avantage du système est que l'apposition des vignettes, au lieu d'avoir lieu à chaque paie, comme il est prévu dans la loi du 5 avril 1910, n'a lieu qu'une fois par an, en principe à la fin de l'année ou bien au moment du départ de l'ouvrier, pour le montant correspondant à la durée de son séjour dans l'établissement.

Le patron n'a pas à fournir à la Caisse la liste de ses ouvriers, ni le mouvement des embauchages et débauchages.

La Caisse permet également au patron de manifester son désir d'appliquer loyalement la loi vis-à-vis des ouvriers qui, en refusant d'effectuer les versements qui leur incombent, s'y montrent réfractaires. En effet, par circulaire du Ministre du Travail, en date du 8 août 1916, la Caisse Syndicale est officiellement autorisée à recevoir ces versements; ce qui est conforme à l'article 23 de la loi du 5 mars 1910 et évite le système général prévu pour ce cas particulier (versements aux greffes des justices de paix.).

Au point de vue économique, la Caisse Syndicale, comme toutes les institutions similaires d'ordre privé, évite l'accumulation des capitaux importants dans les caisses de l'Etat. Aux ouvriers, elle présente des avantages incontestables, en particulier celui d'un

taux de capitalisation relativement élevé qui, basé sur une table de mortalité spéciale à la profession, donne de ce fait des résultats plus avantageux que « les caisses dont les retraites sont calculées sur une table de mortalité générale, comprenant certaines catégories d'assujettis comme les ouvriers agricoles et les domestiques pour lesquels la statistique a reconnu jusqu'ici une longévité exceptionnelle. » (1).

D'autre part, les placements des fonds de la Caisse syndicale, tout en étant astreints aux mêmes conditions que ceux des caisses de l'Etat, sont faits avec des facilités de choix plus étendues et dès les premières années de l'application de la loi donnaient des tarifs de retraites supérieurs de 10 p.c. à ceux de la Caisse Nationale des retraites.

Enfin, pour parfaire l'œuvre sociale qu'elle se propose, la Caisse s'oriente de plus en plus vers les placements prévus par le paragraphe 4 de l'article 15 de la loi du 5 avril 1910, qui dispose que ces placements pourront être effectués : « sur l'avis favorable du Conseil supérieur des Retraites ouvrières et jusqu'à concurrence du dixième, en prêts aux institutions visées par l'article 6 de la loi du 12 avril 1906 et aux institutions de prévoyance et d'hygiène sociale reconnues d'utilité publique ou en prêts hypothécaires sur habitations ouvrières ou jardins ouvriers, ainsi qu'en obligations de sociétés d'habitations à bon marché établies conformément à la même loi du 12 avril 1906. »

(1) Sidérurgie Française, *loc. cit.*, p. 478.

Le troisième règlement annexe de la Caisse Syndicale prévoit également, en dehors de la retraite proprement dite, la possibilité pour le chef d'entreprise de créer en faveur de son personnel administratif, dont le salaire dépasse le chiffre maximum prévu par la loi de 1910, des comptes individuels d'épargne qui, basés sur le principe de versements respectifs de l'employé et du patron, combinent les avantages de l'assurance sur la vie et de la retraite proprement dite, en permettant la constitution simultanée d'un capital et d'une rente viagère.

La Caisse prévoit également, en faveur des ouvriers, la possibilité de se constituer, dans des conditions extrêmement avantageuses, une retraite supplémentaire leur permettant de dépasser le maximum prévu par la loi.

Nombreuses sont les sociétés métallurgiques adhérentes du Comité des Forges ou affiliées par leur Chambre syndicale à l'Union des Industries Métallurgiques et Minières, qui ont profité de ces différentes facilités offertes par la Caisse Syndicale, pour améliorer la situation matérielle de leurs salariés (construction d'hôpitaux, d'habitations ouvrières, etc.)

Le chiffre des ouvriers affiliés à la Caisse Syndicale des Retraites, s'élevait en 1920 à environ 210,000. C'est là un résultat extrêmement remarquable, dû en très grande partie à l'activité de la Caisse syndicale, si l'on songe, en effet, que par suite du peu d'empressement des ouvriers à satisfaire aux prescriptions de

la loi, on ne comptait guère avant la guerre que 2 millions 1/2 d'assurés sur 12 millions environ d'assujettis.

**Caisse foncière de crédit pour l'amélioration
du logement dans l'industrie. (1)**

Cette Caisse, constituée sous forme de Société Anonyme au capital actuel de 20 millions de francs, sur l'initiative de l'Union des Industries Métallurgiques et Minières, a été créée en vue d'apporter son concours financier aux industriels qui, sans avoir à faire appel aux seules ressources de leur trésorerie, désirent améliorer le logement de leur personnel. En effet, l'apport fourni sous forme de prêts aux sociétés d'habitations à bon marché par l'Etat, les communes et les Caisses d'Epargne, a toujours été notoirement insuffisant; les capitalistes, d'autre part, ne s'intéressent guère à ce genre d'entreprises qui, à cause de leur but philanthropique, ne peuvent être l'objet d'un placement lucratif.

L'Union des Industries Métallurgiques et Minières a jugé que pour le développement du logement salubre en France, il était nécessaire de réunir des fonds importants, but qui ne pouvait être obtenu qu'en donnant aux capitaux une rémunération normale et en commercialisant la construction des habitations ouvrières.

(1) Siège Social : 55, Avenue Hoche à Paris. — Annuaire du Comité, p. 836.

Le capital initial, primitivement fixé à 5 millions de francs, fut souscrit par les différents groupes industriels intéressés (métallurgie, mines, électricité, construction mécanique) et en partie par les établissements de crédit désireux de manifester l'intérêt qu'ils portent à l'œuvre poursuivie.

Conformément à la faculté qui lui était accordée par les statuts, le Conseil d'administration a porté le capital social à 20 millions au cours de l'année 1920.

Ses statuts lui permettant également d'émettre un montant d'obligations pouvant atteindre cinq fois celui de son capital, la Caisse dispose d'un capital obligations de 100 millions employés en prêts à l'industrie.

D'institution récente, la Société a pour objet :

« 1. D'effectuer des prêts à des sociétés immobilières placées ou non sous le régime de la législation des habitations à bon marché et ayant pour but la construction, l'aménagement et l'amélioration du logement dans l'industrie;

« 2. De consentir ou de prendre en location des immeubles destinés au logement dans l'industrie, en vue de les vendre contre paiement immédiat ou différé, ou de les louer directement ou indirectement, soit à des Sociétés Immobilières de la nature de celles qui sont visées au paragraphe précédent, soit à des établissements industriels, soit à des personnes occupées dans l'industrie.

« Les opérations de la Société s'étendent également aux institutions préparatoires ou complémentaires de logement, telles que : aménagement de viabilité et d'hygiène, rues, égouts, bâtiments à usage collectif, ainsi qu'aux dépendances ou annexes des logements tels que jardins, bains et lavoirs.

« Ces opérations sont effectuées sous la garantie de l'établissement industriel intéressé, garantie qui porte à la fois sur le capital emprunté, sur les intérêts et les frais. Le taux d'intérêt est fixé pour chaque opération par le Conseil d'administration, mais il correspond très sensiblement à celui que devrait payer l'industriel, s'il procédait lui-même à une émission d'obligations, ce qui d'ailleurs ne lui serait ordinairement pas possible, pour de multiples raisons et notamment parce qu'une émission d'obligations ne peut porter que sur des chiffres considérables. La Caisse Foncière de Crédit se substitue aux différents intéressés, groupe leurs demandes, et emprunte en leur lieu et place sur le marché. On peut dire que la Caisse foncière de Crédit est pour l'industrie un organisme d'émission en commun.

« Le délai de remboursement des capitaux prêtés est de 10, 20 ou 30 ans, selon le cas.

« Au 31 décembre 1920, la Caisse Foncière de Crédit avait consenti plus de 400 millions de prêts à diverses sociétés industrielles de premier ordre. Elle était, à cette date, saisie de demandes de prêts formant un total de plus de 30 millions. La société envisage donc pour le

courant de l'année 1921 des augmentations de capital successives destinées à lui permettre de faire face aux besoins qui lui sont signalés. » (1).

Comptoir général du logement économique. (2)

Ce comptoir, constitué sous forme de Société anonyme au capital de 500,000 francs, également sur l'initiative de l'Union des Industries Métallurgiques et Minières, a en vue de compléter, au point de vue construction, l'effort accompli par la Caisse Foncière, au point de vue des facilités de crédit.

Il a pour objet principal l'achat de tous matériaux, outillage, et de toutes fournitures destinées à la construction, à l'aménagement ou à l'amélioration des logements économiques et aux installations préparatoires et complémentaires des logements (travaux de voiries, etc.).

Les statuts prévoient également que la société pourra fabriquer des produits ou extraire elle-même les objets désignés ci-dessus et procéder, pour son propre compte ou pour le compte de tiers, à la construction de tous immeubles utilisables pour le logement, etc.

En somme, par le système d'achats en commun, elle se propose surtout de procurer pour la construction du logement des matériaux à des prix aussi bas que possible.

(1) Annuaire du Comité des Forges, p. 835.

(2) Annuaire du Comité des Forges, p. 836.

La création toute récente de ce Comptoir, ne permet pas encore d'indiquer les résultats obtenus.

Association métallurgique et minière contre la tuberculose. (1)

*Constituée sous la présidence d'honneur de M. Léon Bourgeois,
Président du Comité National d'Assistance aux anciens militaires
tuberculeux.*

Cette Association a été reconnue d'utilité publique par décret du 10 mars 1918. Elle se propose de lutter contre la tuberculose, en multipliant en faveur des ouvriers les dispensaires et les sanatoria, tout en développant les mesures d'hygiène sociale (assistance à la maternité, puériculture, lutte contre l'alcoolisme, etc.).

B. — INSTITUTIONS PATRONALES

Les Sociétés métallurgistes d'Assurances Mutuelles contre les conséquences du chômage forcé. (2)

Contrairement aux institutions précédemment décrites, qui ont pour bénéficiaires des salariés, les « Sociétés Métallurgiques d'Assurances Mutuelles contre le chômage forcé » ont pour but d'assurer, en faveur des patrons adhérents et en cas de grève, les risques de pertes en frais généraux, résultant du chômage forcé de leurs établissements.

(1) Annuaire du Comité des Forges, p. 845.

(2) A. MAUMET. (Sidérurgie Française, p. 496). Annuaire du Comité, p. 816.

L'idée créatrice de ces mutuelles remonte à 1906, année où les grèves du 1er mai éclatèrent avec une particulière violence et avec un caractère nettement révolutionnaire. Le but recherché fut de permettre aux employeurs, particulièrement à ceux dirigeant des usines de moyenne importance, de prendre, en face des revendications syndicales qui leur étaient présentées, toute décision en pleine indépendance, sans être amenés, sous la pression des circonstances, (échec d'un marché à livrer, pertes résultant des frais généraux continuant à courir malgré la fermeture de l'établissement, etc.), à faire des concessions aussi préjudiciables à leurs intérêts propres qu'à ceux de leurs confrères.

Pour arriver à ce but, l'institution à créer devait donc, en cas de grève, s'efforcer d'aider l'employeur à satisfaire ses engagements, sans céder à l'inacceptables ou excessives revendications; d'autre part, l'assurer contre les pertes de frais généraux résultant de la fermeture de son établissement.

Tel fut le but que se proposa la commission nommée lors d'une réunion, tenue le 16 mai 1906, à laquelle étaient représentés une trentaine de syndicats patronaux des industries métallurgiques et de la construction mécanique. L'entreprise était particulièrement délicate; aucune institution semblable n'existait encore en France. Quant à celles créées à l'étranger (Etats-Unis, Allemagne), elles n'auraient pu servir de modèle : leur organisation, d'un caractère fortement

autoritaire, étant trop contraire à l'esprit individualiste français.

C'est la forme de mutuelles à responsabilité limitée, placées sous le régime du décret du 22 janvier 1868 (Titre II), qui, après examen approfondi, fut reconnue comme répondant le mieux aux desiderata des sinistrés éventuels et à la nature du risque à assurer. Le bénéfice des avantages de ces mutuelles fut exclusivement réservé aux industriels affiliés à l'Union des Industriels métallurgiques et minières.

Par suite de la nature particulière du risque à garantir, deux difficultés d'un ordre tout à fait spécial se présentèrent à l'esprit de la Commission :

1. Détermination du montant du risque à assurer.
2. Détermination du droit à l'indemnité.

En ce qui concerne la première, le principe admis et incorporé ensuite dans les statuts des mutuelles fut que seraient assurés les frais généraux qui continuent à courir, même en cas d'arrêt total ou partiel du travail dans les usines.

La création de différentes mutuelles correspondant aux diverses branches de l'industrie sidérurgique fut décidée et, pour donner à ces mutuelles une base comparable, la nomenclature des frais généraux susceptibles d'être assurés fut établie comme suit :

1. Le loyer des immeubles industriels occupés par les usines et les services administratifs ; ou, si le sociétaire est propriétaire de ces bâtiments, la valeur repré-

sentative du loyer, calculée sur le pied de la valeur estimative des immeubles;

2. Appointements (traitements fixes) de la direction (chefs de l'entreprise, administrateurs délégués ou directeurs), du personnel des services techniques et commerciaux, des services de comptabilité et, en général, de tous les agents ou employés (contremaitres, etc.), payés au mois, mais seulement en ce qui concerne ceux de ces emplois ou services (totalité ou partie), susceptibles de devenir improductifs du fait de l'arrêt du travail;

3. Dépenses résultant de contrats annuels non interrompus par l'arrêt du travail et qui concernent la force motrice, le chauffage, l'éclairage, le service des eaux, le téléphone, les frais de publicité, etc.;

4. Assurances diverses contre l'incendie, contre les accidents (personnel assuré du paragraphe 2);

5. Impôts divers ;

6. Service des transports (nourriture des chevaux et salaire du personnel voiturier payé au mois) ou frais d'abonnement pour ce service;

7. Annuités de brevets.

III a été en outre admis que certains frais généraux, non compris dans cette nomenclature et spéciaux à certaines industries, pourraient être ajoutés à l'assurance, chaque cas particulier étant soumis à l'examen du Conseil d'administration de la mutuelle intéressée.

La Caisse assure en outre ses adhérents contre les conséquences civiles des actions judiciaires que leurs

ouvriers ou employés pourraient leur intenter à l'occasion des conflits (art. 5 des Statuts).

Le second problème — détermination du droit à l'indemnité — soulevait des difficultés encore plus délicates.

Accorder d'office à l'employeur le bénéfice de l'indemnité, pour tout cas de grève indistinctement et sans aucun contrôle de la part de l'assureur, c'était rendre possible des abus dangereux : un employeur de mauvaise foi, qui aurait été dans son tort vis-à-vis de ses ouvriers, se serait, grâce à l'indemnité que lui aurait procurée l'assurance, trouvé indirectement encouragé à prolonger la grève ou bien, gêné dans l'exécution d'un marché, il aurait pu être tenté de faire naître un conflit pour essayer de se créer des moyens de discussion.

Tout à l'opposé, il importait, en cas de conflit, de laisser à l'employeur la plus grande initiative, pour trouver la solution de la crise, lui seul étant « plus compétent que personne pour démêler les causes du conflit, l'esprit qui anime ses ouvriers, les moyens à employer pour calmer leur mécontentement, si celui-ci est à certains égards justifié, et les concessions raisonnables qui seraient de nature à les ramener au travail. ». (1).

D'ailleurs, si la mutuelle avait émis la prétention d'imposer au cours du conflit ou lors de sa solution, une ligne de conduite à l'industriel victime d'une grè-

(1) Sidérurgie Française, *loc. cit.*, p. 502.

ve, elle serait tombée sous le coup de l'article 1174 du Code Civil, qui déclare « nulle toute obligation contractée sous une condition potestative de la part de celui qui s'oblige. »

En conséquence, le principe fondamental admis, qui a été exposé avec une grande largeur de vue par M. Guillaïn, président de l'Union des Industries métallurgiques et minières, dans une circulaire aux adhérents en date du 23 avril 1907, est le suivant :

L'industriel, victime d'une grève, conserve sa liberté d'action, tant au cours du conflit qu'au moment de sa solution. Mais, pour garantir la Caisse d'assurance contre les abus possibles signalés ci-dessus, les causes de la grève, son évolution et l'accord qui le termine sont soumis au contrôle d'un « Comité Central » absolument indépendant des sociétés d'assurances mutuelles (1). Ce Comité comprend 7 membres, choisis par le bureau du Comité de l'Union des Industries Métallurgiques et minières, parmi d'anciens industriels ayant une longue pratique de la direction des usines, *mais n'y ayant plus d'intérêt immédiat*, et décide souverainement si la conduite de l'industriel, victime d'un chômage forcé, a bien été conforme au bon droit et à l'intérêt général de la profession.

Les rapports des adhérents et de ce Comité de contrôle sont réglés par les statuts de la façon suivante :

Les grèves doivent être subies, suivies et terminées

(1) Procès-verbal du l'U. I. M. M. du 13 décembre 1906.

par les assurés, d'accord avec lui. Au cours du conflit et lors de son règlement, le Comité central de contrôle ne joue qu'un rôle consultatif. Lorsqu'une grève éclate, l'industriel adhérent qui en est victime doit immédiatement en faire part au président du Comité central, dans un délai maximum de six jours (art. 6), par lettre recommandée avec accusé de réception, sous peine de déchéance.

Le Comité central de contrôle l'invite à fournir tous renseignements qu'il juge utiles sur l'origine, la nature, les incidents du conflit en cours, ainsi que la solution qu'il propose. Inversement, il se met à sa disposition pour lui donner tous renseignements et conseils que l'industriel juge bon de demander, particulièrement au point de vue légal et juridique, avec lequel les directeurs d'entreprise, rompus davantage, en général, à l'étude des questions techniques, sont peu familiarisés.

Le Comité de Contrôle n'impose pas ses conseils, pas plus que l'industriel, qui ne répond pas à une demande de renseignements, ne perd son droit à l'indemnité; mais le Comité de Contrôle se réserve, le conflit terminé, de demander la justification des motifs qui ont déterminé le chef d'entreprise à agir de telle ou telle façon. Il examine la valeur de ses motifs, l'assuré entendu, avec un large esprit d'équité, et prend, s'il y a lieu, l'avis de la Chambre syndicale à laquelle l'assuré appartient. En tout esprit d'indépendance, mais en toute souveraineté, le Comité de contrôle décide

alors si l'assuré a droit à l'indemnité, et, dans l'affirmative, lui délivre un certificat d'accord.

On voit que, dans la détermination du droit à l'indemnité, le Comité de contrôle possède une autorité souveraine. Si, exceptionnellement, cette autorité s'exerçait d'une façon contraire à l'équité, l'assuré aurait, sans doute, la ressource d'en appeler aux tribunaux; de plus, une telle décision du Comité central provoquerait, de la part des adhérents mécontents, des demandes de résiliation d'assurance qui seraient très défavorable à la réputation des mutuelles.

Tel est le seul recours que l'assuré possède contre les décisions du Comité central. En pratique, il s'est révélé largement suffisant. Par l'expérience et l'autorité de ses membres, par l'impartialité de ses décisions, le Comité de contrôle a su s'imposer à tous et l'application de ses décisions n'a donné lieu à aucune difficulté.

Le fonctionnement pratique de ces mutuelles a été réalisé par la création de caisses primaires correspondant aux différentes branches de l'industrie sidérurgique et d'une super-caisse, dénommée « Caisse Centrale métallurgique », qui joue le rôle réassureur.

Les Caisses primaires, qui sont actuellement au nombre de 8, comprenant 7 Caisses Nationales, en ce sens qu'elles sont accessibles à tous les industriels de France appartenant à la branche considérée, et une

— La Construction mécanique et électrique (groupe-

ment des mécaniciens de toute nature), créée le 27 avril 1907.

— Le Matériel de Chemins de fer (construction de wagons), 8 mai 1907.

— La Forge (Maître de Forges producteurs de cuivre, nickel, etc.), 15 mai 1907.

— La Fonderie (fondeurs de deuxième fusion du fer, de l'acier, du cuivre, de l'aluminium, etc.), 28 mai 1907.

— La Métallurgie Ardennaise (mutuelle régionale pour toutes les industries du métal), 5 novembre 1907.

— L'Electro-Métallurgie et l'Electro-Chimie, 30 juillet 1913.

— L'Automobile, 9 juillet 1914.

« Il va de soi que les adhérents des mutuelles ne sont pas obligés d'assurer la totalité de leurs frais généraux et qu'ils ont la faculté de rester pour partie leur propre assureur, la proportion maximum adoptée dans ce cas étant généralement de 50 % des frais généraux. Cette faculté permet aux industriels de limiter l'étendue du sacrifice qu'ils désirent faire dans cet ordre d'idées et s'adresse, en particulier, à ceux d'entre eux qui, étant rarement éprouvés eux-mêmes par les grèves, désirent cependant se prémunir contre la contagion des conflits possibles de leurs collègues moins favorisés. » (1).

Bien entendu et conformément au droit commun en matière d'assurance, la somme assurée ne peut, à

(1) Sidérurgie Française, *loc. cit.*, p. 500.

l'opposé, être supérieure au montant réel des frais généraux annuels (article 8 des statuts).

Au point de vue financier, le principe admis, conformément au Décret du 22 janvier 1868, est que les mutuelles sont à responsabilité limitée, c'est-à-dire que quel que soit le montant des sinistres d'une année considérée, la prime de prévoyance appelée par les caisses primaires et déterminée chaque année par les Assemblées Générales des assurés ne peut atteindre que 1 1/2 % du total des frais généraux assurés, y compris la prime payée par les Primaires à la « Caisse Centrale Métallurgique ». Il ne peut être appelé davantage qu'en cas d'épuisement des ressources, que, — par suite de dispositions particulières rendues possibles par l'importance de ses réserves — la Caisse Centrale Métallurgique met à la disposition des Mutuelles du premier degré, avant que celles-ci aient recours à la garantie de leurs adhérents. Même si cette dernière éventualité se produit, le maximum de responsabilité totale de ceux-ci ne peut jamais dépasser 3 % des frais généraux assurés. Par conséquent, pour un million de francs de frais généraux assurés, la prime de prévoyance annuelle ne peut dépasser 1500 francs et la responsabilité totale 3,000 francs.

L'article 15 des statuts prévoit que les frais annuels de gestion ne pourront excéder 10 % du fonds de garantie. Si, par extraordinaire, malgré le secours apporté par la Caisse Centrale Métallurgique, la mutuelle se trouve en déficit, ce sont les indemnités à

payer qui subissent une réduction proportionnelle (art. 11).

La « Caisse Centrale Métallurgique » a été créée le 3 juillet 1916 pour parer à l'inégalité d'importance des diverses caisses primaires et atténuer leurs risques individuels en les rendant solidaires. Au début, elle se contenta de venir en aide aux Caisses du premier degré, lorsque certaines d'entre elles avaient complètement épuisé leurs fonds de réserve; mais, dans ces conditions, la Caisse Centrale devenait simplement un organe de thésaurisation, phénomène qui s'accroissait de plus en plus au fur et à mesure que s'accroissaient les réserves des caisses primaires. Pour parer à cet inconvénient, les statuts de la Caisse Centrale, qui constitue une société d'assurance mutuelle avec personnalité morale distincte de celles des caisses primaires, ont été modifiés dans le but de réaliser un fonctionnement à deux degrés.

Tout d'abord, dès que les caisses primaires ont dépensé une part déterminée de leurs fonds de prévoyance, la Caisse Centrale met à leur disposition une somme fixée chaque année, et correspondant à un coefficient des sommes assurées: en général 0.25 %. Les ressources de la Caisse Centrale proviennent de versements qui lui sont faits par les caisses primaires et dont le montant correspond en principe à la moitié des cotisations reçues par celle-ci, soit 0.75 %. La Caisse Centrale s'est engagée à fournir aux caisses primaires une subvention au premier degré pouvant

aller au moins jusqu'aux $\frac{4}{5}$ de la contribution qu'elle reçoit de celles-ci.

Lorsque les caisses primaires ont épuisé leurs ressources au premier degré (reliquat du montant des cotisations diminué du versement effectué à la Caisse Centrale; subvention de la Caisse Centrale indiquée ci-dessus) elles recourent à leurs propres fonds de garantie (1.50 %) et épuisent ensuite la moitié de leurs fonds de réserves personnelles. Si ces ressources ne suffisent pas, elles s'adressent à la Caisse Centrale qui les secourt jusqu'à la limite de sa puissance.

Le fonctionnement de ces caisses d'assurances mutuelles a donné, malgré les risques et l'inconnu inhérents à leur originalité, des résultats remarquables. Sans doute, la prime payée est relativement élevée et bien supérieure aux risques pour les périodes moyennes; mais, grâce à la capitalisation des réserves des caisses primaires et de la Caisse Centrale, réserves qui vont chaque année en s'accroissant, il sera possible de réduire les primes à des taux de plus en plus bas.

Au cours des premières années de fonctionnement, les frais de gestion des caisses s'élevaient seulement à 0.15 % des frais généraux assurés, soit $\frac{1}{10}$ du montant maximum de la prime normale. A l'heure actuelle, les intérêts des réserves contrebalancent les frais généraux d'administration. C'est l'excédent de ces intérêts qui permettra de réduire le taux des primes.

Au premier janvier 1922, le chiffre des frais généraux assurés par les sociétés primaires s'élevait à :

La Construction Mécanique et Electrique : 45,000,000.

La Forge : 22,940,000.

La Métallurgie ardennaise : 8,192,000.

La Fonderie : 7,904,000.

L'Automobile : 7,700,000.

La Construction Métallique : 3,948,000.

Le Matériel de Chemins de Fer : 3,427,000.

L'Electro-Métallurgie et l'Electro-Chimie : 2,887,000.

Et celui assuré par la Caisse Centrale métallurgique
à la totalité, soit environ 102,000,000 de francs.

Les ressources de l'ensemble des mutuelles pour
l'année 1921 sont décomposées comme suit :

Réserves totales au 31 décembre 1921 . . 3,550,000

Versements de prévoyance 1,530,000

Garantie de 1922 (appel éventuel seulement) 1,530,000

Total général . . 6,610,000

Depuis la création des caisses, le montant des frais généraux assurés par les industriels adhérents a été régulièrement croissant, sauf entre les années 1914 et 1917, où la fermeture de nombreuses usines, par suite des circonstances de guerre, a causé un arrêt brusque de cette progression. De 2,781,450 francs en avril 1907, il était passé à 44,055,449 francs en janvier 1914, pour tomber, par suite des circonstances exposées ci-dessus, à 30,000,000 au cours des années 1915-16-17. Un accroissement remarquable (le chiffre des frais généraux assurés a plus que doublé) s'est produit de décembre 1918 à janvier 1921 : de 39,000,000 à 101 mil-

lions. Cette progression extraordinaire s'explique, d'une part, par l'augmentation importante que les industriels ont subi sur les différents chapitres de frais généraux susceptibles d'être assurés par les caisses et énumérés ci-dessus. Mais, en dehors de cette cause, il n'est pas douteux que les nombreuses grèves qui ont éclaté en 1919, ainsi que les menaces de grève générale pour le premier mai 1920, ont poussé de nombreux industriels à s'assurer contre des risques, qui, heureusement, ne se sont que partiellement réalisés.

Le montant des indemnités payées au cours des années 1919-20-21 s'est élevé à 4,356,443 francs (1).

Tel est le rôle extrêmement intéressant des Sociétés Métallurgiques d'Assurances Mutuelles contre le chômage forcé; mais — c'est là qu'on reconnaît l'unité et la largeur de vue qui ont présidé à la création des différentes institutions du Comité des Forges de France, — de même que la Caisse Syndicale d'Assurance Mutuelle des Forges contre les accidents du travail, les sociétés métallurgiques d'assurances mutuelles contre le chômage forcé ont pensé qu'« il valait mieux prévenir que réparer. »

Le Comité Central de contrôle, indépendamment de ses fonctions essentielles d'appréciateur en cas de grève, étudie les différents moyens d'améliorer les conditions matérielles des salariés et par conséquent de

(1) Voir en Annexe (Annexe V) une très intéressante statistique dressée par les services des caisses et concernant les conflits au cours des années 1919-20-21.

prévenir leurs motifs de mécontentement. D'une manière permanente, il consacre son attention sur l'organisation du travail (règlement d'atelier) et sur le fonctionnement des institutions ouvrières (caisses de secours, coopératives, habitations à bon marché).

Sur toutes ces questions, il réunit une documentation extrêmement intéressante qu'il met, avec ses conseils auxquels l'expérience de ses membres donne une haute valeur, à la disposition des chefs d'établissements qui font appel à lui (1).

Caisse industrielle d'assurance maritime et de transports. (2)

*Société d'Assurance Mutuelle contre les risques de navigation
et de transports de toute nature.*

Cette société d'assurance mutuelle contre les risques de navigation et de transports de toute nature a été fondée le 13 mars 1917. Son but était de chercher à atténuer, par l'application du principe de la mutualité, les taux prohibitifs que les risques de guerre avaient amené les compagnies d'assurance à établir, assez

(1) Pour être complet, ajoutons qu'au cours de l'année 1921 la Caisse Centrale Métallurgique s'est elle-même réassurée en totalité auprès de la « Caisse Générale Industrielle » (Siège Social, 84, rue d'Hauteville, Paris.)

Au premier janvier 1922, cette dernière assurait un total de frais généraux se décomposant comme suit :

Caisse Centrale Métallurgique	102,000,000
Caisse Centrale Céramique, verre et terres à fer	14,000,000
L'Industrie d'Alsace et de Lorraine	14,000,000
Total	130,000,000

(2) Annuaire, p. 840. (Siège Social, 7, rue de Madrid à Paris.)

empiriquement d'ailleurs. Elle a permis de servir de régulateur de ces tarifs.

Son champ d'action s'est rapidement accru et elle compte aujourd'hui parmi ses adhérents les compagnies de chemins de fer, les grands établissements de l'Industrie Chimique et du Papier, ainsi que les armateurs qui transportent les matières premières de l'industrie.

C'est la première société assurant, sous forme de mutuelle, les risques résultant du contrat de transport.

La société garantit à ses membres la réparation des dommages et pertes matérielles qu'ils peuvent subir, au cours de transports par terre ou par mer, (ces dommages et pertes ont été répartis en quinze groupes); également divers autres risques accessoires.

Les cotisations, d'un taux variant pour chacun des quinze groupes de risques, sont notablement inférieures aux primes demandées par les compagnies d'assurance maritime, aucun capital n'étant à rémunérer.

Conformément aux prescriptions du décret du 22 janvier 1868, la responsabilité des sociétaires est limitée à un appel complémentaire maximum de 10 % du montant des cotisations au fonds de prévoyance payées par eux en cours d'exercice.

Les résultats obtenus sont extrêmement remarquables : depuis sa création et jusqu'au 31 décembre 1920, c'est-à-dire en moins de 3 ans, la caisse a assuré des risques correspondant en capitaux à 2 milliards 835 millions de francs; les cotisations se sont élevées à

52,465,000; les sinistres payés ou évalués à 26,580,000; les frais généraux à moins de 3 % des cotisations.

Les excédents bénéficiaires ont permis de ristourner aux sociétaires des sommes importantes, malgré la constitution de réserves qui atteignent 12,000,000 de francs.

La Caisse, tout en apportant des simplifications et des améliorations dans les stipulations des polices, étudie également de nouvelles formes d'assurances susceptibles d'intéresser ses adhérents.

3. — *Son œuvre spéciale pendant la guerre.* (1).

La longue durée de la guerre, les besoins immenses qu'elle a créés, l'augmentation de la production du métal, le développement prodigieux de la fabrication du matériel de guerre et des munitions devaient naturellement appeler le Comité des Forges à jouer un rôle de première importance. Il n'y a pas manqué et ce serait être injuste envers lui que de lui dénier la contribution, qu'après nos armées, il a apportée à la victoire.

Ce rôle qui, par suite des circonstances et de difficultés exceptionnelles, peut être sujet à critique, s'il lui a valu la reconnaissance presque unanime des pouvoirs publics, lui a attiré — on le verra plus loin —

(1) « Le Comité des Forges au Service de la Nation ». P. PINOT, A. COLIN, Paris, 1919.

de très violentes attaques qui ont eu leur écho à la tribune du parlement.

Le caractère de polémique de ces attaques ne rentrant pas dans le cadre de cet ouvrage, c'est d'un point de vue aussi objectif que possible que sera exposé le rôle joué pendant la guerre par le Comité des Forges et certains de ses organismes.

Pour de nombreux motifs si évidents qu'il est inutile de les énumérer, il est indéniable que le Comité, de par la qualité de ses membres, était particulièrement qualifié pour étudier et chercher la solution des problèmes de production et de fabrication métallurgiques posés par la guerre.

Aussi bien, le gouvernement, dès le début des hostilités, et avant d'être amené par les événements à lui confier des missions officielles, ne se fit-il pas faute de faire appel à sa compétence et à sa collaboration.

Par lettre en date du 23 août 1914, le Ministre de la Guerre, Monsieur Messimy, lui demandait (1) de bien vouloir mettre ses connaissances et l'influence qu'il possédait sur ses adhérents au service de la défense nationale. Il ajoutait qu'il avait invité les directions de son ministère à se mettre en rapport avec les groupements de la rue de Madrid, pour assurer, d'accord avec ceux-ci, la répartition et l'exécution des commandes entre leurs adhérents.

(1) Ainsi qu'aux chambres syndicales du matériel de guerre, de la construction navale et du matériel de chemins de fer.

Après avoir exposé (1) l'état de désorganisation dans lequel la mobilisation avait plongé les usines de l'Etat et de l'industrie privée, par suite du départ aux armées de leurs ingénieurs et ouvriers spécialistes — départ dû à la croyance générale en une guerre de courte durée, — la diminution de production qui résulta tant de l'arrêt d'un certain nombre d'usines que de l'occupation d'une partie du territoire par l'ennemi (2), les énormes besoins qui se révélèrent dès le début de la guerre et la crise des munitions qui en résulta, M. Robert Pinot fait remarquer judicieusement que, pour parer à ce déficit, « trois moyens paraissaient s'offrir :

« Un moyen militaire : reprendre les territoires » occupés et notamment le Bassin de Briey ;

» Un moyen industriel : agrandir les usines métallurgiques, en créer de nouvelles ;

» Un moyen commercial : se procurer autant qu'on » le pourrait du métal à l'étranger. »

Bien que la responsabilité de certains de ses membres, propriétaires d'usines en Lorraine annexée ou occupée, ait été mise en jeu par certains (3), la pre-

(1) R. PINOT. Le Comité des Forges au service de la Nation, p. 74. et suivantes.

(2) Diminution de production de 64 % en fonte, 62 % en acier.

(3) Fernand ENGERAND : La Bataille de la Frontière. BRIEY, août 1914. — Le fer sur une frontière. — La politique métallurgique de l'Etat Allemand. (BOSSARD, éditeur). Discours à la Ch. des D., séance du 1 février 1919.

mière solution n'était pas du ressort du Comité des Forges.

A la réalisation du second moyen, au contraire, le Comité des Forges a largement collaboré en mettant son organisation, tout d'abord à la disposition de ses adhérents, puis de tous les industriels français sans distinction, et en apportant au gouvernement des concours spontanés.

Enfin, il a puissamment contribué à réaliser le troisième moyen en acceptant et en remplissant au mieux, d'une façon désintéressée, certaines missions qui lui furent confiées par le gouvernement.

A. — *CONCOURS SPONTANES*

Dès qu'il apparut que la durée de la guerre serait beaucoup plus longue qu'on ne l'avait prévu et qu'il fallait pourvoir de toute urgence aux besoins croissants de munitions et de matériel, les Maîtres de Forges, et dans la mesure de ses moyens, le Comité, s'employèrent pour augmenter, d'une part, la production du métal; d'autre part, la transformation de ce métal en matériel de guerre.

Pour atteindre le premier but (augmentation de la production nationale de métal) deux moyens se présentaient: la construction de nouveaux hauts-fourneaux et de fours Martin; l'intensification de fonctionnement des appareils existants.

La réalisation d'un pareil programme supposait tout

d'abord le retour aux usines d'une grande partie des spécialistes, non seulement des usines privées, mais même des arsenaux de l'Etat, dont la croyance en une guerre de très courte durée avait motivé la mobilisation. C'était un problème très délicat et compliqué, qui se heurtait à la fois à l'opposition de l'opinion publique et des chefs d'unité et à des difficultés de divers ordres, en particulier à celle de retrouver ces spécialistes, engagés en grand nombre dans une guerre de mouvement. Les industriels durent souvent, car le temps pressait horriblement, aller reconnaître eux-mêmes leurs ouvriers dans les dépôts. Le Comité des Forges organisa la visite de ceux-ci avec le concours d'officiers spécialement désignés par le Ministre et d'ingénieurs capables de discerner les ouvriers qualifiés (1).

Au fur et à mesure que se prolongea la guerre, le service de la main-d'œuvre créé par M. Albert Thomas, sous-secrétaire puis Ministre de l'Armement, dut faire appel successivement à la main-d'œuvre féminine, à la main-d'œuvre étrangère, puis à la main-d'œuvre exotique. Le Comité des Forges, qui avait suivi le Gouvernement à Bordeaux, fut chargé plus spécialement du recrutement de la main-d'œuvre dans la région

(1) « Que dans cette première mobilisation du personnel ouvrier vers » les usines, il y ait eu des erreurs commises, que des soldats se soient » dits métallurgistes ou tourneurs alors qu'il ne l'étaient pas, que » certains patrons aient abusé des facilités qui leur étaient données » pour embusquer l'un des leurs, tout cela est possible.

» Mais ces abus, en fait peu nombreux, furent de bien peu d'importance par rapport au but qu'il fallait atteindre. Il fallait des obus à » tout prix, on eut des obus. » R. PINOT, *op. cit.*, p. 183.

parisienne jusqu'en 1915, date à laquelle, sur sa demande, il fut relevé de cette mission par le Service de la Main-d'œuvre du Ministère (1).

Un bureau permanent du personnel mobilisé en usines resta ouvert au comité et se mit jusqu'à la cessation des hostilités à la disposition de tous les industriels, adhérents ou non, qui s'adressèrent à lui. Le problème de la main-d'œuvre ayant été ainsi résolu, restait celui de la production.

*
* * *

« Le renvoi à l'intérieur des premiers ouvriers spécialistes des usines sidérurgiques et des houillères » permit de maintenir à feu et de rallumer successivement : 20 hauts-fourneaux (le 1/4 de ceux qui nous restaient), et ce premier résultat fut atteint » dès juillet 1915; dans le deuxième semestre de la même année, 20 autres appareils étaient allumés et » une dizaine prêts à entrer en service. On remit » même en activité certains appareils qui étaient restés inactifs depuis plusieurs années pour des raisons diverses, notamment à cause du coût élevé du » prix de revient de leur production (2). »

La « Société des hauts-fourneaux de Rouen », MM.

(1) Dans une lettre en date du 5 août 1915, M. A. Thomas remercia le Comité du concours important qu'il lui avait apporté en cette occasion.

(2) R. PINOT, *op. cit.*, p. 86.

Schneider et Cie, dans leurs usines de Caen, activèrent l'achèvement des travaux déjà commencés à la déclaration de guerre et en même temps entreprirent de nouvelles constructions. C'est ainsi que la première de ces sociétés acheva, en 1916, la construction de 120 fours à coke et put allumer, en avril 1918, deux hauts-fourneaux de 250 tonnes ; la seconde société acheva, en janvier 1917, la construction de 42 fours à coke ; en 1917 et 1918, de deux hauts-fourneaux capables de produire 400 tonnes par 24 heures.

Si l'on veut bien considérer que la construction d'un haut-fourneau de 400 tonnes exige 26,220 tonnes de matières premières et 600,000 heures de travail pour la mise en œuvre et l'assemblage de ces matériaux, on voit que l'augmentation de la production du métal par la construction de nouveaux hauts-fourneaux n'était pas chose simple et ne pouvait être réalisée du jour au lendemain.

Cette lenteur inévitable provoqua d'ailleurs dans le monde des métallurgistes une hésitation bien naturelle à construire de nouveaux hauts-fourneaux. En ce qui concerne ceux de Caen, c'est le gouvernement qui en décida. D'ailleurs, il est à remarquer que, par suite de différentes causes indépendantes de la volonté des producteurs (insuffisance de main-d'œuvre, manque de combustibles, crise des transports, etc...), la capacité de production des hauts-fourneaux disponibles pendant la guerre ne fut jamais atteinte après 1916 (1).

(1) Le rapport de la production réalisée à la production possible est

L'augmentation de la production de la fonte fut également recherchée dans le développement du procédé synthétique appliqué tout d'abord aux usines du Boucau, puis dans d'autres établissements possédant des fours électriques ; procédé qui permettait d'obtenir des fontes aciérées dont l'emploi était tout indiqué pour la fabrication des obus. Dès 1916, ce mode de production donnait un appoint mensuel de 7,500 tonnes.

La solution du problème de l'augmentation de la production de l'acier présentait les mêmes difficultés, mais à un moindre degré, car, en effet, l'installation d'une aciérie Martin ou d'une aciérie Thomas est loin d'exiger une quantité de matières premières et un travail aussi important que celle d'un haut-fourneau (3,720 tonnes de matériaux et 158,000 heures de travail). Aussi les résultats obtenus le furent-ils d'une façon plus rapide et plus importante.

Dès décembre 1915, les 9/10 des appareils disponibles étaient en service, l'accroissement relatif des appareils de production dans la période 1914-1919, doit être évaluée à :

Fours Martin : 100 % ; Convertisseurs : 102 % ;
Fours électriques : 90 % ; Fours à creuset : 105 % (1).

Ces chiffres comprennent les appareils en construction dont l'entrée en service était prévue pour fin 1919

de 100 % en 1916, 72 % en 1917, 56 % en 1918. (R. PINOT, *op. cit.*, p. 89.)

(1) R. PINOT, *op. cit.*, p. 93.

et qui auraient alors permis un accroissement de production de 100 % par rapport à 1914, résultat obtenu en pleine guerre au milieu de difficultés de toutes sortes, alors qu'il avait fallu « neuf années (de 1904 à » 1913) aux Etats-Unis et à l'Allemagne, dont l'essor » métallurgique est souvent cité en exemple, pour » atteindre un accroissement de pareille importance (1). »

En dehors du concours général qu'il apportait à ses adhérents dans ce développement de la production de l'acier, le Comité des Forges de France s'employa, tout d'abord à titre privé, ensuite à titre officiel, à procurer aux sidérurgistes les produits réfractaires nécessaires au montage des fours, produits dont la matière première n'existait pas dans le sous-sol français et qu'avant la guerre l'industrie demandait à l'étranger, notamment à l'Angleterre et à l'Autriche (Styrie).

Lors de la recrudescence de la guerre sous-marine et devant la crainte qu'elle inspira d'empêcher toute importation d'aciers américains sur lesquels on croyait pouvoir compter, le Ministère de l'Armement demanda (décembre 1916) au Comité des Forges d'étudier, en plus des extensions d'usines déjà effectuées ou en cours, la création d'une puissante aciérie Martin dans la banlieue parisienne. En huit jours seulement, le Comité réussit à s'assurer, dans ce but, le concours de toutes les grandes sociétés métallurgiques pour la

(1) R. PINOT, *op. cit.*, p. 95.

souscription du capital nécessaire (40 millions), les options de terrain et le personnel technique. Ce projet fut abandonné sur l'initiative du sous-secrétaire d'Etat des fabrications de guerre, M. Loucheur, (1) qui estima, après examen approfondi, qu'il était préférable de consacrer les efforts disponibles à l'extension des usines existantes.

De même que pour la fonte et pour les mêmes motifs, la capacité totale de production en acier des usines françaises ne fut pas utilisée (2).

De ces exposés et de ces chiffres, il semble donc résulter que les métallurgistes français et le Comité des Forges, dans la mesure qui lui incombait, n'ont pas manqué au devoir pressant que leur imposait la défense nationale.

*
* *

Leurs efforts n'ont pas été moindres pour développer la fabrication du matériel de guerre et des munitions. Dès le début de la guerre, l'importance des approvisionnements, bien qu'inférieure à celle réclamée par certains grands chefs, paraissait suffisante. Bien vite elle se révéla — et heureusement il en fut de même en Allemagne — tout à fait insuffisante.

Il était évident que les arsenaux de l'Etat, même si on leur rendait tout leur personnel technique, seraient

(1) Lettre au Comité des Forges en date du 28 avril 1917.

(2) La production réalisée correspondit en 1916 à 94 % de cette capacité, 74 % en 1917, 59 % en 1918. (R. PINOT, *op. cit.*, p. 97.)

incapables de satisfaire les besoins énormes en munitions que les premiers mois de guerre avaient révélés. Il importait donc de demander à l'industrie privée d'assurer immédiatement la production des munitions, le salut du pays en dépendant.

Le 20 septembre 1914, M. Millerand, alors Ministre de la Guerre, convoquait à Bordeaux la réunion d'où devait sortir toute l'organisation des fabrications de guerre (1).

Le Comité des Forges fut un des premiers à répondre à cet appel. Le Ministre demandait immédiatement à l'industrie, malgré l'état de désorganisation et d'amoindrissement où l'avaient placée la mobilisation et l'occupation d'une partie du territoire par l'ennemi, malgré qu'elle ne fut pas outillée dans ce but, la fabrication de 100,000 obus de 75 par jour.

C'était un problème angoissant qui semblait à peu près insoluble. Jusqu'alors en effet, la fabrication des obus de 75 était assurée par les établissements de l'Etat, au moyen de presses à forger, par emboutissage. Les établissements militaires ne possédaient qu'un nombre relativement peu élevé de ces presses et étant donné l'urgence de la situation, on ne pouvait attendre d'en avoir construit de nouvelles.

En même temps que le problème de la main-d'œuvre,

(1) Dans une conférence faite le 20 mars 1916, à l'Ecole des Sciences Politiques, sur « Les Industries Métallurgiques et la Guerre, » M. R. Pinot a exposé l'œuvre décisive de M. Millerand.

auquel il a fait allusion plus haut, se posait donc un problème de technique tout aussi compliqué.

Afin de permettre d'utiliser la capacité de production de toutes les usines et même d'ateliers de modeste importance, on fut conduit, étant donné que tous les ateliers de construction mécanique étaient munis de tours, à envisager la fabrication d'obus de 75 par un nouveau procédé, évidemment plus coûteux : celui du forage dans la barre d'acier.

A cette même réunion de Bordeaux, il fut décidé que, pour organiser avec la plus grande rapidité possible la fabrication des 100,000 obus de 75 par jour, cette fabrication serait répartie dans toute la France par groupes régionaux, dont plusieurs furent constitués le jour même : Le Creusot, Saint-Chamond, puis Montluçon, Firminy, etc...

Le Comité des Forges fut chargé d'organiser le groupe de Paris qui, sous la direction de M. L. Renault, directeur des « Automobiles Renault », comprenait avec les membres du Syndicat des Mécaniciens, Chaudronniers et Fondeurs, la plupart des grandes firmes d'automobiles de la région parisienne.

Pour remédier aux nombreuses difficultés de tout ordre qui se présentaient sans cesse, M. Millerand réunit tous les huit jours, puis tous les quinze jours, à Bordeaux; ensuite tous les mois à Paris (tradition qui fut conservée par M. A. Thomas), avec les principaux chefs de service du Ministère de la Guerre, puis de l'Armement, les directeurs des grands établis-

ments de l'industrie privée, les chefs des groupes, les représentants du Comité des Forges et de la Chambre Syndicale du Matériel de Guerre. La veille de chacune de ces réunions, une réunion préparatoire avait lieu rue de Madrid, sous la présidence de M. L. Lévy, président de la Chambre Syndicale du Matériel de Guerre. Les intéressés, dont un grand nombre n'appartenaient pas aux organisations syndicales de la rue de Madrid, venaient présenter leurs demandes, exposer leurs difficultés; elles étaient ensuite condensées sous forme de questions claires et précises devant être soumises au Ministre avant la séance officielle.

Cette méthode féconde, qui avait le gros avantage d'éviter les lenteurs des transmissions de bureau à bureau, de service à service, donna des résultats extrêmement satisfaisants et contribua à la réalisation du programme des 100,000 obus journaliers qui, au début, avait paru irréalisable.

Dans la suite, la fabrication des obus de 75 fut perfectionnée par le retour aux procédés normaux de fabrication, grâce à l'achat à l'étranger et à la fabrication en France de l'outillage indispensable (presses à forger.)

Dans cet ordre d'idées, le Comité des Forges rendit également d'importants services.

Sa part dans l'organisation de la fabrication des armes portatives, dont les approvisionnements s'épuisèrent d'une façon inquiétante dès 1915, mérite également d'être signalée.

Le problème était encore plus ardu que pour la fabrication des obus de 75, car ici il s'agissait de fabriquer des pièces au 3/400 de m/m., degré de précision que seul l'outillage des établissements de l'Etat avait jusque là permis d'atteindre.

Pour éviter une longue mise au point et des déboires certains, il fut décidé que, plutôt que de confier à chacun des industriels la fabrication d'un certain nombre de fusils complets, ils seraient spécialisés dans la fabrication d'une pièce unique. Comme d'autre part, on avait constaté, au cours d'une visite faite à la Manufacture d'Armes de Saint-Etienne, que la production journalière ne pouvait dépasser le nombre de celui des éléments constitutifs fabriqués en moins grande quantité, le Comité proposa au Ministre d'entreprendre la fabrication des éléments déficitaires.

« Si l'expérience échouait, on n'aurait pas tout au » moins empiré la situation actuelle; si elle réussis- » sait, si les pièces fabriquées par l'industrie privée » étaient exactes au 1/300 de m/m. près, un sérieux » appoint serait donné à la Manufacture d'Armes et » on pourrait voir dans la suite à faire mieux » encore (1). »

Il en fut ainsi décidé et la fabrication des pièces de chaque élément fut répartie, au cours des réunions qui eurent lieu rue de Madrid, entre divers groupements d'industriels, un seul d'entre eux étant titu-

(1) R. PINOT, *loc. cit.*, p. 196-197.

laire du marché de l'élément complet vis-à-vis du Ministère de l'Armement, les autres étant considérés comme ses sous-traitants.

« Comme il pouvait arriver que dans chaque groupe » la faute ou la négligence d'un seul causât un retard » dans la livraison de l'élément traité, chaque membre » de chaque groupe versa spontanément dans la » Caisse du Comité des Forges un cautionnement im- » portant et reconnu au Comité directeur le droit de » le frapper d'une forte pénalité, s'il y avait faute de » sa part (1). »

Sous la haute direction de M. Galopin, directeur de la Manufacture d'Armes d'Herstal, les constructeurs d'automobiles et de petite mécanique (appareils à broder, appareils cinématographiques, petit outillage, machines, outils, etc...) réussirent dans les délais les plus courts possible à fournir aux manufactures de l'Etat, dans des conditions techniques inespérées, les éléments de plus de 800,000 fusils.

C'est par cette même méthode que l'industrie privée parvint à réaliser des fabrications telles que celle du fusil automatique R. S. C. et de la mitrailleuse Vickers pour l'aviation.

* * *

Dans le cadre des concours spontanés apportés par le Comité des Forges et à un point de vue étranger à celui de la production, il faut citer l'intervention de

(1) R. PINOT, *op. cit.*, p. 197.

l'Union des industries Métallurgiques et Minières et du Comité des Forges dans certaines opérations du Trésor à l'étranger.

Le règlement des achats effectués au dehors pour le ravitaillement de nos armées, l'entretien et le renouvellement de notre matériel de guerre, présentait souvent pour le Gouvernement de graves difficultés, en raison de l'importance des sommes en jeu.

« Préoccupé de soutenir notre change et d'éviter l'exportation de nos réserves d'or, il eut recours à diverses combinaisons financières. »

En ce qui concerne notamment une partie des achats effectués aux Etats-Unis, il demanda à certains industriels français, à qui leur notoriété et leur situation permettaient de demander et d'obtenir des ouvertures de crédit dans les banques américaines, de négocier des opérations de crédit dont les fonds seraient ensuite employés par lui pour effectuer ses paiements aux Etats-Unis.

C'est ainsi que, sur la demande du Gouvernement et après entente avec les représentants du Comité des Forges et de l'Union des Industries Métallurgiques et Minières, fut réalisé le « *French Industrial Credit of November 11th 1916* ».

Un crédit de 100 millions de dollars, divisé en deux tranches de 50 millions, la première faisant l'objet d'une souscription ferme, la seconde susceptible d'une option en un délai de trois mois, était ouvert aux industriels français participants par un syndicat de

banques américaines, composé notamment de la « Guaranty Trust Company », de la « Bankers Trust Cy » et de la Banque Bonbrigt, de New-York.

Le contrat réglait les différentes modalités de ces ouvertures de crédit, réalisables par des traites à 90 jours, tirées par les industriels français sur les banques américaines du syndicat et renouvelables cinq fois jusqu'au 16 juillet 1918.

« Le paiement des traites, après le cinquième renouvellement, était garanti par le dépôt, dans les caisses du syndicat américain, d'obligations du Trésor français émises spécialement dans ce but pour une somme de 50 millions de dollars. A titre de garantie supplémentaire, des titres de pays neutres, d'une valeur totale de dix millions de dollars, devaient être en outre déposés à la Banque de France aux ordres des Banquiers américains (1). »

En définitive, les industriels français ne faisaient que prêter leur signature, pour la création et le renouvellement des traites, en faveur de l'Etat Français qui assumait les frais et les risques de l'opération, opération qui réussit parfaitement.

Elle ne fut d'ailleurs pas réalisée en entier, la première tranche du crédit — 50 millions de dollars — ayant été seule utilisée.

Par la voix de M. Ribot, Ministre des Finances, le Gouvernement exprima ses remerciements à l'Union

(1) R. PINOT, *op. cit.*, 201.

et au Comité des Forges, qui, en l'occasion, s'étaient mis gracieusement à son service.

Le concours de ces deux organismes fut également utilisé pour la réalisation d'une opération analogue en Suisse. En l'espèce, il s'agissait d'une ouverture de crédit, par un groupe de banques suisses, s'élevant à 190 millions de francs suisses. Les avances furent réalisées au moyen de billets à ordre, souscrits par des industriels français à l'ordre d'une banque française, qui présentait les billets à l'escompte d'un groupe de banques suisses, escompte dont le produit était mis à la disposition du gouvernement français.

B. — *MISSIONS.*

Quelque satisfaisants qu'aient été les résultats de l'immense effort entrepris pour augmenter la production de métal et la fabrication du matériel de guerre, l'insuffisance de main-d'œuvre, la privation de nos ressources minières et de nos installations métallurgiques du Nord et de l'Est ne permettaient pas à la production nationale de satisfaire les immenses besoins créés par la guerre. Il fallut donc faire appel au troisième moyen envisagé, moyen commercial : se procurer autant qu'on le pourrait du métal à l'étranger.

C'est dans ce sens que tout d'abord à titre privé, puis à titre officiel, le Comité des Forges eut à assurer l'importation de fontes, d'aciers, de fer-blancs et accessoirement produits réfractaires.

Au début de la guerre, hostile à l'idée du service militaire obligatoire et de la conscription, la Grande-Bretagne avait émis la prétention d'aider ses alliés dans la guerre en pourvoyant à leurs besoins en matériel et en approvisionnements, autant sinon plus qu'en envoyant des troupes sur le continent. C'est ce qui explique qu'au cours de l'année 1914, et contrairement à ce qui se passa dans tous les autres pays, même en Allemagne, la production d'acier de la Grande-Bretagne fut légèrement supérieure à celle de 1913. (2,20 %).

La guerre sous-marine n'existait pas encore, non plus que la rareté du frêt. Aucune difficulté n'empêchait donc à cette époque les industriels de s'approvisionner de métal en Grande-Bretagne, en dehors du souci d'y trouver les qualités requises pour les fabrications de guerre.

Toujours à cette même époque, les stocks français en acier, constitués tant par les marchands de fer que par les usines sidérurgiques, étaient importants. La croyance unanime en une guerre de courte durée n'incitait personne à les augmenter par des importations de métal anglais.

Vers la fin de 1915, lorsqu'il apparut que la guerre serait beaucoup plus longue qu'on ne l'avait pensé tout d'abord, le Comité des Forges créa, à titre privé, un bureau à Londres, dont M. H. de Wendel assura la direction. Ce bureau avait pour mission de faciliter en Grande-Bretagne les achats des usines françaises adhé-

rentes du Comité des Forges; mais, même pour celles-ci, l'intermédiaire de ce bureau n'était, bien entendu, pas obligatoire. Il se contentait de demander aux industriels qui utilisaient ses services, le simple remboursement de ses frais.

Grâce à son activité, le bureau de Londres s'entendit avec des Maîtres de Forges anglais, pour faire remettre en marche cinq hauts fourneaux de Grande-Bretagne, dont la production devait être réservée aux membres du Comité passant leurs commandes par l'intermédiaire du bureau de Londres.

Le Comptoir de Longwy et le Comptoir d'exportation des produits métallurgiques, que la guerre avait privés de toute activité, servirent, à Paris, de correspondants au bureau de Londres. C'est par l'intermédiaire de ces Comptoirs que les demandes des adhérents du Comité étaient transmises à ce dernier bureau.

Sur la demande du Ministre de l'Armement, le Comité des Forges mit cette organisation au service de tous les industriels travaillant pour la défense nationale, qu'ils fissent ou non partie du Comité.

Dans les deux cas, le Comité des Forges n'entendait, en aucune façon, retirer un bénéfice quelconque de son intervention. Ses services, à la demande des industriels qui s'adressaient à lui, effectuaient non seulement les achats de métal en Angleterre, mais suivaient l'exécution et la livraison des ordres, et s'occupaient des transports, du transit et des frêts.

Agissant à titre purement privé, le Comité rencontra les mêmes difficultés que les particuliers.

Cependant les besoins français en métal allaient toujours croissant. A l'opposé, les disponibilités du marché anglais se raréfiaient de plus en plus; d'une part, à cause des besoins militaires de l'armée britannique, qui augmentaient constamment, d'autre part parce que la spéculation s'en mêlait. Les demandes françaises transmises en Angleterre dépassaient les besoins réels de la France; on risquait donc de voir les cours hausser rapidement sur le marché anglais et, si la liberté d'achat était maintenue, les achats satisfaits dans un ordre ne correspondant pas à l'urgence des besoins de la défense nationale.

Ce sont ces considérations qui amenèrent le gouvernement britannique à recourir au contingentement et à demander au gouvernement français l'institution de licences d'exportation contrôlées par les services des divers ministères. En vue d'assurer ce contrôle, fut créée, par décret du 11 mai 1916, une « Commission des Métaux et des Bois » qui, dans la suite, devint la « Commission des Métaux et des Fabrications de Guerre. »

C'est à cette époque que furent confiées au Comité des Forges différentes missions officielles par le Ministère de l'Armement.

1) *Fontes.*

Dans les premiers jours de 1916, en présence des

demandes croissantes de ses propres usines et des consommateurs français, le gouvernement britannique fut amené à établir un contrôle sur les exportations de fontes hématites employées dans la fabrication des obus en fonte aciérée. Il fut établi que, pour cette qualité de métal, et pour les motifs de spéculation indiqués ci-dessus, les demandes d'exportations dépassaient de beaucoup les capacités de production des usines anglaises, en même temps que les besoins réels des consommateurs français.

Le régime des licences d'exportation se montra insuffisant dès sa mise en application; c'est ainsi que le gouvernement britannique se trouva amené à demander au gouvernement français de centraliser toutes les demandes de fontes et à réclamer la création de l'acheteur unique.

A la suite de négociations qui eurent lieu entre les deux gouvernements, M. Albert Thomas, sous-secrétaire d'Etat de l'Artillerie et des munitions, chargea, par lettre en date du 6 mars 1916, le Comité des Forges de centraliser tous les achats de fontes hématites en Grande-Bretagne.

Déjà, à la fin de l'année 1915, lorsque le Comité, en vue de la création de son bureau privé à Londres, avait demandé au sous-secrétaire de l'Artillerie et des munitions une attestation de mission en faveur de M. H. de Wendel, M. Albert Thomas, dans sa réponse du 2 novembre, avait eu l'occasion d'exposer au Comité sa façon de voir sur le fonctionnement des bureaux, dont

la création était envisagée par le Comité, tant à Londres qu'à Paris, « au moins en ce qui concerne leurs rapports avec le sous-secrétariat de l'Artillerie et des munitions et la Commission de Londres » (1). (Lettre de M. A. Thomas au Comité des Forges, 2 novembre 1915.).

Dans cette lettre, M. A. Thomas ajoutait — ce qui ° confirmait bien le caractère alors privé de la création du Comité des Forges — qu'il demeurerait « bien entendu que toute maison française qui serait désireuse de se passer de l'intermédiaire du Comité des Forges aurait la faculté de s'adresser directement au sous-secrétaire de l'Artillerie et des munitions et par lui à la Commission de Londres. »

Au contraire, dans sa lettre du 6 mars 1916, M. A. Thomas précisait formellement qu'à la demande et avec l'agrément du gouvernement britannique, les achats français de fontes hématites en Angleterre devaient être désormais centralisés par le Comité des Forges. Cette décision impliquait, pour ces qualités de métal, que l'intermédiaire du Comité devenait obligatoire.

En demandant à ce dernier de faire connaître d'urgence sa décision aux intéressés, M. A. Thomas s'engageait à s'efforcer d'obtenir de M. Lloyd George que la production des hauts fourneaux rallumés en An-

(1) La Commission de Londres était un organisme officiel dépendant du sous-secrétaire de l'Artillerie et des Munitions, dont le rôle était d'obtenir du gouvernement britannique des autorisations de fournitures et d'exportation en faveur des industriels français.

gleterre par les soins du Comité des Forges lui fût expédiée, sans que les formalités d'autorisation d'exportation fussent nécessaires. Toujours dans le même but de centralisation réclamée par le gouvernement anglais, il demandait au Comité d'étudier les besoins français en riblons et produits réfractaires anglais. « Je compte, ajoutait-il, sur le patriotisme de vos adhérents pour comprendre qu'en ce moment il n'y a pas *des* usines françaises, mais *une seule* usine dont j'ai l'honneur d'être le chef et chacun d'eux mes associés pour le but commun : la Victoire. »

Par lettre en date du 5 mai 1916 et en précisant les formalités à remplir, M. A. Thomas étendait les missions du Comité des Forges, à « toutes les autres fontes anglaises y compris les fontes ordinaires, spiegels, ferro-silicium et ferro-manganèse, dont la sortie d'Angleterre est actuellement prohibée », également aux fontes de toutes natures, destinées tant aux usines françaises qu'aux usines suisses et portugaises travaillant pour le gouvernement français (lettres du sous-secrétariat de l'Artillerie et des munitions des 27/6, 12/7/16, 4/1/17), enfin aux fontes américaines achetées et transportées par l'Etat, ainsi qu'à celles produites par les hauts fourneaux de Rouen, de Caen et le four électrique du Boucau, — les seules fontes françaises qui fussent à cette époque achetées à la production, par l'Etat (lettre au Comité des Forges de la direction des Forges en date du 3/9/17, du ministère

de l'Armement et des fabrications de guerre des 31/12/17 et 21/5/18).

C'est dans la lettre en date du 5 mai 1916 que se trouvent indiquées les grandes lignes de la procédure à suivre pour la centralisation et la transmission de ces achats de fonte en Angleterre par l'intermédiaire du Comité des Forges.

« Les marchés étaient conclus au nom du Comité des Forges (1), de façon que chaque producteur anglais put opérer comme s'il avait affaire à un acheteur ordinaire, ce qui n'aurait pu avoir lieu entre gouvernements. »

En dehors de la centralisation et de la transmission des demandes en Angleterre, le Comité des Forges suivait l'exécution et la livraison des commandes.

Des difficultés de toutes sortes, provenant de la guerre, ne contribuèrent pas à simplifier sa tâche, bien au contraire. Pour éluder celles provenant de la rareté du frêt et de la crise des transports, le Comité dut affréter des navires pour des périodes de six mois, une année, et même pour la durée de la guerre. Pendant

(1) R. PINOT, *op. cit.*, p. 129.

Il est à remarquer que, syndicat professionnel, le Comité des Forges n'était pas légalement qualifié pour accomplir de semblables opérations commerciales.

En sa faveur, il pourrait évidemment faire valoir :

1) Les circonstances exceptionnelles de l'état de guerre ;

2) La mission officielle dont il était investi par le pouvoir exécutif, qui néanmoins, ne peut, constitutionnellement, autoriser des dérogations à une disposition légale impérative.

3) Que, n'ayant pas pour objet la recherche de bénéfices, ses actes de commerce sont assimilables à ceux, tolérés par la jurisprudence, des syndicats agricoles qui achètent des engrais ou des semences, qu'ils revendent à leurs membres au prix coûtant.

certaines périodes critiques, où il était impossible d'obtenir des wagons, même pour des expéditions importantes, il dut s'entendre avec le 4^e Bureau de l'Etat-Major pour assurer ses expéditions au moyen de trains complets.

Malgré tous ses efforts, il arriva souvent que le métal fut immobilisé pendant des mois entiers dans des parcs de stockage.

Le règlement avec les acheteurs français s'opérait de la façon suivante : n'étant pas un organisme commercial, et ne possédant pas, par suite, les fonds de roulement nécessaires, le Comité des Forges, qui devait payer les fontes aux producteurs anglais au moment de l'embarquement, demandait, chaque mois, aux consommateurs français le versement d'une provision proportionnée au tonnage réclamé par ceux-ci. Les fontes étaient facturées mensuellement à un prix provisoire et, en fin de semestre, un prix de revient définitif établi pour chaque catégorie de fontes .

Tel fut le rôle du Comité en matière d'importation et de répartition de fontes jusqu'au 30 juin 1918.

Il a été indiqué plus haut qu'en ce qui concerne les fontes françaises, son rôle était extrêmement réduit, puisqu'il ne s'appliquait qu'à celles d'entre elles achetées à la production par l'Etat (fontes des hauts fourneaux de Caen, de Rouen et du four électrique du Boucau).

Il en résultait que la presque totalité de la production française n'était assujettie à aucune centralisa-

tion. Les demandes des consommateurs étaient seulement soumises au visa des contrôles de fabrication intéressés; par suite, le contrôle du Ministère de l'Armement, au point de vue que la réparation suivant l'urgence des besoins, s'exerçait difficilement. Enfin, les prix de revient des producteurs français variant avec les conditions très différentes d'approvisionnement en matières premières, les prix de vente variaient également dans des proportions assez importantes. Il y avait là quelque chose de choquant, puisque l'ensemble des producteurs et des transformateurs pouvait être considérés comme travaillant pour un seul et même client : la défense nationale.

C'est pour remédier à cet inconvénient que le ministre de l'Armement organisa la péréquation générale des fontes étrangères et des fontes françaises de toute provenance. La mise en vigueur de ce nouveau régime, — exposé dans une lettre de M. Loucheur au Comité, en date du 18 mars 1918, — qui était prévue pour le 1er juin, fut reporté par circulaire ministérielle au 1er juillet de la même année.

Au premier degré, c'était la « Commission Interministérielle des Métaux et des Fabrications de guerre », qui, d'accord avec le ministre de l'armement, fixait pour chaque trimestre les tonnages de fonte, que les divers départements ministériels ou services publics pouvaient recevoir.

Au second degré, le « Service des produits métallurgiques » établissait les tonnages individuels accordés à

chaque consommateur, après avoir pris l'avis d'un Comité Consultatif composé de consommateurs producteurs et de consommateurs non-producteurs .(1).

C'est sur ces bases et sous le contrôle du «Service des produits métallurgiques,» que le Comité des Forges procédait à la répartition effective de toutes les fontes tant françaises qu'étrangères. Celles-ci étaient facturées aux consommateurs à des prix dits: de péréquation.

Une « Chambre de Compensation des fontes » fut constituée à la demande du ministère de l'Armement et sous son contrôle. Gérée par des producteurs, elle revêtait, suivant la suggestion de M. Loucheur, la forme d'une société anonyme à capital et à personnel variables. Le fonctionnement et le rôle de cette Chambre de Compensation sont exposés dans les lettres du Ministre de l'Armement au Comité en date des 18 mars, 3 avril, 6 avril et 24 juin 1918, ainsi que dans trois circulaires destinées aux consommateurs. (2).

C'est cette Chambre de Compensation qui effectuait les règlements de compte avec les usines productrices françaises sur la base de prix dits «prix particuliers de vente», établis par le Service des produits métallurgiques, d'après les conditions spéciales de fabrication de chaque usine.

(1) Comité créé par circulaire du Ministère de l'armement, n° 12,414.

(2) Circulaires n° 12,413, 12,414, 13,182, P/M 6/3: « Centralisation, répartition et péréquation des fontes sous le contrôle de l'Etat ». (Publication du Ministère de l'Armement et des fabrications de guerre. G. COBLANZE, 62, rue Montmartre, éditeur.)

Ce régime de centralisation, répartition et péréquation resta en vigueur jusqu'au 31 décembre 1918, date à laquelle il fut supprimé par décision du Ministère de la Reconstitution industrielle (1).

Les opérations de la Chambre de Compensation portèrent sur un tonnage global de 667,000 tonnes, dont 296,000 prélevées par les producteurs eux-mêmes pour leur propre consommation, et 371,000 livrées aux consommateurs. Les livraisons effectuées directement par le Comité s'élevèrent à 218,000 tonnes, se décomposant comme suit : 164,000 tonnes importées de Grande-Bretagne, 10,000 des Etats-Unis, 44,000 des hauts fourneaux de Caen et de Rouen, et du Boucau. Si l'on envisage globalement la période du 1er janvier 1916 au 31 décembre 1918, les tonnages dont la livraison a été assurée par le Comité des Forges, s'élèvent à 1,305,184 tonnes et leur valeur à 416,200,000 francs correspondant à plus de quarante qualités et aux demandes de plus de 800 consommateurs. Ainsi qu'il a été indiqué plus haut et, aussi bien avant la période où il a agi à titre privé qu'après le 1er juillet 1918, date à laquelle il devint simple organe d'exécution sous le contrôle du ministère de l'Armement, le Comité des Forges a prétendu ne prélever aucun bénéfice sur les importantes opérations qu'il a été amené à effectuer. Il s'est contenté de réclamer le remboursement de ses frais généraux qui, de 0,65 % pendant le 1er

(1) Lettre au Comité des forges en date du 6 janvier 1919.

semestre 1916, s'étaient abaissés, pendant le 1er semestre de 1918, à 0,42 %.

2) *Aciers.*

L'activité du Comité des Forges en matière d'approvisionnement en aciers s'est exercée à peu près dans le même cadre qu'en matière de fontes : tout d'abord sous le régime de la liberté, à titre privé, par l'intermédiaire de son bureau de Londres; puis sous le régime du contrôle de la « Commission inter-ministérielle des Métaux », à partir du 11 mai 1916; enfin, par suite de la décision ministérielle du 31 août 1917, et à la demande du gouvernement britannique, sous le régime de l'acheteur unique : Comptoir d'exportation des produits métallurgiques.

Il est à noter qu'au cours de la seconde période, un consortium fut créé pour subvenir aux besoins en aciers des marchands de fer, dont la clientèle ne travaillait pas directement pour la défense nationale, ou bien travaillait pour la consommation civile.

En dehors des marchands de fer, les industriels français, sous réserve du visa de la Commission des Métaux, n'avaient pas à passer par l'intermédiaire de ce consortium et pouvaient s'adresser en Angleterre, soit directement, soit par l'intermédiaire du Comptoir d'exportation.

Le Consortium des Marchands de fer ne manqua pas d'ailleurs de s'adresser au Comptoir, ce qui semble établir que ses services étaient suffisamment satisfaisants. En dehors d'une production mensuelle de 900

tonnes en provenance d'usines françaises, qui avait été réservée aux marchands de fer, le Comptoir obtint, grâce à de nombreuses interventions auprès du gouvernement, qu'un tonnage mensuel de 10,000 tonnes fut réservé au Consortium par le gouvernement britannique.

C'est seulement à partir de la décision interministérielle du 31 août 1917 (J. O. du 5/9/1917) que le Comptoir d'exportation devint l'acheteur unique et c'est sur la demande pressante du gouvernement britannique qu'il le devint. (Déclaration à la Chambre des Communes de M. G. Wardle, secrétaire parlementaire du Board of Trade, séance du 24 avril 1918).

Le contingent accordé par le gouvernement britannique était de 40,000 tonnes par mois, et sa répartition fut, comme pour les fontes, assurée par le Comptoir d'exportation sous le contrôle de la Commission des Métaux.

De même que dans la lettre adressée par le Ministre de l'Armement au Comptoir d'exportation à la date du 21 juillet 1917, au sujet de l'importation des 10,000 tonnes destinées mensuellement au Consortium des marchands de fer, la décision interministérielle du 31 août 1917 spécifiait qu'après remboursement au Comptoir de ses différents frais, « les excédents de recettes qui pourraient provenir des opérations seraient réservées au trésor au titre des » Recettes accidentelles des ministères. «

Bien que le Comptoir d'exportation fût un organis-

me commercial, il était donc bien établi qu'il ne devait faire aucun bénéfice sur les opérations qu'il était appelé à traiter, par suite de la mission officielle qui lui était confiée.

Le contrôle des opérations du Comptoir fut attribué à un officier supérieur par décision ministérielle du 8 septembre 1917 ; la vérification financière, à un contrôleur général d'armée.

Du 31 août 1917 au 3 décembre 1918, le Comptoir d'exportation a assuré aux industriels travaillant directement pour la Défense Nationale la répartition de 66,848,350 tonnes correspondant à une valeur de fr. de 49,311,742 et, au consortium des marchands de fer, de 71,627,906 tonnes, correspondant à une valeur de fr. 49,264,143.

3) *Fers-blancs.*

Le Comptoir d'exportation fut également chargé, par lettre du ministère de l'armement en date du 11 mars 1917, de centraliser les achats de fers blancs de provenance française et anglaise. Cette décision fut encore prise à la demande du Gouvernement britannique, qui voyait avec inquiétude la production de ses usines engagée pour plus d'une année à l'avance.

A la suite d'un accord entre les deux gouvernements, le contingent attribué à la France, à partir du 1er avril 1917, fut fixé à 5,000 tonnes par mois. Mais les quantités réellement importées furent très souvent inférieures à ce chiffre. La situation était critique;

d'une part, en raison des besoins croissants de l'armée ; d'autre part de la diminution très sensible de la production française, dûe à l'insuffisance des approvisionnements en charbon et en étain.

Sous le contrôle de la Commission des Métaux et d'accord avec la Commission française des munitions et le ministère des Munitions britannique, le Comptoir d'exportation s'efforça, par l'intermédiaire du bureau créé à Londres par le Comité des Forges, d'obtenir des usines anglaises fabriquant le fer-blanc pour la France une augmentation sensible de production, en répartissant entre celles-ci les demandes par qualité et par épaisseur. Cette centralisation permit une exploitation intense des moyens de transports, d'abord pour le stockage dans le port de Swansea, puis pour l'importation dans le port de Rouen, par navires complets.

A côté de la Commission des Métaux siégeait un organe consultatif, le « Comité du Fer-Blanc », créé en mars 1917 par les ministères de l'Armement et du Commerce et composé, avec des représentants des services de ce ministère, de producteurs et de consommateurs. Ce Comité examinait les ressources, décidait les répartitions, fixait les priorités, contrôlait les prix, d'accord avec la Commission des Métaux qui transmettait ses instructions au Comptoir d'exportation chargé d'assurer les répartitions effectives.

Dans la suite, le Comptoir d'exportation eut également à s'occuper de l'importation de fers-blancs d'ori-

gine américaine achetés par M. Tardieu, haut-commissaire de la République, à des prix qui étaient soumis à la péréquation.

Le Comptoir effectuait les opérations financières correspondant aux achats réalisés en Angleterre; il eut également à organiser la manutention et la réexpédition des fers-blancs des ports dans les principaux centres de consommation. Cette dernière opération étant rendue très difficile par suite de la crise aiguë des transports, le Comptoir fut amené à créer des magasins de stockage au quai d'Austerlitz, à Auber-villiers, au Havre, à Rouen, Nantes, Marseille, Roanne, Bordeaux et Lapalisse.

Ses opérations ont porté sur un total de 66,671,164 tonnes de fer-blanc, correspondant à une valeur de 85,179,274 francs.

4) *Produits réfractaires.*

Pour ces produits nécessaires à l'entretien des fours et dont le principal est la magnésie, la France était, avant la guerre, tributaire de l'étranger (Angleterre, Styrie).

Jusqu'en 1915, la métallurgie put vivre sur les approvisionnements qui existaient à la mobilisation et grâce à un appoint importé d'Angleterre. Par suite de l'accroissement de la consommation anglaise et de la demande française due au développement de la fabrication de l'acier Martin, la Grande-Bretagne, qui est un pays transformateur mais non producteur de ces

produits, fut dans l'impossibilité de continuer à pourvoir aux demandes françaises.

Sur la demande du sous-secrétaire d'Etat aux munitions, le Comité des Forges fut chargé de rechercher des moyens de satisfaire ces besoins.

Dans la seconde moitié de 1915, le Comité des Forges avait déjà passé différents marchés avec les producteurs de l'île d'Eubée, « seule région d'Europe avec la Chalcidique qui, en dehors des pays ennemis, renfermât des gisements de magnésite alors exploités. » (1).

Mais la guerre sous-marine qui sévissait en Méditerranée était loin de faciliter le transport de ce produit; en outre, en considération de la tournure défavorable que pouvaient prendre les événements militaires d'Orient, le Comité des Forges fut amené à envisager la constitution de stocks de carbonate de magnésie très importants. Dans une lettre en date du 2 janvier 1917, adressée au ministère de l'Armement, il exposait, avec sa façon de voir pour la réalisation de l'opération, ses appréhensions quant aux pertes futures qui pourraient résulter, à la fin des hostilités, de l'importance des stocks constitués. Par lettre en date du 11 février 1917, le Ministre de l'Armement se déclarait, sous certaines réserves, disposé à assurer les risques de l'opération.

C'est dans ces conditions qu'elle fut entreprise et réalisée. Le Comité s'entremet ensuite pour faire ef-

(1) R. PINOT, *op. cit.*, p. 161.

fectuer la calcination et le briquetage de la magnésie, opération relativement difficile, la fabrication française étant jusqu'alors peu expérimentée dans ce genre d'opération.

En 1916, il passa un contrat en Italie pour l'exportation de gisements situés dans les environs de Livourne. Dans un esprit de prévoyance, il envoya même une mission en Nouvelle-Calédonie, malgré les difficultés de tout ordre qu'un approvisionnement en un lieu si éloigné n'aurait pas manqué d'entraîner.

Là encore le Comité entendit apporter gracieusement son concours et facturer les produits au prix coûtant.

De 1916 à 1918, il assura des importations correspondant à environ 28,000,000 de tonnes de magnésie calcinée, représentant une valeur commerciale de 5 millions 1/2 de francs.

CHAPITRE IV

Critiques et Conclusion

1° Parallèle avec les institutions similaires à l'étranger.

Aux *Etats-Unis*, c'est l' « United States Steel Corporation », ou trust de l'acier, où toutes les sociétés sont dominées, puis absorbées par l'une d'entre elles; où la concentration industrielle a poussé à l'extrême les dimensions des usines; où se trouve réalisé le triomphe de l'intégration: extraction des matières premières, fabrication des demi-produits; transformation en produits fabriqués de tout genre, moyens de transports par fer et par eau; services administratifs, techniques et commerciaux, tout est concentré sous la direction du trust.

Le souci des intérêts commerciaux domine nettement celui des intérêts professionnels.

Au cours de l'exercice 1920 (1er janvier-31 décembre), malgré le contrôle de l' « Industrial Board of the Department of Commerce », et bien que la demande de produits métallurgiques pendant le premier

semestre de l'année 1920 eût permis de coter des prix bien supérieurs, les prix de vente intérieure pratiqués par la « Steel Corporation » n'en ont pas moins laissé aux intéressés des bénéfices considérables, malgré l'augmentation des salaires, des tarifs de transports, et du prix des matières premières.

A cette époque, la « Steel Corporation » contrôlait 145 usines possédant 124 hauts fourneaux, 38 convertisseurs, 333 fours Martin, 699 laminoirs, 22 fonderies, 30 ateliers de galvanisation, 20 ferblanteries. Le Trust possédait en outre 130 mines de fer, avec deux ports d'embarquement sur le Lac Supérieur pour le transport du minerai (24,000,000 de tonnes en 1920); un grand nombre de concessions houillères, notamment dans la région située au sud des Grands-Lacs, avec 73 cokeries contenant 23,400 fours à ruche et 2,558 fours à récupération; des concessions de gaz naturel et de pétrole (production en 1920: 20 milliards de pieds cubiques de gaz naturel, 124,000 barils d'huile brute, 1,400,000 gallons d'essence.) Il exploitait 993 miles de voies ferrées, sans compter les lignes de raccordement et d'exploitation, avec 1,470 locomotives et 63,000 wagons à voie normale qui lui appartiennent. Sa flotte se composait de 23 navires, 89 steamers et 236 chalands. (1).

Le chiffre de ses ventes en 1920 s'est élevé, sur le marché intérieur, à 14,183,352 tonnes (de 1,016 kgs)

(1) Au 15 décembre 1920, le capital actions de la « Steel Corporation » atteignait près de 9 milliards de francs; son capital obligations: 5 milliards 1/2. (Cours conventionnel du dollar: dix francs.)

— (augmentation de 13,7 % sur 1919) — correspondant à une valeur de 1,071,739,500 dollars (augmentation de 17,9 % sur 1919) et à l'exportation de 1,708,100 tonnes (diminution de 17,4 % sur 1919) correspondant à une valeur de 147,905,404 dollars (diminution de 10,5 % sur 1919). (1).

Tout est centralisé et contrôlé par le trust : Absorption et fusion à l'extrême, tel est le caractère de l'industrie sidérurgique américaine.

Par le fait que plus de la moitié de la production (56 %) est assurée par ses usines, la « steel corporation » possède une action puissante sur le contrôle des prix intérieurs et est arrivée à monopoliser pour ainsi dire l'exportation. Sur un chiffre total d'exportation de produits finis de 2,268,575 tonnes en 1912, le trust a exporté 2,235,570 tonnes.

Par le groupement professionnel que représente le Comité des Forges, par l'organisation articulée que constituent ses comptoirs, par la vie individuelle qu'ont conservée les entreprises, la sidérurgie française est loin d'avoir atteint un degré de concentration et d'intégration aussi poussé, degré qu'il n'est d'ailleurs pas souhaitable de voir se réaliser, car les conséquences qu'il comporte ne sont pas sans danger pour la liberté commerciale et pour les consommateurs.

. . .

(1) Extrait du rapport sur les résultats de l'exercice 1920. Bulletin du Comité des Forges, n° 3,582, 20 avril 1921.

En *Allemagne*, on ne trouve pas non plus d'institutions analogues au Comité des Forges de France.

Le danger toujours croissant de surproduction a tout naturellement guidé les industriels allemands à constituer, en vue de la vente, des ententes qui, temporaires et bénévoles au début, ont rapidement acquis un caractère de stabilité et d'organisation fortement disciplinée conforme à l'esprit germanique. C'est donc également dans une conception beaucoup plus commerciale que professionnelle que se sont constitués les groupements d'industriels allemands. L'objet de ces groupements a été la création d'un bureau de vente unique, non pas pour la commodité individuelle des adhérents, mais pour assurer leur contrôle mutuel.

Les divers syndicats allemands (syndicats des houilles, du coke, de la fonte, de l'acier) sont organisés sous forme de sociétés commerciales, qui monopolisent l'achat et la vente des produits de leurs adhérents. L'organisation de ces syndicats est telle qu'elle leur permet de contrôler, avec une parfaite exactitude, les tonnages et les prix. Ce sont des instruments de contrainte très perfectionnés.

En dehors de ces syndicats de vente, il existe bien une « Union Economique de la Métallurgie » (*Eisenwirtschaftsbund*), mais il est difficile de donner actuellement des précisions sur cette organisation, car elle est en pleine période de reconstitution. D'après un projet de loi du Ministère de l'Economie d'Empire, cette Union deviendrait un organisme agissant de sa

propre autorité, alors que précédemment il n'était qu'un organisme de contrôle, où le rôle exécutif était réservé au Gouvernement pour tout ce qui concerne les questions d'importation et d'exportation, de réglementation du marché intérieur, etc. Seule, la fixation des prix était dévolue à l'Eisenwirtschaftsbund. D'autre part, alors que jusqu'à présent le nombre de représentants des producteurs était égal au nombre des délégués ouvriers et des consommateurs, à l'avenir, le nombre de délégués des ouvriers sera le même que celui des délégués des producteurs et des consommateurs, si bien qu'en cas de conflit, les délégués ouvriers resteront les arbitres.

On voit que, soumis à la tutelle du Gouvernement, portant l'empreinte des tendances socialistes qui ont inspiré le vote de la récente loi d'empire sur les « Conseils d'exploitation », cette organisation ne ressemble en rien à l'organisation française de la sidérurgie.

* * *

C'est également vers un but presque purement commercial que s'orientent les ententes, d'ailleurs relativement récentes, des producteurs sidérurgiques, en *Angleterre*. Plus souples et moins autoritaires que les syndicats allemands, ces ententes sont loin de correspondre à un degré de concentration et d'intégration aussi poussé que celui réalisé par l'industrie américaine.

Au point de vue de la production, des groupements puissants se sont néanmoins constitués qui visent, sous la direction effective du même chef, à coordonner les efforts d'entreprises ayant pour objet la même opération métallurgique et d'autres entreprises effectuant des opérations complémentaires; ceci dans le but d'obtenir, grâce à une division du travail poussée très loin, un produit manufacturé donné, d'un prix de revient aussi bas que possible, capable de lutter contre la concurrence étrangère grandissante.

Ces ententes ont conclu avec leur clientèle des conventions collectives d'un genre très particulier : des avantages spéciaux, sous forme de ristournes payées à des époques déterminées, sont consenties à cette clientèle, sous la condition expresse qu'elle réserve toutes ses commandes sans exception aux métallurgistes associés, pendant une période déterminée, toujours assez longue. Cette pratique, qui était en usage depuis de longues années dans l'industrie navale britannique, a de plus en plus tendance à se répandre dans la métallurgie.

Parmi ces groupements industriels de la sidérurgie anglaise, on peut citer : « La Fédération Nationale du Fer et de l'Acier » (National Federation of Iron and Steel Manufacturers), qui constitue l'un des plus importants à l'heure actuelle. (1).

* * *

(1) « L'Iron and Steel Institute » est une association purement scientifique.

On a vu au cours des trois premiers chapitres quelle était l'organisation et le fonctionnement du Comité des Forges en même temps que des organismes qu'il a su créer.

Quel que soit le jugement que l'on porte sur son œuvre, il n'est pas douteux qu'en présence du mouvement de concentration et d'intégration industrielle, qui depuis plus d'un demi-siècle se fait sentir d'une façon particulièrement intense dans l'industrie sidérurgique, une organisation de ce genre s'imposait pour permettre à l'industrie française de lutter, avec quelques chances de succès, contre la concurrence étrangère.

Dans le cadre de la loi française et comparé aux institutions étrangères, le Comité des Forges de France, syndicat professionnel patronal, représente une organisation originale qui, malgré les accusations d'oligarchie industrielle portées contre lui, est loin de présenter un caractère aussi tyrannique que le trust américain ou le cartell allemand.

La solution commerciale qu'il a su trouver par la création de Comptoirs est conforme à notre esprit français. « Le Comptoir, organisme simple, clair et sans détour, se développe avec le besoin qui l'a fait naître ou disparaît avec lui, aidant sans jamais l'en-traver, l'évolution nécessaire. » (P. de Rousiers).

2° Le Comité des Forges devant la Nation.

Le Comité des Forges de France, comme toutes les organisations puissantes, a été l'objet de violentes critiques pour le rôle qu'il a joué avant, pendant et depuis la guerre.

Ces critiques, formulées dans divers écrits et discours, ont été reprises et développées par certains journaux, particulièrement à l'occasion de la question du bassin de Briey.

Elles ont été portées à la tribune de la Chambre des Députés au cours des séances des 24 janvier et 1er février 1919.

Au cours de l'interpellation assez confuse qui eut lieu à cette occasion et un peu au hasard des interruptions, il fut tour à tour question de l'affaire des métaux, de la condition d'avant-guerre de l'industrie métallurgique française, de l'affaire des carbures, de plomb, de nickel, d'accaparement et du Bassin de Briey. Elles ont revêtu tantôt un caractère de polémique, tantôt un caractère politique ou militaire qu'il ne convient pas d'examiner ici.

D'ailleurs, à la suite de cette interpellation, la Chambre des Députés ayant décidé la nomination d'une Commission d'enquête de 44 membres pour examiner « le rôle et la situation de la métallurgie », il importe de ne pas préjuger des conclusions de cette commission.

Néanmoins et sans vouloir entreprendre la défense du Comité des Forges qui se défend lui-même, il est

intéressant d'examiner certaines de ces critiques d'ordre plus spécialement juridique ou économique.

Tout d'abord, et c'est un point de vue qui semble avoir échappé aux adversaires du Comité, il faut bien remarquer qu'il existe rue de Madrid de nombreuses organisations qui, sous des formes légales diverses (syndicats professionnels, union de syndicats, sociétés anonymes, etc.), ont chacune une personnalité morale propre. Sans doute, ces organisations ont des rapports plus ou moins étroits, souvent très étroits, avec le Comité des Forges qui, dans beaucoup de cas, en a été le créateur; sans doute, les conseils d'administration, de ces différents organismes ont, dans bien des cas, des membres communs. Il n'est pas niable que, par suite de ces différents liens, une unité de vue se manifeste souvent dans leurs actes. Néanmoins, on ne saurait prétendre qu'à toute occasion la responsabilité du Comité des Forges se trouve engagée.

Elle ne peut pas l'être davantage par les actes privés de certains de ses membres, qui peuvent avoir et ont effectivement des intérêts, souvent élevés, dans des entreprises commerciales de natures diverses, qui, parfois, n'ont rien à voir avec les intérêts professionnels des sidérurgistes français représentés par le Comité des Forges.

Les conceptions de celui-ci peuvent ne pas rencontrer l'approbation générale; néanmoins il est piquant de remarquer que parmi ses détracteurs figurent ceux-là mêmes qui reprochent à l'industrie française de

n'avoir pas su s'organiser. Or, il est indéniable qu'à ce point de vue, le Comité des Forges a réalisé une œuvre remarquable, qui lui fait honneur.

Pour la période d'avant-guerre, on a reproché à l'ensemble des métallurgistes français, et par suite au Comité des Forges, de n'avoir pas su tirer suffisamment parti des importantes richesses minières de notre sous-sol et d'avoir, à l'abri de droits de douane protecteurs, pratiqué « Le Malthusianisme économique ».

Par ses diverses publications « La Sidérurgie française », le « Comité des Forges de France au service de la Nation » (M. R. Pinot), bulletins divers, le Comité des Forges a fait justice de ces accusations, en s'appuyant sur des chiffres d'incontestable authenticité.

Pour apprécier l'effort de la sidérurgie française d'avant-guerre, il est indispensable d'examiner les conditions dans lesquelles s'effectuait la production et plus particulièrement celles de ses approvisionnements en matières premières.

Tout le monde sait que ces dernières sont : le minerai de fer, le coke et le charbon.

Or, si la France est très favorisée au point de vue de ses ressources en minerai de fer, il n'en est malheureusement pas de même au point de vue de la houille.

D'une enquête décidée à Mexico par le Congrès géologique International, il ressort que les deux pays d'Europe les plus favorisés en minerai de fer sont l'Allemagne et la France, le chiffre des ressources pour le premier pays étant évalué à 3 milliards 600

millions de tonnes; celui de la France à 3 milliards 300 millions de tonnes (bien avant l'Angleterre, 1 milliard 300 millions). Il est évident qu'à ce point de vue la France occupe une situation tout à fait privilégiée.

Les 9/10 (3 milliards de tonnes) de ses ressources sont localisées en Meurthe-et-Moselle, dans les bassins de Nancy, Briey, Longwy. C'est seulement après 1895, après la découverte du Bassin de Briey et la mise en application du procédé Thomas et Gilchrist pour l'utilisation des fontes phosphoreuses (qualité fournie par le minerai de Meurthe-et-Moselle), que la production française put prendre un essor en proportion avec les ressources minières du pays.

L'extraction du minerai de fer qui, de 1875 à 1895, était passée seulement de 2,500,000 tonnes à 3,680,000 atteignit successivement 7,395,000 tonnes en 1905, 14,606,000 tonnes en 1910, et 21,918,000 en 1914.

A partir de 1905, il avait donc doublé en cinq ans, triplé en huit ans. Le chiffre de nos exportations qui, de 1890 à 1900, était resté stationnaire aux environs de 372,000 tonnes, avait cru d'une façon continue pour atteindre en 1913 le chiffre de 9,745,000 tonnes. A ce point de vue on ne peut donc faire reproche à nos Maîtres de Forges de n'avoir pas su tirer parti des ressources nationales. (1).

(1) L'exploitation du bassin normand angevin, dont les ressources sont évaluées à 300 millions de tonnes, avait été également activement poussée et était passée de 174,000 tonnes en 1900 à 1,113,000 tonnes en 1912; celle du bassin pyrénéen (ressources 100 millions de tonnes) étaient restées à peu près stationnaires: environ 300 milles tonnes par an.

Ces chiffres montrent que l'accroissement énorme de l'exploitation du minerai provenait presque uniquement de la région minière de Meurthe-et-Moselle.

* * *

Si la situation de la France est très satisfaisante au point de vue des ressources en minerai de fer, il n'en est malheureusement pas de même au point de vue des ressources houillères, où elle n'occupe que le quatrième rang avec 16 milliards de tonnes, bien loin derrière l'Allemagne : 419 milliards, la Grande-Bretagne : 190 milliards, l'Autriche-Hongrie : 41 milliards; un peu plus seulement, malgré son territoire beaucoup plus étendu, que la Belgique : 11 milliards. (Estimations du Congrès de Toronto, 1913).

Avant la guerre, la production houillère de la France oscillait annuellement, dans les dernières années, aux environs de 40 millions de tonnes, alors que la consommation atteignait 62 millions de tonnes; d'où un déficit de 22 millions de tonnes qu'il fallait combler par des importations étrangères. Les besoins de la sidérurgie française absorbaient 18,2 % de la consommation totale (1).

Si l'on ajoute que l'extraction d'une année correspond à un approfondissement de 0 m. 70 en Allemagne, 2 mètres en Belgique et 4 mètres en France, diffi-

(1) Statistiques de l'industrie minérale. (Ministère des travaux publics.)

culté à laquelle venait s'ajouter la rareté et le prix élevé de la main-d'œuvre, on comprend aisément que la métallurgie française était obligée de payer la houille un prix plus élevé que ses concurrents étrangers (prix moyen: 16 fr. 55 la tonne pour la houille française et 25,70 en faisant la moyenne avec le prix de revient du charbon importé, au lieu de 14 fr. en Allemagne et de 12 fr. en Angleterre).

Pour le coke, la situation était encore plus défavorable; la production française représentait à peine 60 % des besoins, le surplus étant demandé à l'Allemagne surproductrice de houille et riche en excellent charbon demi-gras.

Le danger était grave, d'autant plus que les usines allemandes qui fabriquaient le coke, fabriquant également des produits métallurgiques susceptibles d'entrer en concurrence avec les nôtres sur le marché mondial, étaient tentées de limiter la concurrence française par les hauts prix du coke qu'elles nous fournissaient.

Ce danger n'avait pas échappé aux Maîtres de Forges français. En dehors des perfectionnements de toutes sortes destinés à réaliser d'importantes économies de combustibles, ils s'étaient intéressés à rechercher des mines de houille, soit en France, soit à l'étranger, et avaient contribué à la découverte de couches houillères, dont certaines, telles que le bassin de Pont-à-Mousson, n'ont pas encore été concédées. Ils avaient construit également, soit en se groupant, soit individuellement, des batteries de fours à coke à proximité

de leurs hauts fourneaux, dans le Pas-de-Calais et même en Hollande.

Enfin ils avaient pris d'importantes participations dans des charbonnages anglais, belges ou allemands. Ce dernier procédé a d'ailleurs été vivement critiqué, car, en compensation des participations qu'ils obtenaient dans les charbonnages allemands, ils avaient dû accorder des intérêts dans nos exploitations de minerais, concessions qui, évidemment n'étaient pas sans danger, puisqu'au point de vue ressources minières, l'Allemagne n'était pas dans une situation aussi difficile que la France au point de vue ressources houillères.

Au problème des combustibles s'ajoutait celui de la main-d'œuvre.

C'est un fait indiscuté que, par suite de la faiblesse de la natalité française, le recrutement de la main-d'œuvre, en vue du développement d'une industrie quelconque, est extrêmement difficile. Ainsi qu'on l'a vu en examinant l'œuvre économique du Comité des Forges, les sidérurgistes français ont dû faire appel à la main-d'œuvre étrangère : allemande, belge, italienne et polonaise, main-d'œuvre parfois inexpérimentée et de rendement peu élevé.

Telles sont les difficultés avec lesquelles la métallurgie française d'avant-guerre s'est trouvée en but. Malgré elles, elle avait réussi à augmenter sa production dans la période 1903 à 1913 de 87 % pour la fonte et de 152 % pour l'acier, alors que les chiffres cor-

respondants pour la même période sont de 82 % et 118 % pour l'Allemagne; 72 % et 115 % pour les Etats-Unis et seulement 14 et 52 % pour l'Angleterre.

C'est donc difficilement qu'on peut comprendre l'accusation de malthusianisme économique qui, pour la période d'avant-guerre, a été portée contre la métallurgie française.

* * *

Au cours de la guerre, lors des incidents soulevés par la question du bassin de Briey, on a vivement reproché à la métallurgie française de s'être concentrée à la frontière. On comprend difficilement l'erreur économique contenue dans un pareil reproche. Pour travailler dans de bonnes conditions et éviter des frais de transport considérables, surtout lorsqu'il s'agit de matières pondéreuses comme c'est le cas, une usine métallurgique est tout naturellement amenée à s'installer sur l'une des deux matières premières qui lui sont nécessaires : charbon ou minerai.

Il n'est donc pas étonnant qu'après la découverte du bassin lorrain et en raison de ses richesses exceptionnelles, les usines se soient multipliées sur son sol. Si le Centre de la France a perdu la suprématie qu'il occupait jadis, c'est que les conditions économiques, et notamment la question des transports, l'ont mis dans une telle infériorité que beaucoup de ses usines n'ont pu supporter la concurrence et ont dû disparaître. Seules, ont subsisté celles d'entre elles qui se sont

spécialisées dans la fabrication de produits finis, exigeant l'emploi d'une main-d'œuvre très exercée, produits auxquels leur valeur élevée permet de supporter plus facilement les frais de transport.

Cette proximité de la frontière pour la presque totalité de nos usines métallurgiques a eu évidemment, au cours de la guerre, des conséquences extrêmement graves, non seulement parce qu'elles nous a privé d'une partie de nos ressources, mais parce qu'elle augmentait d'autant celles de l'ennemi.

Pour couvrir leur responsabilité, et dès le 30 avril 1917, les membres du bureau du Comité des Forges de Meurthe-et-Moselle demeurés en territoire libre, avaient adressé au Président du Conseil une lettre protestant contre les erreurs « géologique, économique et satistique », qui s'étaient fait jour sur cette questions et se déclaraient tout prêts à assister à la destruction de leurs usines, si telles étaient les nécessités de la défense nationale.

* * *

Les missions que le Comité des Forges a eu à remplir au cours de la guerre ne lui ont pas valu non plus, que des sympathies. La centralisation des achats qui lui fut confiée par le ministère de l'Armement, les prix élevés atteints par les fontes et les aciers malgré ou, plutôt, disent certains, à cause de la péréquation, les retards souvent prolongés dans les livraisons, etc.,

ont provoqué, au cours de la guerre, un violent mécontentement dans le monde des consommateurs.

Sans doute, le système de l'acheteur unique et celui du consortium sont loin d'avoir été parfaits; il reste à savoir si, en la circonstance, on aurait pu mieux faire. Au cours de la guerre, l'Allemagne, dont l'esprit organisateur est souvent donné en exemple, a, dans de nombreux cas, employé le même système. Dans la critique qu'il adressait à ce sujet à M. A. Thomas, M. Loucheur a d'ailleurs très loyalement reconnu que s'il avait été à la place de celui-ci, il aurait probablement agi comme lui.

Ainsi qu'on l'a vu dans l'exposé des missions confiées au Comité des Forges de France, M. Loucheur n'a fait que confirmer et étendre les missions données par son prédécesseur.

Si les circonstances imposaient la création d'un organisme centralisateur pour les achats de fontes et d'aciers, il semble que le Comité des Forges était, plus que tout autre, qualifié pour remplir ce rôle. Toutes les opérations qu'il a eu à accomplir au cours des missions qui lui furent officiellement confiées, étaient officiellement contrôlées par les services du ministère de l'Armement et, s'il y a eu des fautes commises, la responsabilité du Comité ne serait pas seule engagée.

Le Comité a d'ailleurs très loyalement reconnu qu'en raison des difficultés sans nombre auxquelles il avait eu à faire face, son œuvre de guerre est loin

d'avoir été parfaite, bien qu'il ait toujours cherché à faire de son mieux.

Il faut également mentionner les critiques qu'ont valu au Comité des Forges la question des stocks au début de la guerre, celle de la suppression des droits de douane sur les fontes, fers et aciers (proposition de M. F. Engerand — décembre 1917), ainsi que la publication intempestive de la déposition faite par son secrétaire général, le 28 octobre 1915, sur les problèmes de l'après-guerre, à la Commission Sénatoriale chargée d'étudier l'organisation économique du pays, pendant et après la guerre.

Dans ce dernier ordre d'idées, on lui a reproché de n'avoir pas suffisamment fait preuve de prévoyance en face des problèmes de l'après-guerre. Dès 1917, cependant, la Chambre syndicale des Constructeurs de Matériel de Chemins de fer et celle des Constructeurs de navires avaient fait des démarches pressantes et répétées auprès du Gouvernement, pour que celui-ci, d'accord avec les Compagnies de Chemins de fer et les Compagnies maritimes, établisse un programme assez vaste et réparti sur une période assez longue, pour éviter la grave crise de chômage qui, vraisemblablement, ne manquerait pas de se produire au lendemain de l'armistice. Il semblait en effet que l'état d'usure de notre matériel roulant et les pertes, que notre marine marchande avait subies du fait de la guerre sous-marine, auraient permis d'assurer aux usines et à la main-d'œuvre, qui avaient travaillé pour la défense

nationale, la transition nécessaire entre le temps de guerre et le temps de paix.

Malgré les assurances de M. Loucheur à la tribune du Parlement, aucun programme général ne fut étudié par le gouvernement. Pour la construction navale un crédit de 100 millions seulement fut inscrit au budget, pour permettre de remplacer ceux des navires réquisitionnés qui avaient été détruits. Pour le matériel de chemins de fer, les premières commandes furent passées seulement six mois après l'armistice.

Le Comité des Forges avait également étudié, au cours des hostilités, les conséquences éventuelles du traité de paix et il avait cru devoir appeler l'attention des pouvoirs publics sur le fait que, si le retour de l'Alsace-Lorraine à la France devait lui apporter un sérieux appoint dans l'augmentation de la production de la fonte et de l'acier, en retour les besoins en combustibles des anciennes provinces retrouvées porteraient le déficit de houille de 22 à 30 millions de tonnes et que, même en envisageant l'attribution du bassin houiller de la Sarre à la France, ce déficit en combustibles resterait sensiblement égal au chiffre d'avant-guerre, soit 22 millions; ce déficit se trouvant même aggravé du fait que l'industrie française aurait à écouler une production de fonte et d'acier sensiblement égale au double de celle d'avant-guerre.

Peu après l'armistice, le gouvernement, soucieux d'amener le plus rapidement possible une baisse sur les matériaux de construction nécessaires à la remise

en état des régions dévastées, fit réaliser une diminution du prix de vente des charbons et cokes par le « Bureau National des charbons », qui contrôlait alors la consommation française des combustibles.

Comme conséquence, le ministère de la Reconstitution Industrielle, dans une note parue au « Journal Officiel » du 18 décembre 1918, fixait des prix de vente limites pour les fers et les aciers.

Le Comité des Forges avait donné sa pleine adhésion à cette manière de voir du Ministre. Celui-ci, pour permettre la réalisation immédiate de la mesure envisagée et éviter la perte sensible que les usines auraient subie du fait de la dévalorisation des stocks qu'ils détenaient pour le compte de la Défense nationale, avait décidé que le gouvernement prendrait à sa charge les 8/10 des pertes sur les stocks existant ou en cours de fabrication au 11 novembre 1918.

Il semble que le règlement des allocations prévues se soit effectué avec des difficultés et une lenteur qui n'ont pas été sans troubler de nombreuses entreprises et sans provoquer des réclamations et des plaintes, particulièrement de la part de certains représentants de la construction mécanique.

En examinant les cours officiels pratiqués par les Comptoirs depuis l'armistice jusqu'à ce jour, on peut toutefois constater que les prix ont été l'objet d'une réduction progressive, qui a certainement eu l'avantage d'atténuer les crises que des variations trop brusques des cours n'auraient pas manqué d'apporter,

tant dans le monde des producteurs que dans le monde des consommateurs.

Quelle que soit la valeur des critiques précédemment exposées, compte tenu des difficultés spéciales auxquelles la métallurgie française avait à faire face et en dépit des succès qu'elle avait obtenus au cours des quinze années qui ont précédé la guerre, il semble bien que l'industrie française en général — et de ce fait l'industrie sidérurgique n'est par conséquent pas seule responsable — n'ait pas su tirer tout le parti désirable des richesses naturelles de notre pays. Beaucoup d'industries consommatrices de métal, en particulier la construction mécanique, se sont laissées devancer par la concurrence étrangère. Dans son rapport au Comité consultatif des Arts et Métiers en 1918, repris dans le rapport général sur l'industrie française, présenté par M. le ministre du Commerce à M. le Président du Conseil, M. A. Rateau indiquait, parmi les causes de la situation insuffisante de la construction mécanique, l'inertie des chefs d'industrie.

On ne saurait faire le même reproche aux Maîtres de Forges français. Toutefois, il est regrettable qu'ils n'aient pas su ou pu créer des débouchés plus importants à l'extérieur. Il est en effet navrant de constater que, dans une entente internationale conclue en 1904, entre les industriels anglais, américains, allemands, belges et français, pour la répartition de marchés de rails, la participation française n'ait pas dépassée 9 %.

Ce besoin de débouchés extérieurs, lorsque nos usi-

nes du Nord-Est seront reconstruites, va devenir encore plus pressant, par suite de l'augmentation de production que nous apporte le retour de l'Alsace-Lorraine à la France.

Sans doute et malgré l'appoint fourni par le bassin de la Sarre, notre déficit en houille reste toujours fixé aux environs de 22 à 24 millions de tonnes, car, à ce point de vue, l'Alsace-Lorraine représente une consommation importante en comparaison d'une production insignifiante.

Il faut donc espérer que, conscients de leurs devoirs, les Maîtres de Forges français et avec eux le Comité des Forges de France, sauront résoudre ce problème du combustible et assurer à notre pays, en matière métallurgique, la place de premier rang en Europe, à laquelle lui donne droit une production susceptible d'atteindre, après la reconstitution de nos régions dévastées, 43,000,000 de tonnes de minerai de fer, 11 millions de tonnes de fontes, 10,400,000 tonnes d'acier.

Il faut espérer également que le gouvernement saura, par une politique douanière, fiscale et financière appropriée et mieux inspirée que ne le fut parfois celle d'avant-guerre, aider à la réalisation de ce but.

BIBLIOGRAPHIE

La Sidérurgie Française, 1864-1914. Ouvrage publié par le Comité des Forges de France à l'occasion du cinquantième anniversaire de sa fondation. (Edition du Comité des Forges, 7, rue de Madrid, 1919.)

Le Comité des Forges de France au service de la Nation, par M. R. Pinot. Paris, 1919. (Armand Colin.)

Le Comité des Forges contre la Nation. Reproduction de discours prononcés à la Chambre des Députés par MM. Fernand Engerand, Edouard Barthe et R. Viviani. (Edition de « l'OEuvre ». Paris, 1919).

L'Industrie du fer en 1867. Jordan.

Les Douanes françaises. Pallain.

La Métallurgie, la Construction Mécanique et la Revision du tarif douanier. R. Pinot. (Revue politique et parlementaire, 1909.)

La Bataille de la Frontière. Briey. — Août 1914.

Le Fer sur la Frontière. La politique métallurgique de l'Etat Allemand. F. Engerand. Paris, (Bossard.)

Centralisation, Répartition et Péréquation des fontes sous le Contrôle de l'Etat. (Circulaires n° 12,413, 12,414, 13,182. P/M, 6/3 du Ministère de l'Armement et des Fabrications de Guerre. Paris, 1917. (G. Coblanze.)

Traité de Versailles. (Publication du Ministère des Affaires Etrangères. Imprimerie Nationale. Paris, 1919.)

Rapports et statistiques. Rapports du Jury international de l'exposition de 1867, publié sous la direction de Michel Chevalier. — Rapport au Comité Consultatif des Arts et Manufactures, par M. Bateau, 1918. — Statistiques de l'Industrie Minérale, du service des Douanes. (Tableau général du Commerce et de la Navigation.) — Statistiques du Comité des Forges, etc...

Bulletins, Périodiques et Journaux : Bulletins de l'Union des Industries Métallurgiques et Minières, du Comité des Forges, etc. Circulaires du Comité.— Revue Mensuelle des Questions sociales, ouvrières et fiscales de l'U. I. M. M. — Annuaire du Comité des Forges de France. Journal Officiel, l'Usine, La Journée Industrielle, l'OEuvre, etc..., etc...

Vu : Le Président de la Thèse,
C. PERREAU.

Vu : Le Doyen,
F. LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
P. APPELL.

ANNEXE I

Commission de Direction du Comité des Forges de France (1921)

Président d'honneur

M. SCHNEIDER (E.), Maître de Forges.

Président

M. DE WENDEL (François), Maître de Forges, à Jœuf.

Vice-Présidents

MM. DREUX (A.), Président de la Société Lorraine minière et métallurgique.

PRALON, Vice-Président et Administrateur délégué de la Société des Hauts-Fourneaux, Forges et Aciéries de Denain et d'Anzin.

LEON-LEVY, Ingénieur en chef des Mines, Président de la Société des Hauts-Fourneaux de Rouen.

MM. LAURENT (Th.), Administrateur délégué de la Société Lorraine des Aciéries de Rombas.

PINOT (Robert), Délégué de la Commission de Direction.

Trésorier

M. REILLE (le Baron Xavier), Administrateur délégué de la Compagnie des Mines, Fonderies et Forges d'Alais.

Membres de la Commission

MM. AUBRUN, Directeur général des Etablissements Schneider et Cie.

AYNARD, Président de la Société des Fonderies, Forges et Aciéries de Saint-Etienne.

BETHMONT, Administrateur délégué de la Société d'Electro-Métallurgie de Dives.

BOUTMY (Ch.), Président et Administrateur délégué de la Société des Fonderies et Aciéries de Margut.

CAVALLIER, Président et Administrateur-Directeur Général de la Société anonyme des Hauts-Fourneaux et Fonderies de Pont-à-Mousson.

CLAUDINON (Georges), Maître de Forges, au Chambon-Feugerolles (Loire).

DARCY, Président de la Compagnie des Forges de Châtillon, Commentry et Neuves-Maisons.

DUMUIS, Directeur général de la Société des Aciéries et Forges de Firminy.

FERRY (E.), Président et Administrateur délégué de la Société des Aciéries de Micheville.

MM. FOULD (René), Administrateur délégué de la Société des Hauts-Fourneaux, Forges et Aciéries de Pompey.

GRIOLET, Président de la Société anonyme des Forges et Aciéries du Nord et de l'Est.

HEURTEAU, Président de la Compagnie des Forges et Aciéries de la Marine et d'Homécourt.

LABBE (Paul), Administrateur de la Société anonyme des Aciéries de Longwy.

MERCIER (L.), Président de la Société anonyme des Aciéries de France.

NERVO (Baron L. de), Vice-Président de la Société des Hauts-Fourneaux, Forges et Aciéries du Sault-du-Tarn.

PETIET (le Baron), Président de l'Union de consommateurs de produits métallurgiques et industriels, à Hagondange.

PETIN (H.), Président de la Société des Etablissements J. J. Carnaud et Forges de Basse-Indre.

SCHNEIDER (Jean), Maître de Forges.

DE WENDEL (H.), Maître de Forges, à Hayange.

Membres honoraires

MM. DE COURVILLE (le Comte), Administrateur de la Société Normande de Métallurgie.

FAYOL, Administrateur de la Société de Commentry, Fourchambault et Decazeville.

DE FREYCINET (le Baron), Directeur honoraire aux Etablissements Schneider.

ANNEXE II

STATUTS ⁽¹⁾

du

Comité des Forges de France

7, rue de Madrid, Paris, 8^e.

Formation et Dénomination de l'Association

ARTICLE PREMIER.

Il est institué, conformément à la loi du 21 mars 1884, entre tous les établissements métallurgiques situés sur le territoire français et adhérents aux présents Statuts, une association sous le nom de *Comité des Forges de France*.

Les Sociétés ayant leurs établissements situés hors du territoire français mais dans un pays qui a une union douanière avec la France peuvent être admises dans l'Association.

(1) Texte adopté par l'Assemblée générale du 20 mai 1920.

Objet de l'Association

Siège social

ART. 2.

Cette Association a pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels et commerciaux de l'industrie sidérurgique.

Elle a son siège à Paris.

Durée

ART. 3.

La durée de l'Association est illimitée sous la réserve stipulée à l'article 7 de la loi du 21 mars 1884.

Cotisations

ART. 4.

Les adhérents s'engagent à payer chaque année, pendant toute la durée de l'Association :

1. *Pour les établissements producteurs de fontes ou d'aciers*, une cotisation proportionnelle :

à leur production de fonte brute;

à leur production d'acier brut en lingots;

et à leur production de produits finis en fonte, fer ou acier.

2. *Pour les établissements non producteurs de fontes ou d'aciers*, une cotisation proportionnelle au nombre d'ouvriers et employés pour la partie de leur personnel occupé au travail des métaux.

Les taux respectifs des diverses cotisations sont déterminés chaque année par la Commission de Direc-

tion et soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale ordinaire.

Le montant total de la cotisation ne peut être inférieur à deux cents francs. Il ne peut être supérieur à quatre cents francs, pour les établissements non producteurs de fontes ou d'aciers.

En outre, la Commission de Direction peut décider chaque année, d'appeler en plus de la cotisation ordinaire, un ou plusieurs décimes de cette cotisation.

Administration de l'Association

ART. 5.

L'Association est administrée par une *Commission de Direction*.

La Commission de Direction se compose de quinze membres au moins et de vingt au plus, nommés par tous les adhérents.

Avant chaque renouvellement, la Commission de Direction arrête le nombre des membres qui seront proposés aux suffrages de tous les adhérents.

Cette Commission a le droit de s'adjoindre jusqu'à concurrence de *six*, des membres choisis par elle, et ayant les mêmes pouvoirs que les membres primitifs.

La Commission de Direction est nommée pour 3 ans.

A l'expiration de chaque période de 3 années, les membres de la Commission de Direction sont soumis à la réélection.

En cas de décès ou de démission d'un ou de plu-

sieurs membres, il est pourvu à leur remplacement par la Commission de Direction.

Les Membres ainsi nommés demeurent en fonction pendant le temps restant à courir sur le mandat de ceux qu'ils remplacent.

ART. 6.

La Commission de Direction est investie des pouvoirs les plus étendus pour l'administration de l'Association.

La Commission de Direction peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs par un mandat spécial, soit aux membres du bureau, soit à des Commissions désignées par elle.

Nomination des Membres de la Commission de Direction

ART. 7.

La nomination des membres de la Commission de Direction a lieu au scrutin de liste, par correspondance sous pli cacheté.

Chaque adhérent a autant de voix que le montant de sa cotisation renferme de fois la somme de *deux cents francs*, sans que le nombre de voix d'un adhérent puisse être supérieur à vingt.

Assemblées générales

ATR. 8.

Les adhérents se réunissent au moins une fois par an en Assemblée générale ordinaire.

La Commission de Direction soumet à cette Assemblée générale les comptes de l'exercice précédent.

L'Assemblée est présidée par le président de la Commission de Direction, ou, en son absence, par l'un des vice-présidents.

Les convocations pour les Assemblées générales sont faites quinze jours à l'avance, par lettres individuelles indiquant l'ordre du jour et signées par le président.

Les adhérents qui ne peuvent assister eux-mêmes à la réunion, auront la faculté de s'y faire représenter par un mandataire muni d'un pouvoir régulier.

Membres d'honneur

ART. 9.

La Commission de Direction peut conférer le titre de Membres d'honneur du Comité des Forges de France à des personnalités françaises et étrangères qui se seront particulièrement distinguées par des services éminents rendus à l'Industrie sidérurgique dans l'ordre scientifique, technique ou économique.

Le nombre des Membres d'honneur ne doit pas dépasser le chiffre de vingt.

Membres honoraires

ART. 10.

Outre les membres adhérents, le Comité des Forges admet des membres honoraires qui peuvent être pris parmi les anciens chefs d'établissements métallurgiques, les administrateurs des sociétés adhérentes et,

en général, parmi les personnes qui, par la nature de leurs études ou de leurs occupations, s'intéressent aux questions traitées par le Comité des Forges.

L'admission des membres honoraires est prononcée par la Commission de Direction.

Les membres honoraires payent une cotisation annuelle de *vingt-cinq francs*.

Ils assistent aux assemblées générales avec voix *consultative*.

Membres correspondants

ART. 11.

Les sociétés métallurgiques ayant leur siège social en France ou aux colonies, et leurs établissements situés hors du territoire de la France continentale, peuvent être admis en qualité de membres correspondants.

L'admission des membres correspondants est prononcée par la Commission de Direction.

Les membres correspondants payent une cotisation annuelle de *cinq cents francs*.

Ils assistent aux assemblées générales avec voix *consultative*.

Fonds de l'Association

ART. 12.

L'exercice commence le 1^{er} avril, pour finir le 31 mars de l'année suivante.

Le montant des cotisations est établi dès le mois de janvier qui précède le commencement de l'exercice

auquel elles se rapportent et d'après les indications fournies à cet effet par les établissements adhérents, sur la production ou le nombre des ouvriers et employés de leurs usines pendant la dernière année écoulée.

Les cotisations sont payées au commencement de chaque exercice.

ART. 13.

Les présents statuts peuvent être modifiés par l'Assemblée générale, sur la proposition de la Commission de Direction.

— . — .

ANNEXE III

**Liste des Chambres Syndicales
adhérentes à l'Union des
Industries Métallurgiques et Minières
de la Construction Mécanique,
Electrique et Métallique, et des Industries
qui s'y rattachent.**

Chambres Syndicales Régionales

Ch^bre Synd^{le} des Industries Métallurgiques et des Constructeurs Mécaniciens, Chaudronniers et Fondeurs, et des professions qui s'y rattachent, de l'arrondissement de Rouen.

— Patronale des Métaux de la Région de Maubeuge.

des Industries Métallurgiques et Connexes du Département du Rhône et de la Région.

— des Constructeurs et Fondeurs de l'Est.

— des Constructeurs-Mécaniciens, Chaudronniers, Fondeurs et des Professions

qui s'y rattachent (de l'Arrondissement du Havre).

- des Constructeurs-Mécaniciens, Chaudronniers et Fondeurs de la Loire.
- des Constructeurs-Métallurgistes de Roubaix-Tourcoing et environs.
- des Industriels de Nouzon.
- des Industries Métallurgiques du Vimeu.
- de Mécanique, de la Métallurgie et des Industries annexes du Haut-Rhin.

Syndicat Patronal des Constructeurs-Mécaniciens du Bas-Rhin.

Comité des Forges et Mines de fer de l'Est de la France.

Syndicat de la Grosse Métallurgie de Champagne.

- de la Petite Métallurgie de Champagne.
- de la Construction Mécanique, Métallique et Electrique de Champagne.
- des Fondeurs, Mécaniciens et Chaudronniers de Champagne.

Ch^{bre} Synd^{le} des Industries Métallurgiques, Métalliques et Mécaniques, et des Industries qui s'y rattachent du Territoire de Belfort et des Régions limitrophes.

Syndicat des Métaux du Limousin.

- des Constructeurs-Mécaniciens, Chaudronniers et Fondeurs de la Côte-d'Or.
- des Constructeurs-Mécaniciens, Chaudronniers et Fondeurs de l'Isère et Départements voisins.

- des Industriels Métallurgistes Ardennais.
- Patronal de la Métallurgie de Bordeaux et du Sud-Ouest.
- de la Construction Métallurgique de Dunkerque.
- Patronal des Constructions Mécaniques et Navales de Nantes et de la Loire-Inférieure,
- des Indust. Métallurg. de la Construction Mécanique, Electrique et Métallique et des Industries qui s'y rattachent de Calais et environs.

Groupe des Industries Métallurgiques et connexes de la Région Parisienne.

Groupement des Industriels de Creil, Montataire, Nogent-sur-Oise et environs.

- des Industriels de la Métallurgie et de la Mécanique d'Amiens et environs.

Group^t Syndical des Industries Métallurgiques et Mécaniques de la Région Nivernaise.

Union Patronale de la Métallurgie et des Industries connexes du département de la Sarthe.

Groupement des Industries des Bois et Métaux du Département du Maine-et-Loire.

Syndicat de la Fonderie de cuivre de Lille.

- des Fondeurs en Fer de Lille et environs.
- des Constructeurs de Chaudronnerie de Lille.
- des Constructeurs-Mécaniciens de Lille et environs.

Ch^{bre} Synd^{le} Métallurgique de Lille en environs.

Syndicat des Patrons Métallurgistes de Vichy.

— des Industriels de la Métallurgie de Valence.

Ch^{bre} Synd^{le} Métallurgique de Troyes.

— des Industriels Métallurgistes de la Région de Cherbourg.

— des Fondateurs en Cuivre et en Bronze de Paris.

— du Chauffage Central de la Région du Nord.

Chambres Syndicales Professionnelles

Ch^{bre} Synd^{le} de la Boulonnerie.

— des Constructeurs d'Automobiles.

— des Constructeurs de Machines d'Imprimerie.

— des Constructeurs de Navires et de Machines marines.

— des Constructeurs de Gros Matériel Electrique.

— des Entrepreneurs de Constructions métalliques de France.

— des Fabricants d'Accessoires et Pièces détachées d'Automobiles, de Cycles et d'Appareils aériens.

— des Fabricants de Boîtes, Emballages et Tableaux Métalliques.

— des Fabricants et des Constructeurs de Matériel pour Chemins de fer et Tramways.

- des Constructeurs de Matériel de Guerre.
- des Fabricants de Robinetterie et Tourneurs en Cuivre.
- des Maîtres-Fondeurs Typographes Français.
- des Forces Hydrauliques, de l'Electrometallurgie, de l'Electrochimie et des Industries qui s'y rattachent.
- des Métaux.
- des Mines de Fer de France.
- du Chauffage par l'Eau et la Vapeur.
- du Commerce et de la Fabric. de la Quincaillerie.
- des Constructeurs de Machines à coudre.
- Comité Central des Houillères de France.*
- des Forges de France.
- Syndicat Patronal de la Précision, de l'Optique et des Industries qui s'y rattachent.*
- des Construct^{rs} de Turbines hydrauliques en France.
- des Fabricants de Jumelles.
- Professionnel des Fabr^{ts} de Fils et Câbles électriques.
- Générale des Fondeurs en Fer de France.
- Professionnel de l'Industrie du Gaz.
- Professionnel des Industries Electriques.
- des Fabricants de Couverts et d'Orfèvrerie argentée.
- des Fabricants d'Orfèvrerie d'Argent.

— des Mécanic^{ns}, Chaudronn^{rs} et Fondeurs
de France.

Union des Fabricants de Limes de France.

Chambre Synd^{le} des Charrons.

— des Carrossiers de Paris et des dépt^s.

— des Etireurs et Fabric^{ts} de tubes en
tous métaux.

— des Fabricants de Tôlerie.

— des Industries de Décolletage.

Syndicat Professionnel des Fabricants de Fermetures,
Persiennes, Stores en fer et en bois.

Chambre Syndicale de la Motoculture, du Moteur agri-
cole et des Industr. qui s'y rattachent.

— des Industries aéronautiques.

— des Tréfileurs et Dénatureurs de Fil d'a-
cier et de fer.

Syndicat des Constructeurs de Matériel de Chauffage
Electrique de France.

ANNEXE IV

Union des Industries Métalliques et Minières

*de la Construction Mécanique, Electrique
et Métallique*

et des Industries qui s'y rattachent.

7, RUE DE MADRID

STATUTS

ARTICLE PREMIER.

Il est formé entre les Chambres Syndicales adhérentes aux présents statuts, conformément à l'article 5 de la loi du 21 mars 1884, une Union qui prendra pour titre *Union des Industries Métallurgiques et Minières, de la Construction Mécanique, Electrique et Métallique et des Industriels qui s'y rattachent.*

ART. 2.

L'Union a pour objet :

a) D'étudier toutes les questions sociales, ouvrières et fiscales, d'intérêt général pour les industries représentées par les Chambres Syndicales adhérentes, et de suivre l'application des mesures qui s'y réfèrent;

b) De déterminer au sujet de ces questions la ligne de conduite que doivent suivre toutes les Chambres Syndicales adhérentes;

c) De participer à l'administration et à la gestion des organisations sociales à la création desquelles elle aura contribué, de leur accorder son patronage, leur autonomie une fois constituée;

d) De représenter les Chambres Syndicales adhérentes toutes les fois qu'une action collective doit être exercée en ces matières.

L'Union peut également, dans les conditions fixées au dernier paragraphe de l'article 11 ci-après, examiner les questions d'ordre technique, économique ou professionnel, à l'occasion desquelles des divergences d'intérêt sont susceptibles de se manifester entre certaines des Chambres Syndicales adhérentes et chercher à établir un accord entre elles à cet égard.

Cet accord une fois établi, elle pourra en suivre l'exécution et en soutenir les conclusions, si besoin est, devant les Pouvoirs Publics.

ART. 3.

L'Union est représentée et administrée par un Conseil de Direction, comme il est dit à l'article 8 ci-après. Son siège est à Paris, au lieu que détermine le Conseil.

ART. 4.

L'Union est fondée pour une période de douze années; elle pourra être renouvelée pour des périodes d'égale durée par tacite reconduction.

Conformément à l'article 7 de la loi de 1884, chaque Chambre Syndicale peut se retirer à tout instant de l'Union, mais elle devra faire part de sa décision au Bureau trois mois avant de la rendre effective.

ART. 5.

Chaque Chambre Syndicale ayant donné son adhésion aux présents statuts est représentée au sein de l'Union par son Président et par un Délégué spécial choisi par cette Chambre Syndicale.

Le Président peut se faire représenter par un de ses Vice-Présidents ou un autre membre du Bureau.

La réunion des Présidents et des Délégués spéciaux de toutes les Chambres Syndicales adhérentes à l'Union et des Membres du Conseil de Direction constitue l'Assemblée générale de l'Union.

Chaque Chambre Syndicale possédera au moins une voix aux Assemblées générales de l'Union. Elle disposera en outre, si le nombre total d'ouvriers lui ressortissant dépasse le chiffre de 10,000, d'une voix supplémentaire par 10,000 ouvriers au delà des premiers.

Les votes de chaque Chambre Syndicale seront exprimés par son représentant : Président, à son défaut Vice-Président ou membre du Bureau, et, à leur défaut, délégué spécial.

ART. 6.

Les Chambres syndicales qui n'auront pas fait partie de l'Union au moment de sa fondation pourront y être admise à condition :

1. D'en exprimer l'intention par une demande adressée au Président de l'Union;
2. De donner leur adhésion aux statuts de l'Union.

Cette demande sera examinée par le Conseil de Direction de l'Union, qui pourra prononcer l'admission provisoire. Cette admission devra être ratifiée par l'Assemblée générale ordinaire de l'Union lors de sa plus prochaine réunion.

En cas de manquement grave à la discipline syndicale ou d'inobservation des statuts, l'Assemblée générale ordinaire, sur la proposition du Conseil de Direction et à la majorité des deux tiers des voix, pourra prononcer l'exclusion d'une Chambre syndicale adhérente.

Le Conseil de Direction devra, au préalable, provoquer les explications de la Chambre syndicale intéressée et convoquer ses représentants à cet effet devant lui, par lettre recommandée, huit jours au moins à l'avance.

ART. 7.

L'Assemblée générale se réunit trois fois par an, sur la convocation du Président; elle peut être convoquée exceptionnellement toutes les fois que le Conseil de Direction le juge utile.

ART. 8.

L'Assemblée générale élit pour trois ans un Président et trois Vice-Présidents. Il est procédé à ces élections, s'il y a lieu, dans la première réunion qui suit le 1er janvier.

L'Assemblée générale de l'Union élit, en outre, pour une période de six ans, quatorze personnes présentées par les groupes prévus à l'article 9 pour constituer, avec le Président et les Vice-Présidents, le Conseil de Direction de l'Union. Ces personnes sont choisies parmi les membres des Chambres syndicales appartenant à l'Union, qu'ils fassent partie ou non de l'Assemblée générale.

Le Conseil de Direction, dans la première réunion qui suit son élection, délègue un de ses membres pour exercer les fonctions de Trésorier et un autre pour exercer les fonctions de Secrétaire.

La réunion du Président, des Vice-Présidents, du Trésorier et du Secrétaire constitue le Bureau de l'Union.

Le Conseil de Direction peut proposer en outre, à l'Assemblée générale, d'élire des Présidents et des membres d'honneur. Les Présidents d'honneur feront partie de droit des Assemblées générales de l'Union.

ART. 9.

En vue de l'élection des membres du Conseil de Direction de l'Union, le Bureau répartit les Chambres syndicales en cinq groupes, suivant la nature de l'industrie qu'elles représentent.

Les sièges du Conseil sont répartis entre ces groupes d'après le nombre d'ouvriers ressortissant aux industries représentées par chacun d'entre eux, et qui ont fait l'objet d'une déclaration par les adhérents des Chambres syndicales, par application de l'article 14 des statuts, chaque groupe devant avoir au moins deux délégués.

Jusqu'au moment où ce dénombrement aura pu être établi par l'Union, la répartition des sièges sera effectuée par décision de l'Assemblée générale entre les cinq groupes suivants, en tenant compte de l'importance relative et approximative des industries adhérentes :

Le groupe de l'Industrie des Mines,
— de la Grosse Métallurgie,
— de la Petite Métallurgie,
— de la Construction Mécanique, Electrique
et Métallique,

Le groupe des autres Chambres syndicales (1).

La représentation de chaque Chambre syndicale au sein de chacun des groupes ainsi constitués est assurée par les mêmes délégués et de la même façon que leur

(1) L'Assemblée générale du 18 avril 1918 a, conformément aux dispositions ci-dessus, fixé comme suit la répartition des sièges entre les cinq groupes :

Le Groupe de l'Industrie des Mines: 2 représentants;
— de la Grosse Métallurgie: 3 représentants;
— de la Petite Métallurgie: 2 représentants;
— de la Construction mécanique, électrique et métallique: 5 représentants;
— des autres Chambres syndicales: 2 représentants.

représentation à l'Assemblée générale de l'Union, telle qu'elle est définie à l'article 5.

Un règlement sera arrêté par le Bureau pour régler le mode de désignation des délégués au Conseil de Direction au sein de chacun des groupes.

ART. 10.

A l'expiration de la première année de l'élection des membres du Conseil de Direction de l'Union, il sera procédé au tirage au sort de l'ordre de sortie de ces membres, de façon à assurer leur renouvellement par tiers tous les deux ans.

Les membres sortants seront rééligibles.

ART. 11.

Le Conseil de Direction se réunit dix fois par an, et toutes les fois que cela est jugé nécessaire par le Bureau, sur convocation du Président. Il a tous pouvoirs pour étudier, suivre et décider toutes les questions définies aux paragraphes *a*, *b*, *c* et *d* de l'article 2 et pour statuer sur tous emplois de fonds et dépenses qu'il jugera utiles sans avoir besoin d'en référer à l'Assemblée générale.

Il peut, lorsqu'il le jugera nécessaire, nommer des Commissions composées de personnalités appartenant aux Chambres syndicales adhérentes et même de personnalités étrangères à l'Union, mais réputées pour leurs connaissances spéciales, pour étudier ces questions et lui présenter des rapports.

Il peut, en outre, se saisir directement ou être saisi

par les Chambres syndicales intéressées ou par un groupement de Chambres syndicales adhérentes à l'Union, mandaté par ces Chambres syndicales, de toutes questions sur lesquelles il serait souhaitable, au point de vue de l'intérêt général, qu'un accord intervint entre les industries ressortissant à l'Union et ayant à ce sujet des intérêts opposés; dans ce cas, le Conseil de Direction agira au mieux pour provoquer cet accord; il pourra, s'il en est requis par les parties, agir comme conciliateur.

ART. 12.

Le Conseil de Direction fera parvenir toutes ses communications aux Chambres syndicales adhérentes, qui en assureront la transmission auprès de leurs adhérents.

Exceptionnellement, et sur la demande de la Chambre syndicale intéressée, le Conseil de Direction pourra entrer à ce sujet en communication directe avec les adhérents de cette Chambre syndicale.

ART. 13.

Le service des documents imprimés de l'Union sera fait à tous les adhérents des Chambres syndicales faisant partie de l'Union, soit par l'intermédiaire des Chambres syndicales, soit directement, si celles-ci en font la demande.

ART. 14.

Chaque Chambre syndicale devra, dans le premier

mois de l'année, communiquer à l'Union la composition de son bureau et :

1. La liste à jour de ses adhérents avec le nombre total des employés et ouvriers occupés au 1er janvier dans l'ensemble de leurs établissements, ateliers et chantiers, sans distinction de corporations;

2. Le nombre des employés et ouvriers appartenant, dans l'ensemble de leurs établissements, ateliers et chantiers, à la ou aux corporations au titre desquelles ses adhérents se rattachent à cette Chambre syndicale.

ART. 15.

Chaque Chambre syndicale s'engage à faire verser par chacun de ses adhérents, pour le compte de l'Union, une cotisation spéciale annuelle qui sera établie par l'Union, pour chaque adhérent, suivant le nombre de ses ouvriers et employés figurant sur la liste prévue au paragraphe premier de l'article précédent, d'après les bases suivantes :

0 fr. 25 par ouvrier et employé pour les 50 premiers ouvriers;

0 fr. 50 par ouvrier et employé au delà de 50 jusqu'à 200;

0 fr. 75 par ouvrier et employé au delà de 200 jusqu'à 1,000;

1 fr. » par ouvrier et employé au delà de 1,000 jusqu'à 3,000;

1 fr. 50 par ouvrier et employé au delà de 3,000 ouvriers.

Ce barème pourra être modifié par décision de l'Assemblée générale ordinaire, sur la proposition du Conseil de Direction.

La cotisation annuelle de toute nouvelle Chambre syndicale adhérente est réduite du quart, si son admission a eu lieu pendant le second trimestre, de la moitié si elle a eu lieu pendant le troisième trimestre, et des trois quarts si elle a eu lieu dans le cours du quatrième trimestre.

Chaque Chambre syndicale adhérente à l'Union recouvrera ces cotisations spéciales et les fera parvenir à l'Union.

Lorsqu'un industriel (particulier ou société) fera partie de plusieurs Chambres syndicales adhérentes à l'Union, sa cotisation spéciale pour l'Union sera par lui répartie proportionnellement aux cotisations qu'il versera à chacune des Chambres syndicales et transmise par ces dernières à l'Union.

Tous les ans, le Conseil de Direction pourra proposer à l'Assemblée générale l'établissement et le taux d'une cotisation exceptionnelle et fixer le montant du droit d'entrée qui sera exigé des nouvelles Chambres adhérentes.

Le Conseil de Direction pourra, sur la demande des Chambres syndicales, faire remise provisoire ou définitive de tout ou partie de cette cotisation extraordinaire.

ART. 16.

Les présents statuts pourront toujours être modifiés

sur la proposition du bureau ou d'un tiers des Chambres syndicales adhérentes. Les dites modifications ne pourront être adoptées que dans une Assemblée générale de l'Union spécialement convoquée à cet effet quinze jours à l'avance et à la majorité des deux tiers des Chambres syndicales adhérentes.

ART. 17.

En cas de dissolution de l'Union, les fonds ou valeurs composent son actif seront répartis entre les Chambres syndicales faisant partie de l'Union à ce moment, proportionnellement à l'importance moyenne des cotisations à l'Union de leurs adhérents pendant les trois dernières années.

La démission ou la radiation d'une Chambre syndicale comportent l'une et l'autre l'abandon, au profit de l'Union, de tous ses droits à l'actif social.

Sociétés d'Assurances Mutuelles

contre le CHOMAGE FORCÉ, des Syndicats Patronaux de l'Union des Industries Métallurgiques et Minières, de la Construction Mécanique, Electrique et Métallique, et des Industries qui s'y rattachent.

Siège Social : 7, RUE DE MADRID, PARIS

Statistique des Conflits qui se sont produits parmi leurs Adhérents en 1919-1920-1921.

Noms des Sociétés d'Assurances Mutuelles contre le Chômage forcé	NOMBRE DE CONFLITS			DURÉE MOYENNE DES CONFLITS (en journées)			INDEMNITÉS PAYÉES PAR LES MUTUELLES		
	1919	1920	1921	1919	1920	1921	1919	1920	1921
La Construction Mécanique et Electrique	104	135	43	25.5	15.2	47.8	784,262,44	465,193,10	339,380,70
Matériel de Chemins de Fer	8	7	1	22	18.2	4.5	95,655,99	40,021,45	365,60
La Forge	28	47	1	26.8	15.7	6	235,398,—	407,403,20	18,764,45
La Construction Métallique	7	18	2	11.1	10.6	49	21,796,75	53,175,85	17,739,35
La Fonderie	54	104	23	25.4	18.6	46.9	127,078,44	215,147,80	148,147,45
La Métallurgie Ardennaise	28	45	16	36.9	13.8	19	162,680,—	89,646,95	59,523,25
L'Electro-Métallurgie et l'Electro-Chimie	7	3		16.1	39.6		52,789,49	36,259,25	
L'Automobile	16	15		26.3	14.4		391,675,79	88,751,40	
L'Industrie d'Alsace et de Lorraine		Fondée en 1920 1	26		14	38		3,104,90	502,481,50
TOTAL	252	375	112	26.1	16	40.6	1,871,336,89	1,398,703,90	1,086,402,30
TOTAL GÉNÉRAL	739 conflits			23 jours 2 (moyenne)			4,356,443.09		

ANNEXE V

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
CHAPITRE I. — Origine, constitution et évolution du Comité des Forges	5
CHAPITRE II. — Organisation actuelle du Comité des Forges de France	27
CHAPITRE III. — L'œuvre du Comité des Forges	53
CHAPITRE IV. — Critiques et Conclusion . . .	147
BIBLIOGRAPHIE	169
ANNEXE I. — Commission de Direction du Comité des Forges de France	173
ANNEXE II. — Statuts du Comité des Forges de France	177
ANNEXE III. — Liste des Chambres Syndicales adhérentes à l'Union des Industries Métal- lurgiques et Minières	185
ANNEXE IV. — Union des Industries Métalliques et Minières	191
ANNEXE V. — Sociétés d'Assurances Mutuelles contre le chômage forcé	203

